

DERNIERE GUERRE MONDIALE



5

OPERATION TORCH

Il y a 70 ans :
les premières lueurs de
l'aube
en Afrique

Le magazine du deuxième conflit mondial
et du devoir de mémoire

Décembre 2012

ISSN 2260-197X

Avec la participation de : Cédric Mas, Robert Lyman,
Frédéric Smith, Colin Smith, Pierre Vennat et David Zambon

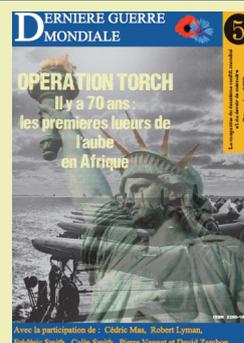


L'histoire de la Seconde Guerre mondiale à la portée de tous.

Géré par une équipe d'amateurs enthousiastes, mais bénéficiant de l'aide amicale d'historiens professionnels, la publication bimestrielle en ligne **DERNIERE GUERRE MONDIALE** a pour objectif de contribuer à la préservation de la mémoire liée à cette période terrible en devenant un pont entre les thèses universitaires d'une approche parfois difficile et les manuels scolaires qui pèchent souvent par simplicité, mais aussi en permettant à tout acteur qui en aurait l'envie de rendre public son témoignage.

Professionnels de l'écriture, témoins de cette époque, passionnés de tous âges, se voulant sans prétention, notre publication serait heureuse d'accueillir vos contributions, contactez-nous...

derniereguerremondiale@hotmail.fr



Photos de couverture :
SBD Dauntless sur le pont du CVE 26
USS Sangamon. La TF34 s'approche des
côtes d'Afrique du nord.



Oran, 2 décembre 1942 - Scènes de fraternisation entre soldats français et américains à l'occasion du départ vers le front de Tunisie

DERNIERE GUERRE MONDIALE Numéro 5 • Décembre 2012

SOMMAIRE

Editorial - <i>Par Daniel Laurent</i>	3
Dossier : Opération Torch	
Torch : enjeux stratégiques - <i>Par Cédric Mas</i>	4
La Phalange africaine - <i>Par Daniel Laurent</i>	10
Tunisie : Les prisonniers italiens des français - <i>Par David Zambon</i>	14
La participation de la marine canadienne à Torch - <i>Par Pierre Vennat</i> ...	18
Un regard d'enfant sur Torch - <i>Par Léon Bel</i>	20
Le putsch du 8 novembre 1942 à Alger - <i>Par Lucien Gozlan</i>	24
Torch : mais où est de Gaulle ? - <i>Par Daniel Laurent</i>	27
Dans les coulisses de l'opération Torch - <i>Par Colin Smith</i>	29
Maurice Nave y était... - <i>Par Thierry Decool</i>	38
Invasion de la zone sud et sabordage de la flotte - <i>Par Philippe Masse</i> .	42
Le groupe de Résistance « Elie »	56
<i>Par Germaine Stephan</i>	
Coup d'oeil sur un autre conflit	60
Opération Daguet, 1990-1991 - <i>Par Fabrice Thery</i>	
L'AMX10 RC	67
<i>Par Antoine Merlin et Jeremy Delawarde</i>	
Jacket du 1st ordonnance battalion	69
<i>Par Gaetan Bray</i>	
Rubrique Marine	71
<i>Par Francis Liesse</i>	
Livres / Interviews :	
La France appelle votre secours, de Frédéric Smith	78
Opération Suicide, de Robert Lyman	81
El Alamein, de Cédric Mas	84
Annonce :	
Les plantations Michelin au Viet-Nam, Eric Panthou et Tran Tu Binh	86



Editorial

Par Daniel LAURENT

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec un grand plaisir que je vous présente le numéro 5 de **Dernière Guerre Mondiale**.

Le magazine comporte un dossier spécial d'actualité, à savoir le 70^e anniversaire de l'Opération Torch qui marqua, entre autres, le début de la Libération de la France et le retour au combat de l'Armée Française.

Comme d'habitude, nous avons fait de notre mieux pour aborder certains aspects dont on parle rarement.

Germaine Stéphan a pris grand plaisir à corriger l'article d'un nouveau venu sur notre magazine, je parle de Philippe Massé, plus connu sous le pseudo d'Hilarion, qui nous parle de l'invasion de la zone « libre » par les Allemands et du sabordage de la flotte française à Toulon, à la suite de l'opération Torch.

Notre sommaire comporte 6 historiens professionnels, ce dont évidemment nous sommes très fiers :

Cédric Mas nous livre une analyse de fond sur l'Opération Torch, Pierre Vennat nous permet d'être à bord des unités de la Marine Canadienne en Méditerranée, Colin Smith, un historien britannique totalement inconnu en France à ce jour, nous parle de ce qu'il appelle la « *guerre franco-anglaise* » entre 1940 et 1942. David Zambon aborde un aspect méconnu, le sort des prisonniers italiens suite à Torch, et deux auteurs, Frédéric Smith et Robert Lyman, ont eu l'amabilité d'accepter d'être interviewés au sujet de leurs dernières publications.

Donc des Canadiens, des Britanniques, des Français, un Italien, votre magazine est décidément sans frontières.

Bien sûr, des amateurs passionnés, dont votre serviteur, sont également au sommaire, notamment ceux qui animent nos rubriques Marine (Francis Liesse), Militaria (Gaëtan Bray dans ce numéro) et Matériel (Nos jeunes amis Antoine Merlin et Jeremy Delawarde, 35 ans a eux deux !). Citons aussi Thierry Decool et Alexandre Prétot dont le discret travail en coulisse est indispensable et essentiel.

Tant que les allumés qui gèrent **Dernière Guerre Mondiale** continueront à rendre hommage à nos Anciens, ils ne seront pas tout à fait morts. Cette façon de penser s'appelle le devoir de mémoire et nous nous y employons. C'est Germaine Stéphan qui le fait dans ce numéro en nous parlant de son frère fusillé au Mont Valérien, de son autre frère déporté et de leurs camarades de résistance dont de nombreux sont morts pour la France.

Un scoop dans la rubrique « Coup d'œil sur un autre conflit » : Un Spahi vétéran de la Division Daguet nous a fait l'amitié de nous confier ses souvenirs de la première guerre du Golfe. Antoine et Jeremy en ont profité pour nous présenter son blindé, pour une fois ils parlent d'un engin en ayant eu la possibilité d'échanger avec le chef de char !

Qu'ils soient tous remerciés de la confiance qu'ils ont bien voulu nous témoigner.

Ceux qui éprouveraient l'envie de discuter les points de vue énoncés dans ce numéro de **Dernière Guerre Mondiale** sont invités à venir s'exprimer à ce sujet sur le forum : <http://www.lesherosoublies.com/f122-courrier-des-lecteurs>

Nous pensons bien sûr déjà au prochain numéro en vous assurant par avance que nous sortirons encore des sentiers battus. Après les plages d'Afrique du Nord, nous vous emmènerons sur de sombres chemins en Allemagne et autres dictatures.

Une remarque ? Une critique ? Une demande ? Un projet ? N'hésitez pas à nous contacter par email ou sur la rubrique concernée du forum *Les héros oubliés*.

A bientôt !





Les aspects stratégiques de l'opération « Torch »

Par Cédric MAS

L' AUTEUR



Plus connu sous le pseudo de 13emE DBLE sur les forums, Cédric est Avocat de formation au barreau de Marseille, 39 ans, marié 3 enfants, passionné d'histoire militaire et politique, auteur de plusieurs articles sur l'histoire militaire de la seconde guerre mondiale, et plus particulièrement sur les opérations en Méditerranée et en Afrique du Nord, qui ont été publiés dans de nombreux magazines en particulier au sujet de la DAK et du Maréchal Rommel.

Le débarquement allié en Afrique du Nord française le 9 novembre 1942 marque une étape majeure dans le cours de la Seconde Guerre mondiale. Cette opération est la première offensive Alliée en Europe, et correspond à l'engagement des forces armées américaines contre l'Allemagne nazie.

Pourtant, les enjeux, les causes et l'impact de ce débarquement restent peu connus. Il faut dire que les difficultés rencontrées avec les Français de Vichy, et la réaction rapide et heureuse de l'Axe vont brouiller la perception de ce qui représente un succès stratégique majeur, obtenu dans un contexte loin d'être évident.

L'Afrique du Nord française dans la stratégie Alliée

L'origine profonde de l'opération Torch doit être recherchée dans l'échec des Anglais et des Français libres devant Dakar en août 1940. En effet, Roosevelt s'est montré très tôt attentif au devenir des possessions françaises d'Afrique du Nord, et particulièrement de la façade Atlantique. Les bases conservées par Vichy représentent en effet un enjeu majeur pour les Américains, qui ne souhaitent pas voir les puissances de l'Axe en position de menacer les routes maritimes d'Atlantique.

Cet échec pèsera d'ailleurs lourdement dans le refus de Roosevelt de prendre en considération la France Libre et le général de Gaulle.

La situation va donc se stabiliser de la manière suivante :

Vichy garde le contrôle de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Occidentale française, sous la surveillance plus ou moins étroite des Commissions d'armistice allemandes et italiennes ;

La zone reste suivie avec intérêt par les Etats-Unis,

notamment par l'intermédiaire de leur consul général à Alger, Murphy.

Churchill et ses généraux ne peuvent se tenir pour satisfait d'une telle situation mais ils doivent d'abord parer, au cours de 1941, aux coups portés contre eux aux confins égypto-libyens par l'Afrikakorps de Rommel.

Le succès de l'offensive de dégagement de Tobrouk, lancée le 19 octobre 1941, amène à la reconquête de la Cyrénaïque. Ne souhaitant pas reproduire les erreurs commises au début de l'année, les planificateurs britanniques envisagent de poursuivre l'offensive en Tripolitaine.

C'est dans le cadre de ces projections que, pour la première fois, un débarquement est envisagé en Afrique du Nord française, essentiellement pour empêcher tout rétablissement en Tunisie des forces italo-allemandes boutées hors de Libye.



«...Rommel en profite pour lancer une attaque foudroyante...»

<http://m.theatlantic.com>

Ce projet, conçu en termes vagues, est à l'époque envisagé dans le cadre d'un basculement des forces vichystes d'Afrique dans le camp allié¹.

Pourtant en décembre 1941, les forces britanniques en Cyrénaïque se heurtent à trois circonstances adverses qui retardent toute velléité d'offensive vers Sirte : la résistance italo-allemande sur la frontière égyptienne qui coupe la route côtière, l'offensive japonaise en Asie qui détourne une partie des renforts du Proche-Orient, et l'épuisement de troupes qui n'ont vaincu qu'après de coûteux combats.

Rommel profite du répit qu'il obtient pour lancer une contre-attaque foudroyante, qui repousse les Alliés hors de la Cyrénaïque et oblige à abandonner tout plan futur vers l'Afrique du Nord.

L'entrée des Etats-Unis dans le conflit n'amène pas de

¹ : Certaines sources donnent à ce projet le nom de « Gymnast » cf. Playfair, opus cité en bibliographie, vol. 2, p. 110



modifications notables de la situation de Vichy en Afrique, les relations diplomatiques n'étant pas rompues.

Pourtant, la conjonction d'une multitude de facteurs va progressivement placer l'Afrique du Nord française parmi les premiers objectifs de la contre-offensive globale des Alliés en Europe.

Les origines de « Torch »

La genèse du débarquement du 9 novembre 1942 est intimement liée aux choix stratégiques effectués par les Alliés, dans le cadre d'un arbitrage permanent entre les positions américaines et celles des Britanniques.

C'est ainsi qu'une première étape est franchie en faisant accepter par les Etats-Unis le principe d'un effort exercé en priorité contre l'Allemagne, le célèbre principe « Germany First », qui n'allait pas de soi au regard des menaces que l'avance nipponne dans le Pacifique faisaient peser. Si cette demande est logique de la part de Churchill, c'est tout à son honneur qu'il ait réussi à convaincre le Président Roosevelt de la nécessité d'abattre d'abord l'hydre nazie, qui représentait de facto le danger le plus grave.

Ce choix est d'autant plus pertinent que dès le 7 juin 1942, la flotte de porte-avions américaine porte un coup d'arrêt à l'expansion japonaise à Midway.

Le 19 juin, lors d'une réunion des chefs d'état-major alliés à Washington portant sur les plans d'action pour le second semestre 1942, le général Brooke écrit dans son journal : « j'ai trouvé que nous étions dans les grandes lignes d'accord sur les lignes générales ». Or, rien n'est moins exact, puisque si les deux alliés sont d'accord pour engager au plus tôt des opérations actives à l'Ouest afin de soulager Staline, qui est la cible d'une nouvelle offensive de la Wehrmacht, les avis divergent sur l'endroit et l'ampleur de cet effort.

Les Américains désirent ouvrir un second front au plus tôt en débarquant en France (opération « Round-up »²). Les Britanniques veulent avant tout soulager leurs forces en Egypte, menacées par l'offensive de Rommel qui va capturer Tobrouk le 21 juin, avant de s'arrêter début juillet à 80 kilomètres d'Alexandrie, devant la gare d'El Alamein. Et c'est en Afrique du Nord française qu'ils pensent que cet effort sera le plus profitable (opération devenue « Super-Gymnast » par l'association de forces américaines à ce projet au départ britannique).

Les Américains s'opposent à cette opération pour les raisons suivantes :

a) ce débarquement va sérieusement obérer le renforcement des forces Alliées au Moyen-Orient, en détournant des effectifs au moment où ils sont nécessaires en Egypte, dans un secteur si éloigné du

front que son impact sur les opérations en cours sera douteux ;

b) ce débarquement va mobiliser des forces navales importantes qui vont manquer sur les autres théâtres d'opération ;

c) le succès de ce débarquement dépend de certaines conditions politiques en Afrique du Nord impossibles à prévoir et dont l'évolution peut remettre en cause le succès de l'opération tout entière ;

d) l'impact d'un succès en Afrique du Nord française sur la situation du front russe sera probablement très limité.

Au-delà de ces arguments, les Américains refusent de se laisser entraîner dans une opération soutenue par les Britanniques pour des mobiles qu'ils soupçonnent d'être liés à un renforcement de leur position en Méditerranée.

Pourtant, les Britanniques soutiennent très justement que les effectifs disponibles rendent impossible l'ouverture d'un second front en Europe sur l'échelle désirée. Ils pensent que ce ne sera qu'en 1943 qu'un tel débarquement sera envisageable. Et ce décalage rend possible une action en Afrique du Nord répondant au souhait de Roosevelt d'agir au plus tôt pour soulager Staline.

C'est ainsi que progressivement, les Américains acceptent d'étudier un plan de débarquement en Afrique du Nord, afin de lancer des opérations offensives dès 1942, sans attendre que tout soit prêt pour l'assaut de l'Europe de l'Ouest. Habilement, les Britanniques confient à Washington la préparation de « Super-Gymnast »³.



Churchill et Roosevelt à Washington : « Germany first »

Contrairement à ce que l'on peut penser, l'offensive contre l'Afrique du Nord française n'est pas un projet de Churchill, mais de l'ensemble des chefs militaires britanniques, unanimes pour une fois.

Le débat avec les Américains qui sont partagés entre un Président Roosevelt réticent à risquer trop vite

ses forces en Europe et ses conseillers qui ne veulent pas être entraînés dans des directions divergentes par leur allié, est donc inégal.

2 : Il l'opération « Bolero » correspond à la phase de transfert des forces vers le Royaume-Uni en vue de débarquer en France ; c'est par licence historique que ce nom est aussi donné à l'opération « Round-up » qui porte sur le débarquement lui-même, la suite logique de « Bolero »

3 : Les Britanniques gardent la main sur la préparation du débarquement en Europe occidentale, ce qui leur donne un avantage pour en souligner les inconvénients



A la conférence de juin, les deux plans devaient être étudiés simultanément. En juillet, Roosevelt envoie à Londres une mission composée d'Harry Hopkins, du général Marshall et de l'Amiral King pour arrêter définitivement une stratégie.

La décision Alliée

Les Américains proposent alors de ne lancer qu'un débarquement limité en France, à Cherbourg et dans la presqu'île du Cotentin. Avec des effectifs limités, il s'agit de soutenir les Soviétiques tout en ouvrant une brèche dans les défenses allemandes à l'Ouest.

Ce projet, appelé « Sledgehammer », est facilement repoussé par les Britanniques. Outre les risques d'échec d'un débarquement, même limité, en Europe occidentale, qui sont très importants et dont les conséquences seraient dramatiques, les effectifs à engager seraient tout de même considérables, obérant les opérations pour 1943 et réduisant l'aide matérielle apportée aux Soviétiques.

Grâce aux informations données par la Résistance, les Alliés savent que les forces transférées à l'Ouest par Hitler seraient suffisantes pour bloquer, et même repousser, un tel débarquement.



Général Mark Clark

L'impossibilité des chefs militaires américains à convaincre leur allié anglais, tout comme les décideurs politiques, ne laissent aux Alliés pas d'autre solution que de trancher en faveur d'un débarquement en Afrique du Nord pour 1942.

Le 6 août 1942, le général Dwight D. Eisenhower est donc nommé à la tête de la Force expéditionnaire Alliée, chef de l'état-major combiné appelé « Allied Force Headquarters » (A.F.H.Q.) installé à Londres.

Son adjoint est le général Mark W. Clark, et son chef d'état-major, le général Bedell Smith. Le chef des forces britanniques devait être le général Alexander. Sa nomination à la place d'Auchinleck au Middle-East Command début août oblige Londres à désigner Montgomery, qui est bientôt appelé à remplacer Gott à la tête de la 8th Army. C'est finalement le général Anderson qui prend le poste⁴.

Les forces navales concernées par cette opération sont placées sous les ordres de l'Amiral Sir Andrew Cunningham, qui assumera directement le commandement de la flotte à l'Ouest de Gibraltar, tandis que l'Amiral Harwood commandera à l'Est. L'adjoint de Cunningham pour la planification de « Torch » n'est autre que le



Sir Andrew Cunningham

vice-amiral Sir Bertram Ramsay, responsable de l'évacuation réussie de Dunkerque en mai 1940.

Au niveau aérien, le commandement est séparé entre les Américains, commandés par le général Doolittle, et l'Air-Marshall Sir William Welsh. Cette division des forces va peser sur les opérations, d'autant plus que ces deux officiers ont moins d'expérience dans les combats contre la Luftwaffe et la Regia Aeronautica que les officiers engagés en Egypte avec la Desert Air Force.

Le Plan de Torch

La Directive donnée à Eisenhower le 13 août est simple : « *Le Président et le Premier ministre ont décidé que les opérations militaires combinées soient dirigées contre l'Afrique dès que possible afin de conquérir, en conjonction avec les forces alliées au Moyen-Orient, le contrôle complet de l'Afrique du Nord de l'Atlantique à la Mer Rouge...* ».

La Directive poursuit en précisant que ces opérations seront réalisées en 3 étapes :

D'abord l'établissement de bases capables de se soutenir mutuellement dans les zones de Casablanca - Oran - Alger - Tunis ;

Ensuite en exploitant à partir de ces bases afin de prendre le contrôle de toute l'Afrique du Nord française et si nécessaire du Maroc espagnol ;

Enfin, en poussant vers l'Est pour prendre à revers les forces de l'Axe engagées en Libye et en Egypte et les anéantir.

Sur la base de ces instructions générales, Eisenhower et ses hommes doivent concevoir en quelques mois un plan, avec tous ses détails, sachant qu'ils n'ont encore aucune expérience d'opérations amphibies combinées⁵.

Pour réaliser l'ampleur et la difficulté de la tâche, il faut ajouter d'une part que la réaction des Français, comme des Espagnols est totalement inconnue, et d'autre part que les moyens sont limités et surtout totalement inédits.

Les contraintes liées à la couverture aérienne des plages de débarquement imposent rapidement que les zones de débarquement initiales soient situées à l'Ouest de Bône, ce qui implique donc l'occupation de la Tunisie par une avance ultérieure et non lors du premier assaut.

Toutefois, ce constat étant admis, la planification se heurte aux conceptions opposées des deux nations :

Les Américains sont très prudents et insistent sur la nécessité d'assurer la conquête d'une tête de pont solide ouverte sur l'Atlantique avant toute progression ;

Les Britanniques insistent eux sur la nécessité d'avancer le plus à l'est les points de débarquement afin de s'assurer au plus tôt de la possession de Tunis.

4 : Au grand soulagement des Américains qui commençaient à s'inquiéter de ces multiples changements

5 : La dernière attaque combinée amphibie menée par les Alliés fut le débarquement à Gallipoli en 1915



De plus, si les Américains ne pensent pas que la résistance française sera importante, les Britanniques poussent très vite à ce que le débarquement soit conçu comme une opération offensive menée de vive force.

Les discussions sont intenses, et menées sous la double contrainte du climat⁶ et des limitations en moyens de débarquement⁷. Finalement, le 6 septembre 1942, un compromis est trouvé : les débarquements seront simultanés à Casablanca⁸, Oran⁹ et Alger¹⁰.

Les plans détaillés des débarquements sont arrêtés dès le 20 septembre. Chaque Force doit débarquer sur les plages à proximité de son objectif, qui sera pris rapidement. Les unités au Maroc se réuniront ensuite pour former la 5th US Army, prête à bloquer toute menace espagnole, tandis que les unités débarquées en Algérie formeront la 5th UK Army, qui avancera vers la Tunisie.

« Torch » et la Tunisie

Il a beaucoup été écrit sur « l'oubli » de la Tunisie par les Alliés. Or, cette position stratégique n'a pas été écartée.

En revanche, en l'absence de moyens de débarquement suffisamment nombreux, l'occupation du protectorat tunisien suppose soit d'abandonner les débarquements sur la côte atlantique du Maroc, soit de débarquer sur une zone bien trop étendue.

Ces deux options n'étant pas acceptables, les Alliés s'attendent donc à ce que l'Axe fasse irruption en Tunisie dès que les opérations seront lancées. Seule la collaboration immédiate des troupes françaises permettraient d'empêcher une telle intervention ennemie.

La question tunisienne est donc moins liée à un défaut de planification qu'à l'inconnue française, qui devient majeure.

Le premier souci d'Eisenhower étant d'assurer avant

tout le succès du débarquement, la planification est établie sur la plus mauvaise des hypothèses : une résistance de l'armée française d'Afrique.

Les Britanniques sont plus optimistes et préparent dès l'origine une occupation de la Tunisie, à la condition expresse que les Français ne résistent pas.

C'est ainsi que les ordres donnés aux troupes engagées dans le secteur d'Alger sont les suivants :

Si les Français résistent : assurer la sécurité de la tête de pont et du port puis étendre la zone contrôlée ;

Si les Français ne résistent pas : soutenir les forces projetées au plus vite vers l'est.

La 1st Parachutiste Brigade britannique du Brigadier Flavell, qui constitue à la fois la réserve stratégique d'Eisenhower et celle d'Anderson reçoit ainsi les ordres différents selon qu'il y aura ou non une résistance française au débarquement allié : en cas de combats avec les Français, ses bataillons seront parachutés à proximité d'Aérodromes algériens, tandis qu'en l'absence de combats, les bataillons devront directement être largués au-dessus de Bizerte et d'El Aouina, à Tunis¹¹.

Il ressort de l'étude des documents préparatoires à l'opération « Torch » que tout va dépendre de la première réaction française.

Dès lors que les troupes de Vichy vont se défendre et ouvrir le feu sur les Alliés, même pour une courte période, les actions vont se dérouler conformément aux ordres. Les Britanniques vont engager leurs réserves parachutistes pour assurer leurs possessions et laisser le terrain libre en Tunisie aux troupes de l'Axe.

La responsabilité des chefs militaires français est donc entière sur la suite d'une campagne coûteuse et difficile qu'ils auraient du éviter avec un minimum de bon sens.



6 : A partir d'octobre, le temps n'autorise des débarquements qu'un jour sur cinq sur la côte Atlantique marocaine

7 : Au départ, deux points de débarquement étaient possibles, un troisième fut décidé en réduisant les moyens de ces deux endroits

8 : Western assault Force de 25000 hommes sous les ordres de Patton

9 : Central Task Force de 18000 hommes sous les ordres de Freddendall

10 : Eastern Task Force de 20000 hommes sous les ordres d'Anderson

11 : Voir le livre « Tunisian Tales », pp .68 et 78 ;



L'Axe face à « Torch »

Dès 1940, les puissances de l'Axe se sont inquiétées d'éventuelles attaques britanniques en Afrique du Nord. Si les Allemands ont été agréablement surpris et rassérénés par la résistance à Dakar, les Italiens vont se montrer très méfiants sur la sincérité des engagements vichystes de défendre ses possessions contre les anciens alliés de la France.

Pourtant, et dans une de ces contradictions typiques de la politique Mussolinienne, les Italiens vont s'opposer avec une grande constance à tout renforcement significatif des défenses françaises en Afrique du Nord, et particulièrement en Tunisie, pays qui figure en tête de la liste de leurs buts de guerre.



les forces alliées approchent de la plage de Fedala

<http://m.theatlantic.com>

Depuis deux ans, les deux alliés se sont préparés à différentes actions pour contrer une opération contre l'Afrique du Nord. Si les Allemands se sont essentiellement concentrés sur la zone libre, la couverture de l'Espagne, les Italiens, eux, ont préparé l'occupation de la Tunisie à très bref délai.

Les convois importants qui s'approchent de Gibraltar depuis le Royaume-Uni à la fin du mois d'octobre sont repérés sans que cela ne déclenche d'inquiétude particulière. Tout le monde pense alors à une nouvelle tentative de ravitailler Malte.

Le premier à s'inquiéter d'un éventuel débarquement en Afrique est Kesselring, qui sollicite Cavallero à ce sujet le 6 novembre. Les Italiens avaient mis en alerte les éléments relatifs à l'opération C4 (occupation de la Tunisie) dès le 28 octobre, et ils restent donc optimistes.

Dans le même temps, un dispositif de sous-marins italiens est déployé pour protéger les îles de Sardaigne et de Corse contre un éventuel débarquement.

A Berlin, l'agitation Alliée en Méditerranée occidentale est rapidement analysée comme annonçant un débarquement soit sur les îles Corse ou Sarde, soit sur les arrières de Rommel, alors en pleine retraite après El Alamein. Goering puis Hitler téléphonent à Rome pour annoncer un débarquement à Derna ou Tripoli.



Débarquement à Casablanca

<http://m.theatlantic.com>

L'annonce des premiers débarquements à Oran, Casablanca et Alger prend d'autant plus par surprise l'Axe que les convois alliés dans l'Atlantique n'ont pas été repérés.

Pourtant, malgré cette surprise initiale, les stratèges italo-allemands vont réagir avec promptitude et efficacité. A l'issue d'une réunion tenue à Monaco entre Hitler et Ciano le 9, l'occupation de la Tunisie et de la Corse par les Italiens est autorisée par les Allemands.

Au même moment, les premiers éléments de la Luftwaffe atterrissent sur l'aéroport d'El Aouina, près de Tunis, sans opposition de la part des Français.

Or, il ne s'agit que d'éléments légers, et la mise en place du transfert d'unités lourdes vers la Tunisie va prendre du temps. Il existe donc une période de deux semaines pendant laquelle la tête de pont italo-allemande courra un grand danger d'être anéantie par les Alliés.

Trois facteurs expliquent que ceci ne sera pas le cas :

La résistance française initiale aux débarquements Alliés a engendré l'engagement des réserves sur d'autres fronts, et cela retarde irrémédiablement tout nouvel effort vers l'est, même si Anderson va rapidement improviser l'avance vers Bône ;

L'absence de résistance française en Tunisie va permettre aux faibles éléments projetés par la Luftwaffe les premiers jours de s'établir solidement ;

Les premiers combats vont se dérouler dans un cadre très défavorable pour les Alliés : face à des unités d'élite (Fallschirmjägers...), subissant la supériorité aérienne ennemie...

Pourtant, les colonnes du général Anderson réussiront à menacer sérieusement la tête de pont, arrivant à proximité de Tunis. Le chef des troupes italo-allemandes en Tunisie, le général Nehring paniquera même et sera sur le point d'ordonner l'évacuation¹².



12 : Il sera relevé en décembre par Kesselring



Conclusions

L'opération « Torch » se révèle avec le recul un grand succès allié. Planifiée en trois mois, il s'agit du premier débarquement combiné réussi, face, il est vrai, à un ennemi affaibli.

Toutefois, ce succès ne débouchera que sur une campagne difficile, menée sur plus de 6 mois, pour l'anéantissement complet des dernières positions de l'Axe en Afrique.

Les raisons de cette absence de suite dans le succès sont tirées de trois séries de facteurs :

L'inexpérience des forces Alliées, formées pour la plupart d'unités novices, équipées de matériels nouveaux : cette inexpérience explique le manque d'ambition des plans, privilégiant la sécurisation des zones conquises sur l'avance en profondeur. Elle explique aussi le déroulement des premiers combats où quelques sections de parachutistes allemands parviennent à bloquer des colonnes blindées entières.

La rapidité de réaction des Italo-allemands : pris complètement par surprise par une opération qui se déroule à la limite de leur portée, la réaction des chefs italiens et allemands le 9 novembre va, par son efficacité et son impact, marquer durablement la suite de la campagne. Ce sera le signe de toutes les opérations en Méditerranée : si l'Axe est nettement dominé sur le plan stratégique par les Alliés, il va constamment rattraper ses erreurs par une supériorité de manœuvre et de réaction du point de vue tactique, rallongeant d'autant les opérations.

La lourde responsabilité des troupes françaises : en résistant aux débarquements, même sur une durée brève, elles déclenchent sans le savoir des options dans les plans alliés, qui vont empêcher toute

exploitation vers l'est ; mais ceci aurait pu être « équilibré » si les forces défendant la Tunisie s'étaient comportées de la même manière face aux appareils allemands débarquant les premiers contingents. Or il n'en fut rien ! L'influence délétère de la propagande vichyste sur les esprits n'a pas de meilleure preuve. Il faudra six mois de dures campagnes et de nombreux sacrifices de soldats pour racheter cette faute manifeste des officiers supérieurs alors en poste.

Bibliographie

CHERRY, *Tunisian Tales – The 1st Parachute Brigade in North Africa (1942-43)*, Helion and Company 2011

PLAYFAIR, *The Mediterranean and Middle-east, volume IV : The destruction of the Axis Forces in Africa*, History of the Second World war, Naval & Military Press, 2004

MONTANARI, *Le Operazioni in Africa settentrionale vol IV – Enfidaville (novembre 1942 – maggio 1943)* USSME, Roma 1993

ANDERSON, *Algeria-French Morocco, The campaigns of World war II*, CMH Pub 72-11



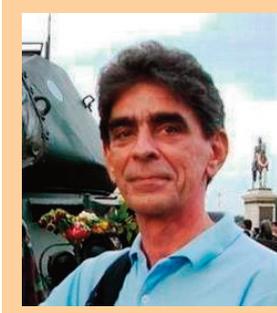
Officiers allemands de la commission d'armistice capturés à Fedala

<http://m.theatlantic.com>



La Phalange Africaine

Par Daniel LAURENT



L'AUTEUR

Ingénieur à Bangkok, Daniel consacre l'essentiel de ses loisirs à l'histoire de la DGM, ce qui lui a permis d'être publié dans certains magazines comme *Axe & Alliés* et *2e Guerre mondiale*.

Une première version de cet article a été publiée dans le magazine Histomag'44 n° 73, septembre 2011, page 27. Nous vous livrons ici une version actualisée.

Les forces alliées débarquent au Maroc et en Algérie en novembre 1942. Immédiatement, des renforts allemands et italiens sont envoyés en Tunisie : dès le 9 novembre, sans avoir informé Vichy, des appareils de la Luftwaffe atterrissent à Tunis-El Aouina pour y débarquer des troupes venant de Sicile. Le 12, une flotte germano-italienne arrive à Bizerte avec des hommes et des blindés.

Les navires français de l'amiral Derrien sont capturés, leurs équipages débarqués. Puis l'Afrikakorps se replie de Libye vers la Tunisie.

Devant ces nouveaux «accrocs» aux accords d'Armistice, le gouvernement de Vichy ne fait ... rien.

Au contraire, son représentant sur place, l'amiral Esteva, fait de son mieux pour aider les Allemands et le représentant du Reich en Tunisie, Rahn.

Le 14 novembre, l'idée d'une «Légion Impériale» est même lancée à Paris avec l'appui de l'ambassadeur allemand Otto Abetz. Le plan est approuvé par Laval le 24 novembre.

Le 12 janvier 1943, il écrit au maréchal von Rundstedt, commandant en chef du front de l'Ouest :

« Il ne s'agit pas seulement de participer à la défense du territoire et d'alléger ainsi la tâche qui incombe, en France, aux troupes germano-italiennes. Il convient également d'assurer la sauvegarde de l'Empire. [...] Elle pourrait comprendre deux brigades d'environ 7 000 hommes chacune et une demi-brigade de 3 000 à 4 000 indigènes nord-africains. Cette formation française de 18 000 hommes constituerait initialement la participation française à la reconquête de l'Afrique du Nord. »

L'OKW approuve le principe mais, cependant, pose des limites : pas question d'envoyer une grosse unité de France, comme Laval l'avait espéré, mais d'accord pour envoyer une mission militaire française chargée de recruter des volontaires sur place. Une fois de plus, les Allemands, qui n'ont rien demandé, limitent l'étendue des offres spontanées de collaboration de Vichy afin d'empêcher la reconstitution d'une réelle force

militaire française. Du coup, la grandiloquente Légion devient Phalange Africaine.

Une mission commandée par le lieutenant-colonel Pierre Simon Cristofini, un militaire de carrière, comprenant également Henry Charbonneau, milicien et neveu de Darnand, le chef de bataillon Curnier et deux capitaines de Spahis, Euziere et Gillet, est donc envoyée le 27 décembre 1942 en Tunisie pour recruter des volontaires et constituer cette Phalange. Un autre officier, le lieutenant-colonel Christian Sarton du Jonchay fait partie du voyage, mais avec une mission purement politique : devenir Préfet de Police de Tunis et chef de cabinet d'Esteva (alors que son cousin germain sera chef de l'AS dans le Limousin puis chef de cabinet du COMAC en août 44...) ¹



Ils sont précédés sur place par Georges Guibaud, envoyé par Paul Marion, secrétaire d'État à l'Information de Vichy depuis novembre, qui réussit le tour de force d'unifier l'ensemble des Partis Collaborationnistes implantés en Tunisie sous l'égide du « Comité d'unité d'action révolutionnaire ». Les collaborateurs de Tunis ont fait ce dont les ultras de Paris ont toujours rêvé sans jamais y arriver : Le Parti unique fascisant français. Éphémère réussite...

Cristofini se blesse gravement à l'entraînement le 23 janvier 1943, à la suite de l'explosion accidentelle d'une grenade antichar et est évacué chez lui, en Corse.

La tâche de la mission militaire est complexe et difficile. Elle doit encadrer les troupes militaires restées loyales (qui sont pratiquement inexistantes), rallier des unités ayant changé de camp (ce qui promet peu de chances de succès) et enfin recruter des volontaires français et indigènes. Elle doit également déployer les forces françaises dans les combats contre les Alliés et participer à la reconquête des territoires coloniaux perdus (un but très improbable).

La presque totalité des unités militaires disponibles en Tunisie ayant suivi le général Barré pour rallier les anglo-saxons et la France Libre, la première mission des envoyés de Vichy n'a pas de sens dans le contexte

1 : R. Pellegrin, dans son «*La Phalange Africaine*» parle de 330 ; Henri Charbonneau dans «*Les mémoires de Porthos*» parle de 450.

DERNIERE GUERRE MONDIALE



tunisien. C'est pourquoi les membres de la mission vont montrer une intense activité de propagande (radio, affiches...) pour tenter de convertir les « dissidents », avec un maigre résultat.

La seule chose réalisable est donc la création d'une Phalange africaine formée de volontaires locaux. Le chef des forces de l'Axe, le général von Arnim, donne son approbation au recrutement le 1^{er} janvier 1943. La Mission ouvre son bureau à Tunis le jour même et commence sa campagne immédiatement. Pour contribuer au succès du recrutement, le gouvernement français et l'amiral Esteva lancent des appels à la population tunisienne dont le plus connu est celui de ce dernier, le 26 février 1943. La mission compte sur l'engagement des membres des différentes organisations gouvernementales et des partis de la collaboration (SOL, PPF, Chantiers de la Jeunesse française, Compagnons de France). Les résultats, là encore, sont modestes. Les membres de ces organisations sont déjà utilisés par les autorités locales pour participer au maintien de l'ordre (garde des points de communications, secours aux sinistrés, lutte contre le pillage, etc.) et ne sont plus disponibles pour d'autres missions.



Écusson de poitrine de la Phalange Africaine

D'ailleurs, ces éléments, ainsi que les rares officiers « fidèles » de l'armée, se montrent hostiles à cette unité militaire dont le destin aux côtés des Allemands semble funeste à très court terme. La seule exception est le SOL dont le chef adjoint, le capitaine de réserve André Dupuis, rejoint avec un certain nombre de ses légionnaires la Phalange, la « seule force armée française de Tunisie restée fidèle au Maréchal ». Sa contribution explique très certainement la nomination de cet ancien de la Grande Guerre à la tête de la Phalange. Ce peu de ralliements est à imputer partiellement au lieutenant-colonel Cristofini, dont l'arrogance et le caractère difficile ne semblent pas avoir favorisé les engagements.

2 : Dominique Venner, *Histoire de la Collaboration*, Pygmalion, 2000

Pour atteindre leurs objectifs, les officiers de la mission acceptent l'engagement de tous les candidats : « *On accepte tout le monde, ou presque, des jeunes, des vieux, des grognards et des blancs-becs qui n'ont jamais tenu un fusil* ». Les meilleurs éléments sont déjà utilisés par les unités de tirailleurs de l'armée d'Afrique. La Phalange doit se contenter des moins aptes.

La composition des recrues est peu connue. Si la moitié de l'effectif est composée d'indigènes, on peut aussi y trouver les représentants de toutes les classes sociales, y compris des élèves d'une classe de philosophie du lycée Carnot de Tunis. Grâce à l'activité du capitaine Dupuis, la plupart sont des militants des partis collaborationnistes ou des membres des organisations de Vichy (surtout du SOL).

Environ 420 volontaires sont recrutés et instruits dans le camp de Bordj-Ceda, 300 Français et 120 Tunisiens²

La Phalange comprend donc aussi bien des Français de souche, pieds-noirs et cadres venant de la Métropole, beaucoup provenant de l'éphémère Légion Tricolore, que des volontaires musulmans. Ils vont constituer une compagnie de 212 hommes, 42 sous-officiers et six officiers, soit seulement 258 hommes sur les 450 (420 ?) volontaires d'origine. La raison de la fonte de ces effectifs n'est pas claire mais il s'agit peut-être de « l'écémage » lié au tri et la dureté de l'entraînement à l'allemande.



Le capitaine Dupuis

La Phalange est enregistrée par la Wehrmacht en tant que Franzosische Freiwilligen Legion (parfois appelée Compagnie Frankonia) et incorporée au 2^{ème} bataillon, 754. PzG Rgt, 334. PzG Division, 5. Panzerarmee (von Arnim). Leur uniforme, français, est complété du casque allemand et de quelques équipements provenant de l'Afrika-Korps.

Le 19 mars 1943, les phalangistes prêtent serment à Hitler en présence des officiers de la mission militaire et des représentants des autorités françaises et allemandes. Le texte du serment est le suivant :

« *Fidèle au Maréchal Pétain et à son gouvernement, je prête serment au Führer Adolf Hitler, chef des armées allemandes et européennes. Je m'engage à servir, au sacrifice de ma vie, pour la victoire commune de la France et des puissances de l'Axe* ».

DERNIERE GUERRE MONDIALE



La compagnie est envoyée le 7 avril 1943 sur le front de la Medjerda au nord-ouest de Medjez-El-Bab, dans le secteur du II/754^{ème} GR.

Sous le commandement du capitaine Dupuis, capitaine de réserve, combattant des 2 guerres, cité 2 fois pendant la campagne de France et ancien du 4^{ème} Zouaves, elle doit faire face aux forces britanniques (78th Infantry Division « Battleaxe »).

Sa conduite, notamment un coup de main audacieux contre une unité britannique supérieure en nombre le 16 avril, lui gagne les félicitations du Général Weber, commandeur de la 334 PzG Division qui distribue plusieurs Croix de Fer et conclut son discours par : « *Je les décerne au nom de notre Führer, rénovateur de notre race blanche, aux plus braves soldats de la Compagnie se battant pour un but commun* ³ ». Sachant qu'une bonne centaine de ces « braves » sont Tunisiens, il est possible de conclure que Weber avait une définition de la « race blanche » qui n'était pas tout à fait la même que celle de son Führer !



Phalangistes - Notez le drapeau qui reprend l'insigne de la Phalange

Le 29 avril à l'aube, les forces alliées lancent une offensive générale sur le secteur. Les positions de la Phalange sont détruites par l'artillerie et les chars. En une heure, l'unité perd la moitié de ses hommes, morts, blessés ou disparus. Cependant, les survivants résistent et reculent dans l'ordre. C'est la fin de la bataille, les forces alliées sont aux portes de Tunis.

Les 150 survivants, réunis le 8 mai au quartier Faidherbe, ont le choix entre « disparaître » ou se placer sous la protection de l'Evêque de Tunis, Mgr Gounot, que le lieutenant Charbonneau a convaincu d'intercéder en leur faveur.

Les officiers sont évacués avec les Allemands qui battent en retraite. Ils sont accueillis le 31 mai à Vichy et



décorés par Pétain. À cette occasion, de Brinon, Ministre de la Défense de Vichy, dira : « *Qui lutte contre les ploutocrates anglo-américains lutte contre le bolchevisme* ». La plupart d'entre eux continueront leur combat au sein de la Milice, de la LVF ou de la Waffen-SS.

Mais la plupart des volontaires, restés en Tunisie, sont arrêtés par les troupes françaises qui entrent dans Tunis. Selon Paul Gaujac ⁴, 14 volontaires sont capturés et fusillés par les troupes françaises ⁵.

De manière surprenante, environ 40 survivants de la Phalange, qui ont eu la chance d'être faits prisonniers par des troupes de l'ex-armée d'Afrique, donc essentiellement des pieds-noirs et des musulmans comme eux, ont été incorporés dans l'armée française et se sont bien battus jusqu'en l'Allemagne.

Rétroactivement, la Phalange Africaine est intégrée à la LVF. Les survivants, les veuves et les familles sont rattachés à l'association qui s'en occupe. (JO du 20-05-43). C'est sans doute pour cela que la Phalange est parfois appelée, à tort, « Légion des Volontaires Français de Tunisie ».

De nombreux membres de la Phalange africaine sont jugés à Tunis de fin 1943 jusqu'à l'été 1944 : selon madame Christine Levisse-Touze, Directeur du Mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclouque, quatre sont condamnés à mort, deux aux travaux forcés à perpétuité et deux à dix ans de travaux forcés. Les procès sont largement couverts par la presse d'Afrique du Nord, mais également par les journaux Vichystes et Collaboracionnistes qui appellent aux repréailles.

Parmi ces ex-phalangistes, le capitaine Dupuis et le capitaine Peltier sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité et le lieutenant-colonel Cristofini, arrêté en octobre 43 en Corse, transféré à Alger, condamné à mort en avril 44, est exécuté sur une civière le 3 mai 1944 car il vient de tenter de se suicider.

Le chef de bataillon Curnier, arrêté en Allemagne, en attente de transfert pour Alger à Nice ⁶, se suicide dans sa cellule le 29 septembre 1945 en se coupant les veines.

Quelques-uns réussirent à s'échapper : Guilbaud émigre en Amérique du Sud, Sarton du Jonchay se réfugie

³ : R. Pellegrin, op. cit.

⁴ : Dans « *L'armée de la victoire, le réarmement 1942-43* »

⁵ : Que Dominique Venner, op. cit, appelle « troupes gaullistes »...

⁶ : Ou à Villefranche-sur-Mer selon le New York Times du 1er octobre 1945



en Argentine, puis en Espagne, avant d'être gracié.

L'amiral Derrien, accusé d'avoir livré le port de Bizerte aux Allemands, est traduit devant le tribunal militaire d'Alger du 9 au 12 mai 1944. Il se défend en arguant qu'il n'a fait qu'exécuter les ordres de Vichy. La peine de mort est évitée pour sauver des résistants des Glières, dont le sort est soumis à la sentence contre Derrien. Aussi, le « félon », bénéficiant des circonstances atténuantes, s'en sort avec la réclusion criminelle à perpétuité. Il décèdera à la centrale de Lambèse, située sur les hauts plateaux constantinois.

Le 12 mars 1945 s'ouvre, devant la Haute Cour de justice à Paris, le procès de l'amiral Esteva. Il est reconnu coupable de trahison, au terme de l'article 75 du code pénal. Mais, ayant aidé la communauté juive de Tunisie, fait libérer des patriotes avant l'arrivée des troupes de l'Axe et facilité le départ de fonctionnaires compromis avec les Allemands, l'amiral sauve sa tête. Il est néanmoins condamné le 15 mars à la détention perpétuelle. Libéré après 6 mois de prison, il décèdera peu de temps après.

Les archives de la Croix-Rouge Internationale contiennent 2 dossiers sur les prisonniers de la Phalange, sous la référence 301 G44/12 - 63.02

Le dossier, [Afrique du Nord : Phalange africaine] est maintenu du 19.04.1944 au 27.02.1945, ce qui porte à croire qu'il n'y avait plus de détenus phalangistes en Tunisie à cette date. L'autre, [Correspondance générale concernant les otages et détenus politiques en Afrique du Nord] s'étale du 01.06.1943 au 29.09.1948, ce qui peut laisser penser que, rapatriés en France, les derniers détenus auraient été libérés fin 1948. Cela reste à confirmer cependant.



L'amiral Esteva, reçu par Pétain à son retour de Tunisie en mai 1943

L'éphémère aventure de la Phalange Africaine se trouve à la charnière des multiples tendances qui émaillent la collaboration armée française.

D'un côté ceux qui, restés sur le sol de la métropole, se sont battus dans des combats fratricides et ont commis des exactions contre des Français, à des degrés divers.

De l'autre, ceux qui sont partis sur le front de l'Est et, du moins pour un grand nombre d'entre eux, auraient

refusé de se battre en France. A priori, ils se seraient comportés en combattants réguliers quoique les développements historiographiques récents introduisent le doute ⁷.

Et, quelque part entre les deux, ces Phalangistes qui, certes, ne se sont battus que contre les Britanniques mais auraient fort bien pu affronter une unité française si les hasards de la guerre l'avaient voulu.

Pour finir cette triste page sur une note moins sombre, il semblerait que la très célèbre photo d'un phalangiste tunisien, qui figure parmi les illustrations de cette page et dont l'original se trouve à Londres, à «l'Imperial War Museum», soit un faux. Une discussion sur un forum spécialisé anglo-saxon⁸ tend à démontrer qu'en fait, cette photo aurait été prise au Caire à la mi-44. Un soldat britannique aurait récupéré le typique casque Allemand comme prise de guerre. Un correspondant de presse britannique, fidèle en cela à la solide tradition des Tabloïds, l'aurait posé sur le crâne d'un Egyptien soigneusement choisi pour son aspect très patibulaire, lui aurait demandé de prendre une attitude très agressive afin de prendre ce cliché qui a fait les délices de la presse londonienne.



Volontaire tunisien ?

Bibliographie Krizstian Bene, *La collaboration militaire française dans la seconde guerre mondiale*, Codex, 2012

Dominique Venner, *Histoire de la Collaboration*, Éditions Pygmalion, 2000.

Pierre Giolitto, *Volontaires Français sous l'uniforme allemand*, Perrin, 1998.

René Pellegrin, *La phalange africaine, la LVF en Tunisie*, Paris, 1973 (édition à compte d'auteur)

7 : Voir à ce sujet le magazine *Dernière Guerre Mondiale* no. 4, Octobre 2012, *La LVF, ses crimes et son impunité*, Daniel Laurent, page 10

8 : <http://forum.axishistory.com>



Les camps de prisonniers de guerre italiens en Afrique du Nord française

Par David Zambon

La campagne de Tunisie a donné l'occasion à l'Armée d'Afrique de reprendre le combat aux côtés des forces anglo-américaines. A la mi-mai 1943, les troupes françaises ont capturé 37 500 soldats de l'Axe, la plupart dans les derniers jours de la campagne, lorsque les unités germano-italiennes privées de vivres et de munitions jettent bas les armes. Lorsque le maréchal Giovanni Messe capitule le 13 mai 1943, il tient à s'assurer auprès du haut commandement allié que ses hommes ne seront pas livrés aux Français, dont il craint la vindicte. A la lecture de cet article, très synthétique, certains seront probablement choqués. Ne nous voilons point la face, car ces faits appartiennent véritablement à notre histoire, même s'ils ne nous honorent pas.



Prisonniers des forces de l'axe à la fin de la campagne de Tunisie

Le traumatisme de la capture à travers quelques témoignages

La bibliographie disponible sur le sujet est assez pauvre. Les dizaines de milliers de prisonniers italiens éparpillés en Inde, au Canada, aux Etats-Unis, en Afrique du Sud ou ailleurs dans le monde anglo-saxon ont parfois raconté leur périple. Il en va de même pour ceux qui ont survécu aux camps soviétiques : la forte mortalité de prisonniers italiens en URSS est due au contexte de la capture, entre novembre 1942 et février 1943, les conditions météorologiques (-42°C en moyenne) causant des ravages lors des marches forcées vers les zones de rassemblement. Par la suite, si l'on se fonde sur les témoignages italiens, les Russes ont su faire preuve d'humanité, les ordres de Moscou s'agréant ici à leur traditionnelle générosité.

Pour ce qui concerne le sort de ceux confiés « aux bons soins » des Français, il faut attendre les années 1985-95 pour trouver des études plus poussées¹,

presque jamais, à notre connaissance, à l'œuvre d'historiens français (à l'exception de Jean-Louis Miège²). Enfin, en dehors de témoignages ponctuels dans des récits de vétérans, quelques ouvrages se font remarquer par la compilation de données intéressantes mais exploitées dans une démarche parfois peu historique et sensiblement orientée. Ce qui ressort avant tout de la lecture des nombreux témoignages sur le moment de la capture, c'est une extrême violence physique et psychologique. Certes, nous savons pertinemment qu'il s'agit là d'un traumatisme vécu par tous ceux qui ont accepté de s'en remettre à l'ennemi et que la sensibilité des hommes est exacerbée. Le soldat Delio Comucci nous en dit davantage : « (...) *Moi qui faisais partie du XXII bataillon du génie, j'étais parmi les rares survivants d'une unité décimée par les combats précédents (...). Privés de munitions et de vivres, nous étions à la merci de l'ennemi. Un char arriva en effet, immédiatement reconnu comme français en raison d'une inscription sur sa caisse, « Nanette je t'aime ». (...) Il en sortit une espèce de soldat (je dis cela parce qu'il ne portait pas de véritable uniforme et qu'il était impossible d'en distinguer le grade). C'était un « degollista »³ qui maniait deux pistolets à la manière d'un cow-boy (...). Tandis que d'autres de ses compagnons d'armes s'approchaient le fusil levé, il cria avec arrogance : « Allez ! Allez ! Les Italiens ici et les Allemands là-bas »⁴. (...) Un officier italien se présenta à cet individu pour lui dire quelque chose, mais ce dernier, sans même l'écouter, attrapa les jumelles que l'officier portait autour du cou et les lui arracha de force, le contraignant à s'incliner douloureusement. La vilénie et la prépotence liées à ce geste étaient une démonstration immédiate de l'attitude que certains Français auraient à notre égard et ce n'était que le début de la razzia qui serait opérée sur nos maigres biens personnels (...) »⁵.*

Le major Giuseppe Terranova, du commandement du X Corpo d'Armata, raconte quant à lui qu'un « officier français se présenta de façon hautaine et demanda à voir Messe. C'est la pire chose qui pouvait nous arriver : tomber aux mains des Français qui nous haïssaient. (...) Les plénipotentiaires revinrent avec un major britannique qui se présenta au maréchal après avoir passablement éconduit le Français (...) »⁶. Les remarques sur l'attitude arrogante et hautaine des Français sont récurrentes dans tous les témoignages, non seulement des Italiens (et des Allemands) mais aussi des Britanniques et des Américains. Il est vrai que la situation française de l'époque, fort peu

1 : Massimo Coltrinari et Sandro Rinauro, ce dernier plus récemment, dans *La lunga liberazione* sous la direction d'Erik Gobetti. .

2 : Dans *I prigionieri militari italiani durante la seconda guerra mondiale. Aspetti e problemi storici*, sous la direction de Romain H. Rainero, Marzorati, Milano, 1985..

3 : Gaulliste, selon la terminologie italienne.

4 : En français dans le texte.

5 : D. Comucci dans A. Giannasi et alii, *Nordafrika 1943. I militari italiani dei campi di prigionia francesi*, Prospettiva ed., Roma, 2007. Cit. pp. 30-32.

6 : G. Terranova dans *Fronte d'Africa, c'ero anch'io*, G. Bedeschi, Mursia, Milano, 1988. Cit. p. 498.



Tunisie, 1943. Des prisonniers italiens sont escortés par une sentinelle française. (Tomba)

glorieuse, explique difficilement une telle attitude et, d'une manière générale, ces hommes se trouvent entre les mains d'une armée qui ne les a pas vaincus sur le terrain. De son côté, Antonio Tomba, tankiste vétéran d'El Alamein au sein de la division *Ariete*, narre ainsi son dépit : « Au carrefour de la route Bou Fichta-Zaghouan nous attendait une patrouille de marocchini⁷ à cheval. Ils étaient nu-pieds et misérablement vêtus. Je ne vous raconte pas ma désillusion. Mais à qui nous rendions-nous ? Mais qui étaient ces individus ? De leur visage émanait un rictus railleur. Ils n'agissaient qu'avec méchanceté. Combien d'actes ignobles furent commis par cette racaille. Il fallait tenir la bouche fermée. Malheur s'ils apercevaient par hasard une dent en or ! Ils l'arrachaient avec la pointe de la baïonnette. Ils coupèrent le doigt à un Allemand qui tardait à se séparer de son alliance. L'après-midi, ils nous séparèrent des Allemands et nous conduisirent sur une esplanade. Nous étions environ 2.000. Pendant la nuit, à la faveur de l'obscurité, j'assistai à des actes indicibles et contre nature commis à l'encontre de nos pauvres soldats. Comme on disait à l'époque, ils étaient marocchinati⁸ et les malheureuses victimes, préalablement choisies, revenaient vers nous désespérées et larmoyantes. Nous étions amassés les uns sur les autres, sur peu d'espace, et des cavaliers ivres se jetaient sur nous avec leur cheval pendant que nous tentions de dormir. »⁹

Certes, ce dernier témoignage peut choquer à plus d'un titre, mais il est corroboré par de nombreux autres pour ce qui concerne les actes odieux qui y sont mentionnés. Le « racisme colonial » qui en transpire ne saurait en aucun cas occulter la réalité des faits. Spoliations, tortures, mauvais traitements et homicides « gratuits » jalonnent l'ensemble des témoignages que nous avons décortiqués,

sans exception. Nous remarquons aussi que ces hommes ressentent comme une humiliation supplémentaire le fait de se retrouver à la merci « d'indigènes », même s'ils ne s'attendaient à aucune mansuétude des Français (sous-entendu d'origine européenne).

Une « marche à la mort » méconnue

Les autorités françaises obtiennent très tôt des Américains (et, dans une moindre mesure, des Britanniques) l'incrémentation du nombre de prisonniers de guerre à leur charge. En effet, la forte mobilisation des cadres, d'origine européenne, en Afrique du Nord française nécessite le remplacement des cadres inférieurs subalternes et des techniciens peu qualifiés par des prisonniers. Ainsi, ce sont plus de 20 000 hommes qui sont transférés des camps américains vers les camps français, et ce, dès le mois de janvier 1943. A la fin de la campagne, ce ne sont pas moins de 57 277 hommes qui sont placés sous l'autorité française, dont 41 327 Italiens. Il convient de souligner que le nombre d'officiers et, surtout, de sous-officiers est relativement bas, respectivement 3% et 7% du total. Le pourcentage étonnamment bas de sous-officiers (qui monte à 21% chez les prisonniers allemands) met en évidence une carence grave au sein de l'encadrement du *Regio Esercito*, l'Armée royale italienne. Sur les 16 camps de détention existants en Afrique du Nord française, 9 sont occupés par des Italiens. Volontairement, ces derniers sont éloignés de la Tunisie (5 095 hommes seulement, dont aucun officier, occupent 2 camps), qui compte une importante population d'origine italienne. C'est donc en Algérie (26 047 dans 6 camps) et au Maroc (plus de 10 000 répartis dans 5 camps), plus spécifiquement à l'intérieur des terres, que les ex-soldats du Duce vont passer leur captivité¹⁰. Depuis la Tunisie, les prisonniers italiens doivent accomplir une marche harassante de plus de 500 km dans des conditions épouvantables. Entre Pont-du-Fahs et Constantine, 16 étapes jalonnent cette véritable « marche de la mort », sous les coups de l'escorte,



7 : Ce terme désigne les Nord-Africains de l'Armée française.

8 : Violés par des Nord-Africains. En 1960, le film de Vittorio De Sica, *La Ciociara*, immortalise ce triste néologisme.

9 : A. Tomba, *Sabbia e reticolati. Dal diario di un carrista dell' Ariete in Africa Settentrionale*, Italia Editrice, Campobasso, 1996. Cit. p. 73.

10 : 80 hommes environ sont aussi envoyés à Koulikoro, au Mali.



entre crosse de fusil et nerf de bœuf. Selon certains témoignages, le ressentiment des indigènes (composant l'essentiel de la garde) à l'égard de leurs colonisateurs français se reporte de façon violente contre les Italiens, de « même race européenne »¹¹. Depuis le Constantinois, ceux qui sont destinés aux camps du Maroc prennent le train, dans les tristement célèbres « Hommes 40, Chevaux 8 ». Dans ses souvenirs, Giovanni Rogiani évoque ainsi cette *via crucis* : « (...) Nos gardes ne se contentaient pas des sévices physiques et pratiquaient aussi la cruauté psychologique ; à chaque étape, ils s'amusaient à nous faire espérer qu'un train serait mis à notre disposition, pour ensuite systématiquement mettre fin à nos espoirs. (...) Les officiers de la Légion Etrangère¹² utilisaient le nerf de bœuf contre nous. (...) Beaucoup d'entre nous ne possédaient même plus leur couverture ni leur toile de tente, avec des conséquences facilement imaginables puisque nous dormions à même la terre, dans les aires de rassemblement ceintes de barbelés, au terme de chaque étape. (...) Je vous laisse imaginer dans quel état nous sommes parvenus à Constantine après vingt jours de marche. »¹³ Peu de nourriture (« un croûton de pain, deux tomates, un oignon, deux anchois salés et un peu d'eau ; bien trop peu ») pour ceux qui poursuivent leur périple vers le Maroc dans des wagons crasseux.

Une main d'œuvre corvéable à merci, des camps dignes d'un système concentrationnaire

Les autorités françaises emploient les prisonniers dans différents secteurs d'activité (agriculture, industrie et travaux lourds, constructions militaires), selon les besoins et les caractéristiques économique-stratégiques locales. Dans ces camps, les conditions de vie dépendent du lieu d'internement et de la régularité du ravitaillement. Mais, d'une manière générale, les autorités françaises font montre d'une extrême sévérité dont les fondements sont à rechercher dans le ressentiment anti-italien né du « coup de poignard dans le dos » du 10 juin 1940, de la méfiance vis-à-vis des revendications fascistes sur une partie de l'Afrique du Nord française et d'une prétendue « supériorité » ethnique. Ajoutons à cela que l'attitude bienveillante des Américains à l'égard des Italiens (pour des motifs politiques mais aussi ethniques, en raison des origines latines de nombreux combattants de l'Oncle Sam) agace les Français, qui mettent un point d'honneur à réaffirmer leur souveraineté, sous l'impulsion de De Gaulle. Cet état de fait est confirmé par le refus de la part du Gouvernement d'Alger de considérer l'Italie comme « cobelligérante » en octobre 1943 (date de la déclaration de guerre du gouvernement Badoglio à l'Allemagne) et, ainsi, de restituer les prisonniers italiens, au moins en partie (il faudra attendre le GPRF et le mois de février 1945 pour que les relations diplomatiques entre les deux « sœurs latines » reprennent). Sur place, la population locale ne se prive pas d'assister au spectacle pathétique de ces prisonniers

affamés et usés, comme l'écrit Antonio Tomba : « Souvent le dimanche, les habitants des lieux s'approchaient des barbelés, accompagnés de leur dame. Entre deux railleries, ils jetaient dans le camp des morceaux de pain rassis et ils s'amusaient à nous voir courir pour tenter de les attraper dans la poussière. Ils ricanait, nous photographiaient et nous appelaient « Mussolini ». Ainsi, outre nous affamer, ils nous humiliaient de toutes les façons possibles. (...) Ces populations se disaient françaises mais il s'agissait en réalité d'un grand mélange de races. A cette époque vivaient en Algérie, outre les Français, des Italiens, des Russes, des Espagnols, des Allemands, des Arabes, des Mahométans, des Juifs. Je pense que le vrai Français ne se serait pas comporté ainsi à notre égard. »¹⁴ Cet extrait est symptomatique de la mentalité de l'époque, teintée des préjugés les plus divers, dans un sens comme dans l'autre. Cependant, les témoignages qui font état de la générosité et de la compassion d'indigènes musulmans ou de pieds-noirs ne sont pas rares. Dans les camps français, la mortalité des Italiens est importante et imputable aux conditions de travail (les pauvres hères sont corvéables à merci) et aux mauvais traitements ainsi qu'à l'état physique général des hommes, exténués par les longues marches.



Les chiffres parlent d'eux-mêmes : entre 50 et 60 décès par mois, soit plus de 3 000 au total (7,3% des internés, ce qui est très important). Cette mortalité excessive ne peut simplement s'expliquer par les difficultés logistiques éprouvées par les autorités françaises ; l'Afrique du Nord manque certes de tout, les populations sont soumises au rationnement, mais cela ne saurait suffire. Dans certains camps, le sadisme et l'humiliation sont de rigueur : « Le colonel Mazzon¹⁵, commandant du camp, n'en manquait pas une pour nous humilier, prétextant que l'Italie avait poignardé

11 : G. Rogiani dans A. Giannasi, op. cit., p. 38.

12 : Référence rapportée comme telle. Il n'est pas certain, voire peu probable, qu'il s'agisse ici de légionnaires, mais plus probablement de territoriaux coloniaux.

13 : G. Rogiani dans A. Giannasi, op.cit. pp. 38-39.

14 : A. Tomba, op. cit. , p. 81.

15 : Un nom visiblement d'origine vénète. Certains Français d'origine italienne se montraient encore plus durs que les « Français de souche ».



la France dans le dos. Le travail était très dur et la nourriture rare. En peu de temps nous sommes devenus des squelettes ambulants. A toutes nos demandes [pour avoir des conditions de détention décentes ; N.D.A.] il nous était répondu que nous devrions déjà être bien contents d'être encore en vie. Notre misérable pitance était préparée à base des restes du mess des élèves officiers. (...) Noyaux de dattes, feuilles de laitue, mégots de cigarettes, marc de café, croûtes de pain et bien d'autres cochonneries. (...) Et nous, la rage au cœur et les yeux larmoyants, nous devions ingurgiter cette chose qui nous écœurait. Les prisonniers mangent tout¹⁶, disaient-ils en riant. (...) Les choses ne s'améliorèrent pas avec l'arrivée du commandant Santini, originaire de Corse. Il se comportait comme le précédent. Avec les élèves officiers, en revanche, c'était différent. Beaucoup provenaient de la France libérée, ils étaient plus gentils et éduqués. Ils nous regardaient avec un œil moins mauvais. »¹⁷ Toutefois, la situation est très inégale selon les camps et leur lieu d'implantation : à Meknès par exemple, les prisonniers jouissent d'une si grande liberté et sont si importants dans l'économie locale (30% des effectifs de la ligne de chemins de fer Tanger-Fès) qu'ils menacent même de faire grève en janvier 1944 ; certains se font aussi remarquer par les relations intimes qu'ils entretiennent avec les épouses des colons qui les emploient. Mais cette exception ne saurait masquer la réalité, constatée *de visu* par les commissions de contrôle britannique et américaine : les Français traitent très durement les prisonniers italiens et certains camps n'ont rien à envier à ceux que les nazis destinent aux soldats de l'Armée rouge.



L'heure du rapatriement. Après une captivité éprouvante, ces hommes vont revoir leur famille. C'est l'appel sur un quai d'un port algérien, avant l'embarquement. (Tomba)

Epilogue

La guerre terminée en Europe, le retour en Italie prendra un temps considérable, pour des raisons diplomatiques et économiques. De Gaulle méprise l'Italie et veut la punir¹⁸. Globalement, le Sud de l'Europe semble lui paraître « ethniquement douteux ». Il souhaite d'ailleurs s'emparer d'une partie du Piémont et du Val d'Aoste, ce que les Américains n'admettent point. Finalement, Paris n'accepte de libérer ces contingents

qu'à la condition que Rome se charge, à ses frais et avec ses propres navires, de leur rapatriement tout en les remplaçant par un nombre équivalent de prisonniers allemands (ce qui prouve le besoin de main d'œuvre sur place). La marine marchande italienne ayant quasiment disparu dans le tourbillon de la guerre, de telles conditions témoignent d'une volonté politique de freiner le plus longtemps possible le retour des Transalpins vers la mère patrie ; se séparer d'une main d'œuvre gratuite qui, comme les « zeks » de Staline, ont travaillé à la bonification de régions isolées, n'est pas raisonnable ! Il faut attendre décembre 1945 pour que le rapatriement, lentement, commence enfin, après plus de trois ans de dure, voire très dure, captivité.



Au centre, Antonio Tomba, en 1944. Après les camps, il a pu trouver une place dans une exploitation. Lors de son passage dans les camps de Carnot et Marengo, il était passé de 62 à 30 kg. Ce transfert dans une ferme lui a permis de reprendre des forces et de recouvrer un peu de santé, notamment grâce à la consommation de graines de caroubes ! (Tomba)



16 : En français dans le texte.

17 : A. Tomba, op.cit., p. 89. L'auteur se trouve alors au Camp VIII de Carnot.

18 : Dans les Alpes, les partisans italiens doivent être considérés comme des ennemis et aucun contact n'est autorisé avec eux. Le 12 juin 1945, de Gaulle signe une directive adressée à son ministre de l'Intérieur afin de « limiter l'afflux des Méditerranéens (...) » et d'accorder la préférence, en terme de naturalisation, aux « Nordiques ». Les relations franco-italiennes, sous la présidence gaullienne, seront tendues.



Les canadiens et l'opération Torch

Par Pierre VENNAT

L'AUTEUR

Auteur de nombreux ouvrages d'histoire militaire, Pierre Vennat fut journaliste à La Presse pendant près de 45 ans.



Il est le fils du lieutenant André Vennat, des Fusiliers Mont-Royal, un des officiers qui, servant sous les ordres du lieutenant-colonel Dollard Ménard, est mort au combat lors du raid de Dieppe le 19 août 1942.

En 2003, Pierre Vennat recevait du gouvernement fédéral la Mention élogieuse du ministre des Anciens Combattants du Canada pour « avoir contribué de façon exemplaire à la perpétuation du souvenir des sacrifices et des réalisations des Canadiens lors de conflits armés ». Fusiliers Mont-Royal.

Lorsque les historiens parlent de la participation canadienne à la Deuxième Guerre mondiale, ils ont tendance à passer directement de la période d'entraînement à la tragédie de Hong Kong en décembre 1941, puis au raid sanglant de Dieppe d'août 1942.

Puis, si l'on évoque le rôle de nos aviateurs, dont plusieurs servaient dans des escadrilles de la RAF, notamment durant la Bataille d'Angleterre, puis au sein de la Royal Navy et de la Marine canadienne, notamment lors de la Bataille de l'Atlantique et pour la protection du Saint-Laurent, c'est surtout la participation canadienne à la campagne d'Italie à compter d'août et septembre 1943 que l'on souligne. De notre concours à l'Opération Torch et la reconquête de l'Afrique du Nord à compter de novembre 1942, on parle peu. Parce que, bien sûr, face aux efforts américain, français et britannique, le rôle des Canadiens peut paraître minime. Mais contribution de la marine canadienne, il y a bien eue. Qui s'explique en bonne partie parce quelques-unes des formations mises sur pied pour l'Opération Torch partirent du

Royaume-Uni, où étaient déjà à l'ancre des flottilles canadiennes.

Les six de celles-ci qui participèrent à l'Opération Torch concentrèrent leurs efforts sur le débarquement des troupes britanniques et américaines à Alger et à Oran. La Direction Histoire et Patrimoine du quartier-général des Forces canadiennes a conservé le journal personnel de l'Enseigne de vaisseau de première classe canadien I. E. Barclay, cité dans l'histoire officielle de la Marine royale du Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale, publiée par W.A. B. Douglas, Roger Sarty et Michael Whithy, chez Vanwell Publishing en 2007.

Barclay y raconte que le travail des marins canadiens, débarqués à Arzew, à une trentaine de kilomètres d'Oran, consistait à débarquer non seulement des commandos et des troupes d'assaut, mais aussi des tanks, des canons, des gros camions, des jeeps, tout leur approvisionnement, des munitions, de l'essence et de l'eau.

« À notre première sortie, la péniche est tombée en panne et, pendant qu'on était en train de la réparer, elle a été prise sous des tirs de mitrailleuses. Puisque nous étions incapables de quitter la plage, nous avons couru nous abriter derrière des dunes de sable. Heureusement, les Yankees ont vite repris le contrôle. À plusieurs reprises, les jours suivants, les matelots et les soldats ont uni leurs efforts pour déloger les tireurs embusqués. Une résistance, même négligeable, n'est pas sans danger ».

À une autre occasion, les marins ont dû se creuser des tranchées et se faire fantassins. Sur l'une des plages, les ordres étaient de tenir coûte que coûte. Or, tous les soldats étaient partis pour poursuivre leur avance lorsqu'on avertit les marins que des chars ennemis avaient percé les barrages et seraient sur eux d'un instant à l'autre. Heureusement, les blindés furent arrêtés avant de gagner la plage où les pauvres marins s'étaient enfouis dans le sable du mieux qu'ils pouvaient.

Et Barclay de poursuivre : « Ceux d'entre nous qui connaissent les façons de faire de l'armée s'en tirent mieux; non seulement nous les comprenons mieux, mais nous comprenons aussi une grande partie des problèmes que les soldats affrontent. Dans notre seule



DERNIERE GUERRE MONDIALE



flottille, il y a deux autres Montréalais à part moi qui, à un moment ou à un autre, ont fait de courts séjours dans l'armée. Il est aussi surprenant de constater le nombre de matelots qui ont fait partie de la Réserve de l'armée. Quarante pour cent de mes hommes d'équipage ont fait partie, à un moment ou un autre, de la Réserve de l'armée canadienne. »

Arzew-8 Novembre 1942
Débarquement des troupes Américaines
sur les Plages Arzewiennes.



<http://arzew.net/raconte-moi-operation-torch.php>

Débarquement St Leu près d'Arzew
8 Novembre 1942



<http://arzew.net/raconte-moi-operation-torch.php>

Quels que soient leurs antécédents, les marins canadiens peuvent être fiers de leur action. Sur une plage, un officier de la marine canadienne a commandé pendant plus de cinq jours tous les soldats et organisé le rassemblement de tous les blindés et jeeps. En bout de ligne, Barclay jugea que l'expérience acquise valait le risque, jugement confirmé il est vrai par le faible nombre de pertes chez les Canadiens. La seule victime durant l'opération sera un matelot tué pendant les débarquements à Bougie. Dix autres périront lorsque les navires qui les ramenaient au Royaume-Uni seront frappés par des torpilles.



Ville du Quebec - Corvette de classe Flower



Officiers sur le pont du H.M.C.S. Ville de Québec, à Lauzon, Québec, Canada, 1942.
De g à d: Commandant D.G. Jeffrey, J.M.L. Gauvreau.
Photographe: Goulet, Guy Joseph Aimé

Les Canadiens ne traînèrent pas longtemps en Afrique du nord. Tous étaient de retour au Royaume-Uni le 18 décembre, à l'exception des pertes susmentionnées, de quatorze hommes de tous grades retenus pour des missions spéciales et d'un dernier hospitalisé à Gibraltar.

Enfin, soulignons qu'une des corvettes canadiennes engagées dans l'opération et portant un nom bien de chez-nous, le NCSM Ville de Québec, accomplit peu après un exploit qui fut qualifié d'historique par la marine canadienne.

En effet, le 13 janvier 1943, en mission d'escorte de convois entre Gibraltar et les ports d'escale africains, le Ville de Québec fit face au sous-marin allemand U224 à l'ouest d'Oran, près d'Alger. Il s'ensuivit un combat acharné avec tirs de grenades sous-marines et en surface, au terme duquel le Ville de Québec réussit à couler le U-Boot. Les avaries subies par la corvette canadienne étaient relativement minimes et il put terminer sa mission avant de revenir au Canada pour réparations.



Le NCSM Ville de Québec coule un sous-marin de Harold Beament





Un regard d'enfant sur Torch

Par Léon BEL

L'AUTEUR



Né en Algérie peu avant la guerre, Léon fait partie de ces jeunes Juifs qui ont du attendre la Libération et la suppression des lois de Vichy par Charles De Gaulle, pour retrouver sa nationalité française et pouvoir fréquenter l'école publique de la République. Il en a éprouvé un légitime ressentiment qui apparaît clairement dans ses interventions sur de nombreux forums, ou il met en



lumière les errances antisémites du régime de Pétain

Ces lignes ne sont que l'expression du regard d'un enfant sur les événements de novembre 42, sans préjudice de considérations politiques, et de souvenirs que j'ai pu préciser grâce aux témoignages de proches et d'amis au fil de 70 années.

Les prémices

Ces 8 mois de guerre, de septembre 1939 à juin 40, avaient été suivis avec inquiétude par la population où chaque famille comptait un ou plusieurs de ses membres sous les drapeaux. Et l'on doit dire que l'annonce de l'armistice, et surtout l'arrêt des combats, fut accueilli avec soulagement, d'autant que la France avait maintenant à sa tête une figure historique unanimement respectée : le Maréchal Pétain.

La vie reprenait son cours, et j'ai le souvenir d'un été 40 radieux et de vacances mémorables, en famille, au bord d'une petite plage (Douaouda) de ce magnifique littoral algérois

En octobre « j'intègre » la communale en CP et la propagande de Vichy commence à se faire lancinante : salut au drapeau, portraits du maréchal omniprésents, retransmissions de discours et matraquage des slogans de la Révolution Nationale

Je dois avouer que - rétrospectivement à ma grande honte - cette propagande avait fait de moi un ardent admirateur du Maréchal. Je me souviens également que pour prix de la plus belle lettre à icelui, lettre naïve et d'une rare flagornerie, je recevais de notre « grand père » une lettre de remerciements et un magnifique album à colorier, à sa gloire bien sûr !

L'atmosphère générale était à l'unisson, elle n'avait jamais été aussi patriote que dans ces moments, avec défilés militaires aux accents martiaux de la Marche Lorraine et de Sambre et Meuse !



Le régime de Vichy avait trouvé en Algérie un terrain favorable et une grande majorité de la population européenne était ardemment pétainiste. La Légion Française des Combattants y recrutait avec succès, et ses membres étaient fiers d'arborer leur insigne (dite « la sépia » ou « le fer à repasser »), (photo) quant à la population musulmane que Vichy s'efforçait de flatter, si elle était quelque peu travaillée par un courant nationaliste, elle restera dans l'ensemble passive et attentiste pendant toute cette période.

Dés la fin des hostilités l'Algérie était devenue une terre d'accueil pour des réfugiés, majoritairement du nord de la France et d'Alsace-Lorraine, ainsi qu'une base de repli pour les militaires, venant surtout du Levant après mai 41.

Dans la vie courante, on commençait à sentir les effets des restrictions dans tous les domaines, les denrées de première nécessité commençait à être rationnées. Mais le marché parallèle¹, les productions locales, l'ingéniosité et la débrouillardise aidant, on ne mourait pas de faim

Somme toute, si l'on peut faire une comparaison, jusqu'en novembre 42, la vie et la situation en Algérie étaient à peu près celles de la Zone libre en France... avec la proximité des Allemands en moins !

Depuis la Victoire, L'ESPRIT DE JOUISSANCE L'A EMPORTE SUR L'ESPRIT DE SACRIFICE. On a revendiqué plus qu'on n'a servi. On a voulu épargner l'effort, on rencontre aujourd'hui le malheur. — JE FAIS A LA FRANCE LE DON DE MA PERSONNE, pour atténuer son malheur. — Je ne serais pas digne de rester à votre tête, si j'avais accepté de répandre le sang français pour prolonger le rêve de quelques Français mal instruits des conditions de la lutte. Je n'ai voulu placer hors du SOL DE FRANCE ni ma personne, ni mon espoir. (Paroles du Maréchal - 1940).

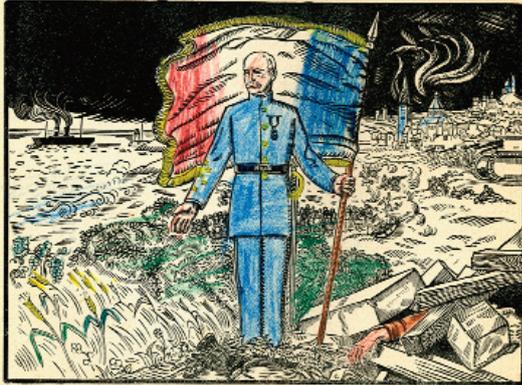
CONSEILS POUR LE COLORIAGE. — Pour cette image, faites un bel uniforme bleu ciel avec des boutons et la médaille dorée, le drapeau tricolore et sa frange dorée; à droite, des flammes rouges dans le ciel. Pour les blés comme pour la mer ne couvrez pas de couleur toute la surface mais contentez-vous de simples taches dans les épis, les fleurs et dans les vagues. Par contre vous pouvez mettre une grande teinte verte sur toute la forêt derrière le Maréchal.

LE NOIR AUSSI EST UNE COULEUR QUI JOUE UN ROLE IMPORTANT DANS L'HARMONIE DE L'IMAGE. PENSEZ-Y QUAND VOUS DESSINEZ.

1 : Le fameux « marché noir »



LE DON A LA PATRIE JUIN 1940



Imagerie du Maréchal.

Sur le plan personnel, dès octobre 40, avec l'abolition du décret Crémieux², notre communauté, déchue de la nationalité française avait été rejetée dans un indigénat de 2ème zone et les mesures antisémites de tous ordres ne faisaient qu'attiser notre crainte du lendemain.

En décembre 41, votre serviteur et ses jeunes coreligionnaires se voyaient exclus de l'école primaire, par la grâce de Weygand, pétainiste à tout crin, allant au delà même des mesures prises à Vichy.

Au fil des mois, la situation devenait plus critique pour tous les supposés adversaires du régime de Pétain : étrangers antifascistes, communistes, francs-maçons, sympathisants de l'ancien Front Populaire, et, bien sûr, les Juifs. Dans notre communauté, de nombreuses ruineurs faisaient état de regroupements dans des camps de concentration du sud algérien.

Fait révélé plus tard, le gouverneur Chatel, vraisemblablement sur ordre de Vichy, avait passé commande en septembre 42 aux Etablissements Altairac de milliers de brassards estampillés « Juif »... Ils ne serviront heureusement pas, le débarquement Allié intervenant avant.

Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal. La Terre, elle, ne ment pas. Elle demeure votre recours - Aux heures les plus sombres, c'est le regard paisible et décidé du PAYSAN FRANÇAIS qui a soutenu ma confiance - La TERRE DE FRANCE n'est pas moins riche de promesse que de gloire. Il arrive qu'un paysan de chez nous voit son champ dévasté par la grêle. Il ne désespère pas de la moisson prochaine. Il creuse avec la même foi le même sillon pour le grain futur... Croit-il-on que les Français refusent à la France l'amour et la foi qu'ils accordent à la plus petite parcelle de leur champ? UNE FRANCE NOUVELLE. JE VOUS LE JURE. NAITRA DE VOTRE FERVEUR! (Paroles du Maréchal - 1940).

CONSEILS POUR LE COLORIAGE. - Cherchez pour cette image une harmonie de verdure et de terres comme vous fouez en voir au moment des labours : un beau vert d'herbe tendre et un brun de terre fraîchement remuée. Drapeau tricolore, uniforme bleu foncé des Compagnons de France. Le Paysan est vêtu de brun, costume couleur de terre. Différenciez le teint du Maréchal de celui du Paysan. Celui-ci est hâlé par le grand air. Le costume du Maréchal doit être gris clair et former une grande tache vive, différente du reste de l'image. Cheveux blancs, ne mettez de couleur que dans les tailles.

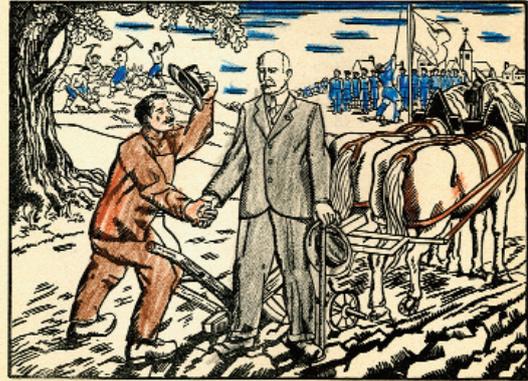
AYEZ LE RESPECT DE VOS OUTILS. PRENEZ-EN SOIN. NETTOYEZ VOS PINCEAUX. RANGEZ VOS CRAYONS ET VOTRE BOITE QUAND VOUS AVEZ FINI VOTRE TRAVAIL.

Le 8 novembre 1942 à Blida

La veille au soir, un samedi, mon père de retour de chez un ami avec qui il écoutait, comme presque tous les jours, la BBC confiait à ma mère sa perplexité à l'écoute d'un message personnel, plusieurs fois répété,

« Allo, Robert, Franklin arrive... »

"LA TERRE, ELLE, NE MENT PAS"



Imagerie du Maréchal.

Le dimanche dès 7 heures du matin, des bruits de combats aériens réveillent la ville. Une de nos voisines, pétainiste notoire, interpelle ma mère « Pourvu que ce soit les Allemands ! »

Dans la journée mon père va aux nouvelles avant de nous transporter chez des amis à la campagne (ces personnes, de fervents chrétiens et non moins fervents pétainistes nous assurerons, tout au long de cette période, de leur soutien). Entre temps les S.O.L³ du coin s'en prennent aux Juifs qu'ils rencontrent et s'évertuent à amener les Arabes. Sans succès : ces derniers ne broncheront pas et répondront au chef de la Légion par la voix du notable Bencherchalli : « le sale boulot, chargez vous-en, nous sommes en dehors de tout ça ! »

Débarqués à Castiglione, à une trentaine de kilomètres de là, des éléments de la 11ème brigade d'infanterie britannique se rendront maîtres de l'importante base aérienne de Blida Joinville dans la matinée.

Monsabert, commandant d'armes à Blida, importante ville de garnison, fut un des rares officiers de l'armée d'Afrique à prendre part au complot contre l'autorité de Vichy. Un tract circulera dans la journée à Blida, que mon père conservera longtemps : « Le Général de Monsabert nous a odieusement trompés. Tous contre les agresseurs, aux ordres du Maréchal ! »

Il avait essayé, en vain, de convaincre le colonel Montrelay - qui le menacera de mort - de le rallier. Ce même Montrelay a fait décoller sept appareils pour s'opposer à l'aviation anglaise (en fait, un groupe de chasse néo-zélandais). Ils seront tous abattus.



« Le 9 novembre, Anglais et Américains, superbement équipés, défilait triomphalement... »

2 : Le décret Crémieux de 1870 avait accordé la nationalité française pleine et entière aux Juifs d'Algérie. En revanche, les « Musulmans », comme on appelle les Magrébins « de souche », sont toujours, à cette époque, régis par le statut particulier de l'indigénat.
3 : Service d'Ordre Légionnaire du collaborateur Joseph Darnand. Voir le dossier « Collaboration » dans DGM n°4



Vers 18 h les Anglais ont la situation en main. Leur commandant a menacé le maire, Ricci, qui faisait mine avec ses adjoints de résister: « Nous, seulement un avion et trois tanks et vous, finis ! »

En fin de soirée la ville pouvait s'endormir tranquille.

Le 9 novembre, Anglais et Américains, superbement équipés, défilaient triomphalement le long du Boulevard des Orangers.

Aperçu de la situation politique de novembre 42 à juin 43

Si l'opération Torch fut un succès à Alger, centre décisionnel militaire, ce fut grâce à l'action d'un groupe de jeunes Résistants, Juifs pour les trois quarts, le groupe Aboulker, qui après avoir neutralisé les principaux chefs militaires et civils tiendront la ville jusqu'à l'arrivée des Alliés. Ceux-ci contraindront Juin et Darlan à signer un cessez-le-feu général... qui mettra 3 jours à être appliqué à Oran et au Maroc, théâtres d'affrontements sanglants du fait d'une prétendue erreur dans les communications et, surtout, de l'échec des Résistants locaux, qui avaient commis l'imprudance de se découvrir afin de tenter de rallier des chefs militaires. Ce sont ces mêmes gradés commandant l'Armée d'Afrique, ardents pétainistes, qui s'opposeront avec hargne et vigueur aux Alliés.

Vaincus et toute honte bue, ils retourneront leur veste le moment venu et rejoindront le camp des vainqueurs

Le cessez-le-feu est finalement signé. Les Alliés, pragmatiques, ont jugé opportun de s'entendre avec Darlan, seul détenteur de l'autorité, qui avait le pouvoir de se faire obéir de ses subordonnés, de rallier l'armée d'Afrique et d'assurer la sécurité des troupes débarquées.

Giraud, pressenti au départ pour ce rôle, sera vite évincé, ne conservant que des fonctions purement militaires.

Darlan, qui déclarait agir « au nom du Maréchal empêché », perpétuera le régime vichyste en conservant le même personnel et les mesures d'exception et de discrimination mises en place par l'Etat Français. Il rejetait, tout comme le commandant des forces en Afrique, le général Juin, quand il ne les pourchassait pas, tous ceux qui avaient assuré le succès de Torch, Résistants et militaires.

Quand à Juin, qui rejoindra ensuite opportunément le camp allié, il rappellera à ses subordonnés le devoir d'obéissance au Maréchal et ira jusqu'à mettre à l'écart et à fustiger les officiers qui avaient assuré le succès de l'opération : Mast, Monsabert, Jousse, Baril...

Darlan est abattu le 24 décembre. Giraud lui succède et pratique la même politique d'exclusion et de fidélité aux idéaux de Vichy. Il restera au pouvoir durant 5 mois et finira par être évincé au profit de De Gaulle par tous les éléments qui souhaitaient le retour à la légalité républicaine

La Croix de Lorraine avait définitivement rejeté la Francisque et les portraits du Maréchal. Les bureaux de propagande alliés diffusaient la bonne parole, tous les exclus de Vichy pouvaient maintenant s'exprimer : nous faisons partie de la « France Combattante » !

Les lois raciales étaient abolies et je pouvais réintégrer la Communale. Tous les exclus de Vichy pouvaient relever la tête, à commencer par les communistes, revenus en grâce, qui pouvaient publier leurs journaux et couvrir les murs de leurs slogans : « Pucheu au poteau ! – Ouvrez le second front ! – Fusillez les traîtres ! » et c'était aux vichystes les plus compromis, comme deux fascistes notoires de ma bonne ville, de garnir les prisons.

La suite des événements

Les anglo-américains de toutes armes avaient établi leurs quartiers dans ma bonne ville, assez confortablement et sans problèmes, réquisitionnant des bâtiments officiels sans pour cela empiéter sur la propriété privée, ni imposer aux civils les restrictions habituelles d'une armée d'occupation.

Nous découvrons des gaillards aux uniformes seyants, qui circulaient dans des véhicules qui faisaient notre étonnement, Dodge, Jeep, GMC surtout. Ils nous prenaient à bord, nous les gamins, et ils nous gratifiaient de friandises diverses dont ils avaient les poches remplies – fait insolite pour des militaires – dont je garde encore le souvenir, sinon la saveur : chewing-gum « Wrigley » à tous les parfums, bonbons « Life Savers » et « Neco », chocolat « Hearshey » et j'en oublie !

L'Algérie, base arrière et éloignée des théâtres d'opérations, s'installait dans une occupation débonnaire et bon enfant où tout le monde (ou presque) trouvait son compte : pour la population, une atmosphère libérée du carcan vichyste, mieux pourvue, et l'espoir, au fil des événements, de la victoire finale.

Les Alliés, Américains, Britanniques, membres du Commonwealth, en profitaient pour découvrir, avant l'épreuve des combats ultérieurs, un pays de cocagne, au climat agréable, aux jolies filles et au vin généreux. Souvent leur comportement était plutôt celui de permissionnaires en goguette que de militaires astreints à une discipline stricte. Une discipline que s'efforçaient pourtant de maintenir des MP baraqués qui usaient sans ménagement de leurs longues matraques afin de ramener à la raison des GI's plus qu'éméchés qui traînaient, braillards et bagarreurs, dans les cafés ou aux abords des quartiers chauds. Tous les lieux dits « de plaisir », étaient normalement interdits à la troupe, marqués du signe X et décrétés « Off Limits ».



Les Mp's veillent...

Les troupes anglo-saxonnes étaient renforcées par d'autres représentants du Commonwealth et de contingents étrangers, comme ceux de nations occu-

DERNIERE GUERRE MONDIALE



pées réfugiées en Angleterre, tous combattant sous l'uniforme britannique avec l'indication de leur nationalité cousue sur la manche gauche.

Dans cet éventail de nationalités l'élément américain était prédominant, en majorité des conscrits issus de tous les milieux et de toutes les classes sociales... avec les inévitables frictions dues à cette mixité forcée, le diplômé d'université y côtoyant l'ouvrier du Bronx ou le bûcheron de l'Arkansas. Bref, une majorité de braves garçons et une petite minorité d'authentiques voyous !

La fraternisation allait bon train : nombre de familles accueillaient ces militaires pourvoyeurs en biens de toutes sortes (ceci expliquant aussi cela...), denrées issues de leur PX (économat), cigarettes, savon, dentifrice, café instantané, sucre, beurre salé, conserves diverses, pain de mie, bref, des produits dont nous étions sevrés depuis longtemps et... qui alimentaient, pour certains, un fructueux marché noir !

L'Algérie découvrait les rythmes de musiques nouvelles, d'outre-atlantique, dans les concerts qu'offraient les « orchestras » militaires sur la place publique, la jeunesse s'initiait au swing et au boogie woogie grâce aux « V discs » qu'apportaient les Gi's dans les surprises parties où ils étaient conviés.

Dans un domaine, le « rank and file » (soldat) de nos valeureux alliés ne faisait pas exception avec tous les troufions de toutes les armées du monde : son intérêt marqué pour les filles. Il les poursuivait, avec vulgarité pour certains, mais le plus souvent par des compliments appuyés et des invitations (et plus, si affinités !).

Cet attrait pour le sexe (« jig, jig » disaient-ils, onomatopée significative !) faisait l'affaire des « yaouleds » locaux, les cireurs de chaussures qui, après un « shoe shine », s'entremettaient pour leur proposer les services de jeunes indigènes accueillantes.

Nos jeunes filles, pour certaines, n'étaient pas insensibles aux charmes de ces garçons de belle apparence, surtout s'ils étaient gradés. Cela les changeaient de nos mornes griveton de 39-40, à bandes molletières, capote et calot à deux pointes !

Ces fréquentations se conclurent par de nombreux mariages, souvent sources de désillusions à l'arrivée aux USA. Ainsi une de mes cousines avait épousé un fringant officier de marine, qui se révéla n'être dans le civil qu'un modeste garde forestier dans un bled de l'Oregon !

Pour encourager cette fraternisation, les autorités alliées avaient institué des bals hebdomadaires dans leurs bases ou n'étaient conviées que les filles du coin - à l'exception donc des mâles autochtones - qui pouvaient ainsi, sans préjudice de la suite, se rassasier aux copieux buffets offerts par l'US Army.

Cette fraternisation n'était pas vue d'un bon œil par les parents, qui veillaient à la réputation et à la vertu de leurs filles, comme le faisait mon père qui interdisait formellement à ma sœur aînée, 16 ans et mignonne, toute convivialité ou discussion avec ces militaires, quelque alliés qu'ils soient !

Quant à moi, je pouvais copiner allégrement avec ces garçons, en quête de souvenirs, timbres, insignes et même avec leurs homologues féminines, WACS ou WAAF⁴. Ma bonne bouille m'avait fait adopter par un groupe de ces charmantes troupières que j'avais invitées chez moi à la surprise amusée et intéressée de mon père et de ses amis, qui me virent débarquer à l'heure de l'apéro avec sept de ces accortes jeunes femmes !



«...les autorités avaient institué des bals hebdomadaires...»

On en arrivait à oublier la guerre, pourtant bien présente, avec un flot de militaires en partance, d'ordres de mobilisations de nouvelles classes et l'afflux de blessés en provenance des champs de bataille de Tunisie et, plus tard, d'Italie, que l'on installait dans des écoles transformées en casernes ou en hôpitaux.

Pour ce qui est des bombardements, dans ma bonne ville et contrairement à Alger, rien de bien méchant : en tout 2 ou 3 alertes et quelques bombinettes larguées par l'aviation germano-italienne, sans dégâts ni victimes.

Au fil des mois, nos « occupants » se firent moins nombreux, appelés ailleurs à un devoir moins pacifique.

Après l'arrivée de De Gaulle, les victoires alliées en Europe, en Italie, en France et en Belgique préluant à l'assaut final sur l'Allemagne nous faisaient entrevoir la fin prochaine des combats, le retour à une vie normale et des lendemains qui chanteraient.... Mais ceci est une autre histoire ! J'ai voulu donner là ma vision du 8 novembre 42 et de ses suites, sans bien sûr entrer dans le détail des opérations militaires et de leurs conséquences politiques.

Bibliographie

Mes ouvrages de référence sur la vie à Alger 1942-45 :

- *L'Aventure algérienne* de Lucien Adès, Belfond, 1979
- *La vie politique à Alger 1940-1944* d'Y.M Danan, LGDJ, 1963
- *Expédients provisoires* de Renée Pierre Gosset, Fasquelle, 1945
- *Alger et ses complots* de M. Aboulker, Documents, 1945

4 : Women's Army Corps ou Women's Auxiliary Air Force, personnel militaire féminin.



Le putsch du 8 novembre 1942 à Alger

Par Lucien GOZLAN

L'AUTEUR



Né à Alger en 1942, Lucien Gozlan n'a que quelques vagues souvenirs de ce que disaient ses parents et ses proches de son pays natal et c'est plus tard, vers les années 80, qu'il va s'intéresser à l'histoire du groupe Aboulker à l'occasion de recherches

sur la contribution de jeunes Juifs algérois à la réussite de l'opération Torch. D'autant qu'il découvre que de nombreux membres de sa famille et de ses proches ont fait partie du complot. Il s'emploie depuis à contacter les survivants et est actif sur l'Internet pour perpétuer leur souvenir, notamment sur son blogue : <http://patawet.hautetfort.com/>

Figurez-vous que, recherchant des éléments pour préparer une note sur le Putsch des Généraux (1961), je viens de découvrir qu'il n'y a pas eu deux putschs à Alger, en mai 58 et avril 61, mais qu'il y en a eu un premier, le 8 novembre 1942, certainement le plus louable des trois. Il s'agissait pour la Résistance en Algérie de neutraliser les forces civiles et militaires de Vichy afin de faciliter le débarquement des GI's¹ qui voulaient établir une tête de pont au Maghreb, base des campagnes de Lybie, d'Italie et de France.

Cette action contribua à la libération des trois premiers départements français, deux ans avant ceux de la métropole. Mais cette participation a été bien souvent occultée.

Le putsch du 8 novembre 1942 à Alger

Après une longue préparation et en exécution d'accords passés secrètement à la conférence de Cherchell le 23 octobre 1942 entre la Résistance algéroise et le commandement Allié, 400 Résistants français, dont les deux tiers étaient des Juifs, ont neutralisé le 8 novembre 1942 les batteries côtières de Sidi-Ferruch et le 19^{ème} corps d'armée d'Alger pendant une quinzaine d'heures. L'action des résistants d'Alger fut baptisée quelques mois plus tard « putsch » par ses auteurs,

lorsqu'ils s'avisèrent qu'il avait été exécuté un 8 novembre, c'est-à-dire le même jour que le putsch manqué qu'Hitler avait mené à Munich en 1923².

Ils avaient pour cela occupé, pendant la nuit, la plupart des points stratégiques prévus. Simultanément, l'un de leurs groupes, composé d'élèves du Lycée de Ben-Aknoun commandés par l'aspirant de réserve Pauphilet, avait réussi à arrêter le général Juin, commandant en chef en Afrique, ainsi que l'amiral Darlan, inopinément présent à Alger cette nuit-là.

Ce putsch par lequel la résistance algéroise neutralisa pendant plusieurs heures les autorités civiles et militaires vichystes en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, allait avoir sur le plan militaire les deux principaux résultats recherchés : amener au succès du débarquement Allié et obtenir le retournement de l'Armée d'Afrique, qui après trois jours de combat sanglant contre les Alliés terminera finalement la guerre dans le camp des démocraties.

De plus, ce succès militaire de la Résistance et du débarquement se révélera à la longue capital aussi sur le plan politique, et ce bien que la neutralisation momentanée des autorités vichystes par les Résistants, suivie de leur capitulation, ait d'abord entraîné la création à Alger d'un nouveau pouvoir resté proche de l'ancien régime. En effet, cette nouvelle autorité, quoique soutenue par Roosevelt, sera ensuite contrainte à se démocratiser pour conduire l'effort de guerre contre l'Allemagne. Au point qu'après avoir fusionné, non sans peine, avec le Comité national français de Londres, elle passera en quelques mois sous l'autorité du général de Gaulle, devenu le seul dirigeant du Comité Français de la Libération Nationale³.

La prise d'Alger par les Résistants a donc été un véritable coup d'État, malgré ses résultats politiques différenciés, et l'un des rares cas réussis de coup d'État de civils contre des militaires. D'où son surnom local, donné dans les mois suivants, de « Coup du 8 novembre ».

Cette neutralisation pendant 15 heures d'un corps d'armée par des civils a souvent été occultée par l'Histoire. Mais, comme le note Christine Levisse-Touzé⁴, elle a conditionné une des premières grandes victoires Alliées sur le front occidental.

Les témoins militaires ont rarement parlé de cette opération, remportée par des civils mal armés sur des généraux. Ceux-ci n'ont pu qu'en être humiliés, les

1 : Rappelons qu'aux cotés des Américains figuraient aussi des Britanniques et des troupes du Commonwealth, dont des Canadiens, mais pas à Alger.

2 : Putsch de la Brasserie à Munich du 8 novembre 1923 qui échoua, couta la vie à 16 militants nazis, une blessure à Goering, et valut à Hitler une peine de prison qu'il utilisa pour écrire Mein Kampf.

3 : Voir dans ce numéro l'article *Torch, mais ou est de Gaulle*

4 : *L'Afrique du Nord dans la guerre 1939-1945*, Albin Michel, 1998.



uns pour s'être laissés arrêter à Alger, et les autres pour avoir tiré pendant trois jours sur les Alliés et livré sans combat la Tunisie aux Allemands, avant de se décider à reprendre la guerre contre l'Allemagne.

De leur côté, les diplomates et généraux américains ont eu tendance à omettre ou à minorer le rôle de la Résistance française dans leurs relations ultérieures de l'opération Torch.

L'organisation du putsch

À Alger, le 6 novembre 1942, les principaux chefs de groupe de la Résistance se rencontrent pour la première fois au Q.G. de la conjuration chez le professeur Henri Aboulker, au 26 de la rue Michelet. Il s'agit de Jean Athias, André Morali-Daninos, Maurice Ayoun, Paul Ruff, Raphaël Aboulker et du capitaine Pillafort. Plusieurs se connaissent de longue date, mais ils ignorent leur appartenance au même complot, tant le secret a été rigoureusement respecté. José Aboulker les présente alors à Henri d'Astier de la Vigerie et au colonel Germain Jousse qui leur exposent les buts de la conjuration et les invitent à commencer la mobilisation de leurs hommes.



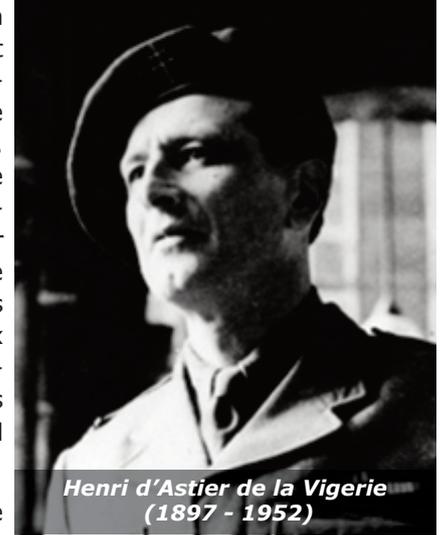
José Aboulker (1920 - 2009)
<http://www.ordredelaliberation.fr>

La Résistance s'était engagée, à la conférence de Cherchell⁵, à neutraliser pendant au moins 2 heures les éléments algérois du 19^{ème} corps d'armée, soit quelques 12 000 hommes, dont 5 000 à Alger (et une partie dans les garnisons de Blida et Koléa), sans parler de près de 2000 membres du Service d'Ordre Légionnaire - mouvement paramilitaire créé par Joseph Darnand - et du collaborationniste Parti Populaire Français de Jacques Doriot, directement armés par les commissions d'armistice de l'Axe. Simultanément devaient être réduites au silence les batteries du fort de Sidi-Ferruch, principal site prévu pour le débarquement.

Pour atteindre ces objectifs les Résistants allaient pouvoir, grâce au colonel Jousse, major de garnison, retourner contre les autorités de Vichy leur propre plan « M.O. » (plan de maintien de l'ordre), destiné à repousser toute intervention alliée : ce plan visait en effet à faire occuper en cas de débarquement différents points stratégiques par les membres du SOL de Darnand, porteurs de brassards spéciaux revêtus des lettres VP (Volontaires de Place), de façon à permettre aux forces de Vichy, leurs arrières assurés, de porter

tout leur effort contre les forces Alliées et de les rejeter à la mer. Mais c'est finalement l'inverse qui va advenir, car sont les Résistants qui, pourvus des fameux brassards vont appliquer le plan MO à leur façon.

En revanche, les armes promises à Cherchell (750 pistolets mitrailleurs Sten) seront attendues en vain sur les plages par suite d'une mauvaise indication des points de livraison au commandant de la corvette britannique chargée de les débarquer. Les Résistants ne vont donc disposer pour remplir leur mission que de vieux fusils Lebel cachés aux commissions d'armistice, obtenus grâce au colonel Jousse.



Henri d'Astier de la Vigerie
(1897 - 1952)

Les chefs de groupe repassent au QG le lendemain, 7 novembre, pour rendre compte des premiers résultats de leur mobilisation. Ils sont revus à la baisse en raison de l'absence des armes américaines promises. On ne mise plus sur 800 volontaires, mais sur 600 seulement. Ces chefs de groupe reçoivent leurs ordres de mission et les dernières instructions, prévoyant le rassemblement de leurs groupes dans la soirée en vue d'aller ensuite occuper les points relevant de leurs différents secteurs et sous-secteurs. Les brassards officiels VP leur sont remis. Ils vont les distribuer aux volontaires, avec les fusils, dans les véhicules qui vont les transporter vers leurs objectifs.

Des auteurs ont décrit la participation d'un « groupe des cinq » (ou « comité des cinq ») à cette action de Résistance, dont Jacques Lemaigre-Dubreuil, Jean Rigault, Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, le colonel Van Heycke (nommé par Pétain à la tête des Chantiers de jeunesse en Afrique du Nord) et d'Henri d'Astier de la Vigerie. Mais seul ce dernier, parmi les « Cinq », a véritablement unifié la Résistance en Afrique du nord, tandis que le putsch d'Alger a été dirigé par le jeune José Aboulker et le colonel Germain Jousse.

Le 8 novembre 1942 trois des « Cinq » étaient déjà partis d'Alger tandis qu'un autre, Lemaigre-Dubreuil, allait attendre Giraud à Blida. Seul Astier de la Vigerie était à Alger le jour du putsch et a participé aux arrestations et occupations de points stratégiques effectuées par José Aboulker, Germain Jousse, Bernard Karsenty et leurs 400 camarades. Par ailleurs, la participation des Chantiers de jeunesse dans cette action se limite alors à la présence de huit de leurs membres sur environ 400 Résistants.

5 : Les 21 et 22 octobre 1942, la conférence de Cherchell est organisée en présence du général américain Clark et des responsables de la résistance en Algérie pour préparer l'opération Torch.



La prise d'Alger par les Résistants français

Finalement, seuls quelque 400 volontaires, dont les deux tiers étaient Juifs⁶, se présentent aux points de rendez-vous. Leur effectif réduit ne va pas les empêcher d'occuper presque tous les points stratégiques sans coup férir. Peu après 1 h 30 du matin ces Résistants, auxquels on a distribué comme prévu en cours de route les brassards officiels destinés aux militants collaborationnistes, ont atteint, puis occupé leurs objectifs : munis d'ordres de mission signés du général Mast ou du colonel Jousse, leurs chefs de groupe ou de secteurs, dans leurs uniformes d'officiers ou de sous-officiers de réserve, ont relevé sans difficultés les différents postes de garde vichystes et se sont installés dans les casernes, à l'arsenal, dans les centraux téléphoniques, dans les commissariats de police, au Gouvernement général, à la préfecture et à Radio Alger.



Colonel Germain Jousse
(1895 - 1988)
<http://www.ordredelaliberation.fr>

A la même heure, le jeune José Aboulker (22 ans), accompagné d'une vingtaine de camarades, occupe le commissariat central où s'est déjà installé un nouveau commissaire central nommé par le général Mast en vertu de l'état de siège. Aboulker, accueilli par le nouveau maître des lieux, le commissaire Esquerré, prend

immédiatement le contrôle du standard téléphonique et y fait brancher la ligne officielle. De là un contact suivi est établi dès 1h50 avec les différents chefs de groupes qui rendent compte, les uns après les autres, de l'exécution de leurs missions.

Seuls l'Amirauté et l'état-major de la Marine, à l'Hôtel Saint-Georges, n'ont pu être pris en raison du manque d'effectifs. Néanmoins, les jeunes gens du lieutenant Cohen, chargés d'occuper l'état-major de place, vont réussir à bloquer l'entrée de l'amirauté pendant toute la nuit, tandis que le volontaire Rager, accompagné de 15 amis va faire de même avec les issues de l'état-major de la Marine, où se trouve l'amiral Moreau.

Simultanément avec les opérations d'occupation des points stratégiques, un groupe de policiers Résistants

dirigé par le commissaire Achiary s'est chargé de neutraliser les personnalités civiles collaborationnistes.

Dans le même temps, d'autres groupes de volontaires vont arrêter ou encercler dans leurs résidences les généraux de plus de « trois étoiles » (les généraux Juin, Mendigal, Koeltz, ainsi que l'amiral Fenard). Ainsi espérait-on que le pouvoir militaire passe automatiquement au général Mast en attendant l'arrivée de Giraud. Mais lorsque le sous-lieutenant Imbert et son groupe vont occuper l'état-major de division, ils n'y trouveront pas le général Mast.

De son côté, vers 2 h du matin, le général de Montsabert chef de la garnison de Blida, rallié par Mast à la conspiration, intervient avec un détachement de ses tirailleurs algériens à l'aérodrome de Blida. Il importait de neutraliser cet aérodrome stratégique où, de plus, devait atterrir le général Giraud. Mais le nom de Giraud ne va produire aucun effet sur le colonel d'aviation Montrelay, qui refuse de laisser Montsabert occuper la base. C'est ainsi qu'un face-à-face menaçant s'établit pendant plusieurs heures à Blida entre les soldats de l'armée de l'Air et les tirailleurs algériens de Montsabert.

À Sidi-Ferruch un autre des rares officiers d'active Résistants, le colonel Baril, a réussi à faire occuper le fort par l'une de ses compagnies et à en neutraliser les batteries contrôlant les plages.⁷

L'opération sera un succès complet : les forces de débarquement Alliées vont pouvoir y prendre pied sans aucune perte. Les autres points de débarquement se situaient à la Pointe Pescade, à l'entrée ouest d'Alger et sur les plages du Cap Matifou, de l'autre côté de la ville.

Sources

Christine Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre 1939-1945*, Albin Michel, 1998.

Michel Ansky, *Les Juifs d'Algérie du décret Crémieux à la Libération*, éditions du centre, 1950

Collectif, *La part de la Résistance Française dans les événements d'Afrique du Nord (Rapports des chefs des groupes de volontaires qui se sont emparés d'Alger le 8 novembre 1942)*, Les Cahiers Français, Commissariat à l'Information du Comité national français, Londres, août 1943

Divers Internet et témoignages d'Anciens.



6 : Il faut souligner le courage de ces 320 jeunes Juifs (sur 400 membres du groupe Aboulker) quand on connaît les conditions qui prévalaient dans l'Algérie vichyste et raciste de 1940-42 : nécessité du secret absolu, cloisonnement... La moindre indiscretion et c'était l'éveil de Vichy et la faillite de l'opération Torch. Et, probablement, une intervention préventive allemande.

7 : Fait capital, c'est la neutralisation d'Alger et des militaires haut gradés, obligés de capituler, qui a évité des combats comme à Oran et au Maroc. S'ils avaient eu lieu, avec une armée toute dévouée à Vichy qui souhaitait rejeter les Alliés à la mer (avec Juin et consorts...), les forces de l'Axe seraient venues à la rescousse, en « bons camarades de combat », avec leur célérité habituelle, comme à Tunis.



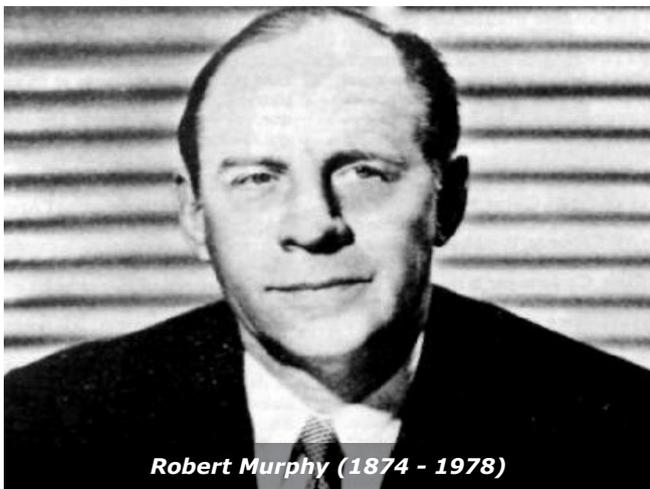
Torch : Mais où est de Gaulle

Par Daniel LAURENT

Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord constitua l'une des plus terribles épreuves de la guerre pour la France Libre. En effet, la prise de contrôle de l'Afrique française du Nord par les Américains et les accords Clark-Darlan du 22 novembre 1942 débouchèrent sur la formation d'un pouvoir qui se posait en rival de celui du Général de Gaulle.

Pis encore : les Forces Françaises Libres, environ 15 000 hommes en état de combattre en Afrique à la fin de 1942, furent écartées de l'opération et même interdites de stationnement en Afrique du Nord après la victoire complète des Alliés¹.

Le Général De Gaulle, qui, selon les Anglo-saxons, ne devait en aucun cas être mis au courant du débarquement du 8 novembre, comprit que le prénom de Robert, contenu dans le fameux message de la BBC, répété un nombre incalculable de fois depuis le 2 du même mois, était celui de Murphy². Le speaker de la BBC répétait : « Allô ! Robert Franklin arrive ! ». Il s'y attendait donc, mais sans savoir exactement quand aurait lieu l'opération, ni l'ampleur qu'elle aurait.



Robert Murphy (1874 - 1978)

Ses premières réactions quand il eut la nouvelle furent ... gaulliennes : Le colonel Billotte rapporte l'entretien qu'il a eu avec lui : « Je [Billotte] le fais réveiller [de Gaulle]. Il me rejoint au bout de quelques instants à peine. Il entre dans la pièce où je me tiens, tout en passant encore sa robe de chambre sur un pyjama blanc. Je lui annonce la nouvelle à laquelle il s'attendait [débarquement des Américains en Afrique du Nord]. Et tout de suite : « Eh bien, j'espère que ces gens de Vichy vont les jeter à la mer. On ne pénètre pas en France par effraction. »³



Le colonel (devenu général) Billotte (1906 - 1992)

<http://www.ordredelaliberation.fr>

Cependant, il envoia rapidement un émissaire afin d'être tenu au courant de ce qu'il se passait du côté français en AFN : Le 18 décembre, jour de son départ de Londres pour l'Afrique du Nord, François d'Astier de La Vigerie reçoit son ordre de mission :

« Le général de corps aérien d'Astier de La Vigerie se rendra en Afrique du Nord française en vue de :

a) Etudier la situation en Afrique du Nord à tous points de vue.

b) En informer directement et personnellement le général de Gaulle.

c) Eventuellement proposer au général de Gaulle toutes mesures d'ensemble ou de détails propres à hâter l'union dans l'effort de guerre des territoires français d'outre-mer en liaison avec la résistance nationale et en coopération avec tous les alliés. Le général de Gaulle. »⁴

1 : Jean-François Muracciole, *DOSSIER OPÉRATION TORCH*, L'Histoire n°379, août 2012, page 46. Nous remercions l'auteur de son aimable autorisation de publication.

2 : Robert D. Murphy, diplomate Américain, assure l'intérim de W. C. Bullitt comme ambassadeur auprès de Vichy avant d'être nommé représentant spécial de Roosevelt en AFN et conseiller politique du général Eisenhower, en charge des opérations militaires.

3 : Pierre Billotte, *Temps des Armes*, Plon, 1972, p. 239 repris aussi par Marc Ferro, *Pétain*, Hachette, 2009, p. 429.

4 : Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre, tome II, L'Unité*, Plon, 1956.



De même, une fois calmé, Charles de Gaulle écrit un discours prononcé le soir même à la radio, qui ne laissait percer aucune amertume mais, au contraire, parlait des Américains comme des alliés de la France et engageait les Français d'AFN à accueillir leurs troupes et à se joindre à elles. Le chef de la France Libre avait su oublier ses griefs pour ne penser qu'à la poursuite de la guerre. En revanche, quand il apprit que les Alliés négociaient avec Darlan, il ne put se contenir et demanda en des termes virulents, le 12, à l'amiral Stark, représentant américain auprès du CNF, de faire part de sa désapprobation à son gouvernement : « *Vous pouvez acheter les traîtres, mais pas avec l'honneur de la France.* » Stark jugea la note trop violente et ne la transmit pas, mais la presse en eut connaissance et la publia, ce qui sans doute n'arrangea pas les affaires du Général auprès de Roosevelt et de Hull. Dans la soirée du 16, le CNF fit savoir qu'il se désolidarisait de l'accord Darlan. Cependant, encore une fois mû par un désir d'apaisement et conscient qu'il fallait ménager l'avenir, de Gaulle enverra un message conciliant au président Roosevelt le jeudi 26 novembre, jour de la fête de Thanksgiving, indiquant qu'« *il ne fallait pas confondre les différends venant des méthodes et de la stratégie, avec le but commun à la France et aux États-Unis* »⁵



Roger Carcassonne
(1911 - 1991)

<http://www.ordredelaliberation.fr>

Le général de Gaulle arrive à Alger seulement le 30 mai 1943. Il fallut tout ce temps pour qu'il soit autorisé à y aller ! Il arrive dans le secret le plus absolu, il n'est accompagné que d'une délégation réduite du Comité National de Londres. Il dispose cependant sur place d'un service de protection composé de

quelques Français Libres, anciens volontaires du 8 novembre 1942. Il est dirigé par le capitaine Roger Carcassonne, ancien chef de la résistance à Oran et le sous-lieutenant Bernard Karsenty, ancien adjoint de José Aboulker lors du putsch du 8 novembre 1942.

Ainsi de Gaulle paraît-il bien seul face au général Giraud disposant de l'appareil militaire, administratif et policier de la France en Afrique du Nord, ainsi que du soutien des États-Unis.

Pendant ce temps, les dirigeants alliés, excédés des complications entraînées par la coexistence de deux autorités françaises, exercent des pressions pour obtenir leur unification. Roosevelt et Churchill décident de se rencontrer au Maroc lors de ce qui sera nommé la conférence de Casablanca (dite aussi « Conférence

d'Anfa »), à laquelle ils convoquent Giraud et de Gaulle. Le désaccord des deux généraux ne peut qu'y être constaté, mais leurs revendications respectives sont clairement mises en parallèle.⁶



Anfa, une autre histoire...

Ils vont constituer cependant en juin 1943 le Comité Français de la Libération Nationale (CFLN). Le CFLN est l'organisme gouvernemental par lequel s'est effectuée la fusion des deux autorités françaises participant à la guerre avec les Alliés : le Comité National Français de Londres, dirigé par le général de Gaulle, chef de la France Libre, et le Commandement civil et militaire d'Alger, dirigé par le général Giraud, afin d'unifier l'effort de guerre français et de préparer la Libération. Le CFLN laisse la place le 3 juin 1944 au Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) et Giraud sera effacé de tout rôle politique. Mais ceci est une autre histoire...



Le général de Gaulle à Alger, en 1943

5 : Message de De Gaulle à Roosevelt 26/11/1942, AMAE, dossier Londres-Alger, vol.1463

6 : Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Jeux et enjeux d'Alger*, p. 190-192. Il reste de cette rencontre des images cinématographiques de la poignée de main forcée entre les deux généraux devant les deux chefs anglo-saxons, évidemment destinée à la propagande à qui l'on doit cacher toutes les dissensions. De Gaulle y tend une main molle à son interlocuteur en évitant ostensiblement son regard.



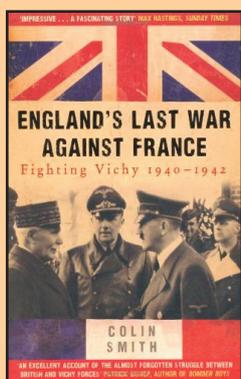
Dans les coulisses de l'opération Torch

Par Colin SMITH

L'AUTEUR



Colin Smith, né en 1944, est un historien militaire britannique qui présente la particularité d'être absolument inconnu en France. De ses nombreux livres, seule sa biographie du terroriste Carlos fut publiée en français en son temps. L'article au sujet de Torch qu'il a eu l'amabilité de nous envoyer est une sorte de synthèse de son



dernier livre « England's Last War Against France - Fighting Vichy 1940-42 » (La dernière guerre de l'Angleterre contre la France, combattre Vichy 1940-42). C'est donc la première fois que ce livre est abordé en français, une exclusivité de votre magazine.

<http://www.colin-smith.info/index.asp>

Bien sûr, l'original de l'article nous est parvenu en anglais et nous remercions notre ami Eric Guigère de l'avoir traduit en québécois, non, pardon, en français.

La Rédaction

Le Capitaine de frégate Paul Laurin, commandant du contre-torpilleur *Épervier*, était très perplexe. Il avait entendu le feu de l'artillerie lourde basée à Fort Laumone, aussitôt appuyé par les canons du torpilleur *Typhon*. Mais, bon sang, sur quelle cible s'acharnaient-ils? Pour ajouter à la confusion, les sillons parsemés des traçantes rouges tels que ceux produits par les armes antiaériennes zébraient le ciel nocturne.



Le contre-torpilleur *Épervier*

Il crut d'abord que le vaisseau qui dérivait silencieusement vers eux moteurs éteints, porté par le faible courant qui berçait les embarcations dans le port d'Oran, était sûrement un autre navire français. Sans

doute était-il trop près, trop avancé dans le port pour qu'il puisse être question d'autre chose? Mais une fois qu'il fut assez proche pour que Laurin commence à discerner son profil bas, étranger, il décida de mettre fin au black-out ordonné quelques minutes avant et demanda à l'équipage en charge des projecteurs sur le pont de lui fournir une meilleure vue sur cet intrus. Il vit alors un petit vaisseau qui faisait environ la moitié de la taille de l'*Épervier* et dont la superstructure était endommagée et fumante. Il réalisa à ce moment que les canons de Laumone avaient probablement détruit ses moteurs. Le navire arborait un large drapeau américain qui surmontait une plus petite « white ensign » de la Royal Navy britannique. Il cria d'éteindre les lumières au moment même où l'intrus essayait de le faire pour eux à coup de longues rafales de traçantes.

«Nous avons répliqué avec le Hotchkiss de tribord», a noté Laurin dans son journal de bord. Il ordonna ensuite d'ouvrir le feu avec les canons de 138mm – d'un calibre légèrement supérieur à ceux du *Typhon* – «Mais nous manquions d'hommes d'équipage et l'ordre ne fut pas immédiatement exécuté. L'officier de navigation se précipita vers le petit canon de 37mm et l'officier d'artillerie sur le 138mm. Il arma le canon numéro 5 et tira sur le navire ennemi qui était maintenant à moins de 50 mètres de nous.»

À la stupéfaction de Laurin, la riposte de l'ennemi ne consistait qu'à des tirs imprécis d'armes légères et à ce qu'il identifia plus tard comme étant des lance-grenades. L'action se déroulait peu avant l'aube du dimanche 8 novembre 1942. La dernière fois que des marins français et britanniques avaient échangé des tirs aussi rapprochés remontait aux guerres napoléoniennes.

Car leur cible était bien le même vieil ennemi. Presque côte à côte avec eux, le navire de Sa Majesté *HMS Walney*, qui appartenait à l'origine aux gardes-côtes américains et n'était destiné à rien d'autre qu'à intercepter les Bootleggers sur les Grands Lacs, les contrebandiers trafiquants d'alcool du temps de la



Le HMS *Hartland*



Prohibition. Ensemble, avec son navire-jumeau, le *HMS Hartland*, ils faisaient partie de l'aide américaine accordée dans le cadre du prêt-bail par Roosevelt au début de la bataille de l'Atlantique. À cette époque, la Royal Navy acceptait n'importe quelle embarcation qui pouvait lancer une charge de profondeur ou draguer des mines.



Le torpilleur Typhon

Mais ce soir-là, la plupart des gens à bord du *Walney* n'étaient pas Britanniques. L'équipage était largement dépassé en nombre par ses passagers américains, tout comme sur son jumeau *Hartland* qui subissait le même feu nourri de la part du *Typhon*. Près de 400 soldats casqués de l'infanterie américaine s'entassaient sur le pont principal de ces deux garde-côtes. Leur mission consistait à prévenir la destruction par l'armée de Vichy des quais du port d'Oran en tenant cette position jusqu'à l'arrivée de forces plus imposantes, renforts qui devaient débarquer sur les plages de chaque côté de la ville.

Cinq cents kilomètres plus à l'est, une tentative semblable était faite pour s'emparer des installations du port d'Alger. Cette fois, les GI's les attendaient à bord de deux vieux destroyers britanniques, plus gros et mieux armés que les garde-côtes. Du ciment avait été coulé dans leur proue afin qu'ils puissent défoncer les barrages flottants du port. Mais cela ne fit pas la moindre différence. Les batteries côtières françaises infligèrent tant de dommages à l'un d'eux qu'il dut retraiter vers la flotte d'invasion principale au large. Les coups au but à répétition sur le deuxième finirent par le couler. Quelques Américains réussirent à gagner le rivage et tinrent la position pendant une paire d'heures. Les Français amenèrent des chars et les Américains, dépourvus d'armes antichars, se rendirent.

Les deux tentatives pour capturer ces ports aboutirent à d'humiliants et coûteux échecs. À Oran, où les deux garde-côtes des Grands Lacs coulèrent en flammes, le massacre causa des pertes - morts et blessés - représentant environ 90 pour cent des forces engagées. 190 soldats américains furent tués et 157 autres furent blessés. Plus de 100 marins britanniques trouvèrent la mort, 82 d'entre eux uniquement sur le *Walney*. Les pertes du côté de Vichy furent négligeables. Sur l'*Épervier*, Laurin déplora un tué et quatre blessés.

On avait cru que les Français seraient moins enclins à ouvrir le feu sur les Américains que sur les Britanniques, ces derniers, incluant les officiers supérieurs,

estimant avoir une dette de sang envers la France. En juillet 1940, dans le port de Mers el-Kebir avoisinant celui d'Oran, quelques jours après l'armistice, la Royal Navy avait en effet tué près de 1 300 marins pris au piège sur des navires de guerre français que Londres redoutait de voir tomber aux mains des Allemands. Plus récemment, il avait été réclamé une journée de deuil national après qu'un bombardement de la RAF sur l'usine Renault de Billancourt, qui fabriquait des camions pour la Wehrmacht, eut tué 400 travailleurs résidant dans les logements situés à proximité. « Nous ne leur pardonnerons jamais », avait proclamé l'Amiral François Darlan, héritier légitime de Pétain et Commandant militaire suprême de Vichy, dans une note écrite à la main à l'intention de l'Amiral Daniel Leahy, Ambassadeur américain à Vichy, choisi en fonction de la camaraderie censée lier les hommes de la marine.

Les Britanniques avaient convaincu les Américains qu'ils pourraient bernier les Français d'une manière ou d'une autre, mais ils avaient commis une grave erreur. Parmi les morts sur le *Walney*, on comptait le lieutenant Paul Duncan, un officier bilingue à demi Français de la Royal Naval Volunteer Reserve qui avait travaillé comme secrétaire de rédaction pour le *Times*. Duncan mourut, un uniforme US sur le dos, en criant à l'aide d'un porte-voix dans ce qu'il espérait être interprété comme du français avec un accent américain : « *Ne tiray pas! Noo sarmes vos amis. Noo sarmes Americaine. Ne tiray pas! Noo sarmes Americaine...* »

Mais si quiconque l'a entendu, personne ne l'a écouté.

À l'automne 1942, dix mois après Pearl Harbour, les États-Unis avaient encore beaucoup à accomplir dans le conflit européen. La plus grande part du sang et de l'argent avait été dépensée dans le Pacifique où ses navires avaient remporté la bataille de Midway et, à Milne Bay en Nouvelle-Guinée, supporté les troupes australiennes, infligeant sa première défaite décisive à l'Armée Impériale japonaise.

La participation terrestre la plus significative des États-Unis contre l'Allemagne nazie s'était limitée à l'envoi de 50 Rangers lors du désastreux raid de Dieppe au mois d'août, pour accompagner les Commandos avec lesquels ils s'étaient entraînés en Écosse. Les Britanniques obtenaient de bien meilleurs résultats sur la ligne défensive d'El Alamein dans le désert occidental d'Égypte, où Rommel épuisait une douzaine de divisions allemandes et italiennes en essayant de forcer le passage vers le canal de Suez afin d'en prendre le contrôle.

Mais le noyau de l'Armée allemande se trouvait alors en Russie et les Soviétiques, qui semblaient proches de la défaite, imploraient les Anglo-Américains d'ouvrir un second front afin de faire diminuer la pression qui pesait sur eux. L'endroit le plus évident pour une telle intervention se situait là où l'expansion occidentale de Hitler avait pris fin, le canal providentiel séparant l'Angleterre du continent, et les Américains ne demandaient pas mieux que d'offrir leurs services. Plus précisément, ils voulaient établir une tête de pont



dans un port français de la Manche baignant en eau profonde, pour en sortir en force au printemps suivant.

Un lobby s'organisait aussi en Grande-Bretagne pour sauver la Russie. « Un deuxième front maintenant! » répétaient à l'unisson les membres de plus en plus nombreux de la bande d'admirateurs de l'Armée Rouge, lors d'une manifestation sur Trafalgar Square. Mais, pour une fois, le toujours très téméraire Churchill restait prudent, et le fiasco de Dieppe l'avait conforté dans sa résolution de ne pas tenter d'ouvrir une brèche dans le mur de l'Atlantique tant qu'ils ne seraient pas mieux préparés. Son cabinet de guerre l'approuvait. « Un front occidental prématuré ne pourrait mener qu'au désordre le plus effroyable » notait dans son journal le Général Sir Alan Brooke, Chef d'état major général de l'Empire britannique.



Churchill : la stratégie africaine

Churchill était bien sûr prêt à frapper contre l'Axe n'importe où ailleurs. Mais quand il suggéra aux Américains de menacer les arrières de Rommel en s'emparant conjointement de l'Afrique française du Nord, il ne fut pas accueilli avec beaucoup d'enthousiasme au départ. L'Armée américaine partageait l'avis des gens de Trafalgar Square. Leur slogan était « Berlin or Bust », Berlin ou rien. Il y avait moins de 600 miles (960 km) entre les côtes françaises et la capitale allemande, majoritairement sur un terrain plat. Cette distance ne paraissait pas trop longue aux Américains. Mais comme une telle attaque n'aurait pu être lancée que depuis la Grande-Bretagne, avec une majorité de forces anglaises, Roosevelt comprenait que, pour le moment, son allié aurait le dernier mot. Avant la fin de juillet toutefois, le Président s'était rallié aux idées du Vieux Lion. L'opération porterait le nom de « Torch » et aurait lieu en automne.

En fait, les Américains avaient déjà coulé les fondations de « Torch » presque par accident. La décision de Roosevelt quant au maintien des relations diplomatiques avec la France de Vichy avait pendant long-

temps soulevé l'ire de la presse américaine, dont les intervenants souhaitaient un appui de l'Amérique à de Gaulle. Maintenant, il semblait que l'obstination de Roosevelt allait rapporter des dividendes. Pendant les 18 derniers mois, le diplomate Robert Murphy, représentant spécial de Roosevelt en Afrique française du Nord, travaillant à l'extérieur d'Alger, avait monté un réseau impressionnant de sympathisants alliés. Certains étaient des officiers supérieurs en charge, d'autres des civils influents, et avec eux s'ébauchait une sorte de cinquième colonne qui pouvait laisser espérer qu'elle permettrait à l'opération Torch de se dérouler sans effusion de sang.

Mais les conspirateurs de Murphy, bien qu'unis par le désir de libérer la France, formaient un groupe plutôt hétéroclite. Plusieurs s'étaient convaincus eux-mêmes qu'ils suivaient le vrai credo pétainiste et qu'ils agissaient selon les désirs secrets du Maréchal. D'autres étaient des royalistes qui rêvaient de remettre le Comte de Paris sur son trône légitime, ou des Communistes, en nombre croissant, inspirés par le prolétariat soviétique invaincu. Par nécessité, ils étaient presque tous plus ou moins en faveur des Américains, mais une minorité d'entre eux seulement admettait être Gaulliste.



Robert Murphy (1894 - 1978)

De Gaulle était perçu comme une créature de Churchill et, généralement, les Britanniques étaient beaucoup plus détestés en Afrique du Nord qu'en France métropolitaine. À Mers el-Kébir, les épaves rongées par la rouille et les rangées de tombes rappelaient constamment ce qui s'était passé quand les marins français avaient défié l'ultimatum de la Royal Navy, qui leur in-

DERNIERE GUERRE MONDIALE



timait l'ordre de se saborder ou de naviguer vers des lieux où ils seraient hors de la portée des Allemands. Cela avait été suivi de campagnes amères pour s'emparer des territoires sous contrôle de Vichy, au Liban, en Syrie, et plus récemment à Madagascar.

La seule autre chose, peut-être, que la plupart des contacts de Murphy avaient en commun était leur souhait de voir l'Afrique française du Nord demeurer française. Parmi eux Alain Darlan, fils unique de l'Amiral. Alain, lieutenant de marine de réserve, employé par une compagnie d'importation de produits alimentaires, effectuait de fréquents voyages d'affaires à Alger et Murphy le considérait comme « ardemment pro-Alliés ». Des indices évidents que son anglophobe de père, décrit dans un numéro récent du magazine *Life* comme « l'un des principaux traîtres de la France », possédait les mêmes convictions que son fils ne surprirent pas Murphy outre mesure. Il savait que Darlan avait dit une fois à l'Ambassadeur Leahy que si les Américains arrivaient en Afrique du Nord avec des forces suffisantes pour tenir tête aux Allemands, il ne s'opposerait pas à eux. Mais Leahy voyait Darlan comme « un parfait opportuniste », un homme ambitieux et dangereux qui pensait pouvoir jouer les funambules en équilibre entre les puissances belligérantes.



Alain Darlan en 1946

La facile et plus grosse prise de Murphy fut le Général Charles Mast, le chef d'état-major du 19ème Corps d'Armée de Vichy basé à Alger. Plus important encore, était l'homme qui deviendrait l'intermédiaire entre les Américains et son camarade alsacien, le Général Henri-Honoré Giraud. À l'été 1940, Giraud était le commandant de la 7ème Armée française quand, pendant la troisième semaine de la Blitzkrieg, son quartier général fut encerclé, faisant de lui le prisonnier français le plus haut gradé. Giraud fut détenu dans la



Le général Charles Mast (1889 - 1977)

vieille forteresse saxonne de Königstein sur l'Elbe, où il fut bientôt rejoint par d'autres officiers supérieurs, dont Mast, avec qui, dans les années 20, il avait fait campagne contre les Berbères marocains.

Ils échaufaudèrent d'abord ensemble des plans d'évasion. Puis, en septembre 1940, la garnison française du port ouest-africain de Dakar démontra sa loyauté à Vichy en repoussant un assaut résolu d'une coalition d'anglo-gaullistes. Les Allemands s'en réjouirent et Mast fit partie des officiers relâchés et envoyés en Algérie française en réponse à la demande de Vichy de pouvoir renforcer ses positions. Ces troupes étaient destinées à prévenir le cas où les Britanniques auraient d'autres mauvaises idées derrière la tête. Giraud restait déterminé à s'évader. Il l'avait déjà fait en 1914 quand il avait été capturé alors qu'il était gravement blessé et, malgré ses 63 ans et une légère claudication causée par une vieille blessure par un éclat d'obus, ne voyait aucune raison propre à l'empêcher de recommencer. Le 16 avril 1942, il se laissait glisser le long d'un mur de l'ancienne forteresse au bout d'une corde tressée de 30 mètres qu'il testait pour la première fois.

Dix jours plus tard, après avoir transité par la Suisse, il prenait une collation avec Pétain à Vichy. Quelques ministres du régime, notamment Pierre Laval, voulaient qu'il reparte se rendre aux Allemands. Darlan, le plus grand rival de Laval pour ce qui était d'obtenir les faveurs du Reich, lui montra clairement son mécontentement. Le vieux Maréchal ne fit aucun cas de ces avis. Giraud pouvait dormir sur ses deux oreilles.

Il peut sembler bizarre que le Général se soit mis lui-même dans cette position. Une fois rendu dans l'État neutre qu'était la Suisse, il n'avait qu'à se rendre à l'Ambassade britannique pour se retrouver à Londres en quelques jours à peine. Mais ce n'était pas ce que



voulait Giraud. Il partageait l'avis de tous les fidèles Pétainistes qui imputaient la défaite de la France à l'insuffisant engagement militaire des Britanniques auprès de leur allié, en même temps qu'ils blâmaient le gouvernement impie du Front Populaire de Léon Blum pour avoir contribué à la décadence morale, par son soutien à l'Espagne républicaine, la semaine de 40 heures et les congés payés pour les travailleurs. Un seul détail le distinguait de la majorité des officiers qui l'avaient accueilli à Vichy. Il avait la conviction inébranlable que l'Allemagne perdrait la guerre et que la France devait pactiser avec les Américains afin de reprendre les hostilités.

Washington eut tôt fait d'être mis au courant. Même si l'Allemagne était en guerre avec les États-Unis depuis cinq mois, l'Ambassade de Leahy continuait son travail à Vichy, quoique son départ soit imminent, la mission devant ensuite incomber à un Consulat. Les Américains jubilaient. C'était justement l'homme dont ils avaient besoin pour rallier à leur cause toutes les forces de Vichy en Algérie, au Maroc, et en Tunisie ! Ils lui donnèrent le nom de code « Kingpin ».



Le général Giraud - « Kingpin »

Six mois de négociations supplémentaires et une planification minutieuse furent nécessaires pour exfiltrer « Kingpin » de France. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les communications étaient difficiles. Le service d'espionnage allemand recherchait Giraud et il devait rester caché. Des commissionnaires apportaient des messages à Mast à Alger qui les faisait passer à Murphy, lequel les relayait à Washington et à Londres. La veille même de l'opération Torch - qui avait été fixée au dimanche 8 novembre - « Kingpin » fut finalement « livré » au quartier-général avancé du Lieutenant-Général Dwight Eisenhower, le Commandant Suprême des opérations, cloîtré avec son personnel anglo-américain dans le labyrinthe de tunnels que

les Britanniques avaient creusé dans le Rocher de Gibraltar.

24 heures auparavant, Giraud et quatre officiers, dont l'un était son propre fils, attendaient sur la Côte d'Azur le sous-marin qui devait les embarquer. « Kingpin » avait insisté pour que ce soit un sous-marin américain et non un britannique. Comme il n'y avait aucun sous-marin américain dans la Méditerranée à cette date, on fit un compromis en confiant à un officier de la marine américaine, qui ne connaissait rien aux sous-marins, le commandement symbolique du *HMS Seraph*, dont l'équipage commençait à se spécialiser dans ce genre de missions.



HMS Seraph

Le 20 octobre, moins de trois semaines auparavant, des Commandos en canoës lancés à partir du *Seraph* avaient fait débarquer le longiligne général Mark Clark, adjoint d'Eisenhower, ainsi que quelques assistants à environ 100 kilomètres à l'est d'Alger sur la petite ville côtière de Cherchell. Ils avaient rencontré, en plein jour, dans une villa au sommet d'une falaise, le Général Mast, l'agent par excellence de Murphy, présent lui-même, ainsi que de nombreux officiers subalternes ayant rejoint la conspiration. La principale préoccupation de Mast était d'établir l'étendue des forces devant être déployées par les Américains pour le débarquement. Quand la guerre avait éclaté en 1939, l'armée américaine était la dix-neuvième en importance dans le monde : à peine plus imposante que celle de la Bulgarie. Roosevelt en augmentait les effectifs aussi vite qu'il le pouvait, mais elle ne ressemblait encore en rien à la puissance qu'elle allait devenir. La propagande allemande montrait Dieppe comme un échec des Alliés à établir une tête de pont en Europe continentale plutôt que comme un simple raid. Récidiver avec des moyens aussi faibles que ceux utilisés lors de ce débarquement mènerait probablement tous les conspirateurs à la potence. Les Américains se présenteraient-ils avec des forces suffisamment importantes pour que toute opposition paraisse futile?

Clark n'hésita pas. « J'essayais de rester impassible (keep a poker face) en affirmant qu'un demi million d'hommes seraient envoyés et que 2 000 avions patrouilleraient le ciel. Mast était plutôt impressionné. La seule chose que je ne pouvais lui dire, et que je devais faire bien attention de ne révéler d'aucune façon, c'était que Torch en était rendu bien au-delà du stade

DERNIERE GUERRE MONDIALE



de la planification puisque les éléments de pointe de notre armada se trouvaient déjà en mer».

Environ 700 bateaux étaient sur le point de mettre à terre 70 000 hommes répartis en trois groupes d'intervention (task forces) : occidentale, orientale et centrale. Le groupe occidental, à qui on avait assigné trois lieux de débarquement sur la côte marocaine, dont l'une près de Casablanca, était sous le commandement de l'Amiral américain Henry Kent Hewitt. Soixante-dix de ses cent deux vaisseaux étaient des navires de guerre, incluant un porte-avion et le cuirassé flambant neuf *USS Massachusetts*. Le reste consistait en transports de troupes bondés sur lesquels se trouvaient les éléments de deux divisions d'infanterie et une de blindés, soit près de 35 000 hommes au total. Leur commandant était un major-général dont le grossier langage cachait bien le charisme et l'érudition. Les visiteurs qui se présentaient dans la cabine de George S. Patton Junior pouvaient constater, si déjà ils y connaissaient quelque chose, que parmi ses pistolets à manche d'ivoire et les thrillers que lisaient la plupart des officiers se trouvait une traduction anglaise du Coran.



« Environ 700 bateaux étaient sur le point de mettre à terre 70 000 hommes... »

Les groupes d'intervention du centre et de l'est, qui se dirigeaient respectivement vers les plages d'Oran et Alger, avaient levé l'ancre directement de Grande-Bretagne et il s'agissait de flottes britanniques sous commandement anglais. Environ un tiers des troupes embarquées étaient également britanniques, la majorité faisant partie de la *Task Force* orientale en direction d'Alger. Le commandant de ces groupes d'intervention était le Lieutenant-Général Kenneth Anderson. Alors qu'il était prévu que les Américains occupent simplement le terrain, Anderson devait mener une offensive importante à l'est, en Tunisie et sur les échelons arrières de Rommel à la frontière Lybienne. On prévoyait une course contre les forces de l'Axe qui feraient de même à partir de la Sicile, située à plus faible distance de la Tunisie que d'Alger. Le rôle de la garnison française en place serait crucial. Si ces hommes se joignaient à la cause alliée, ils pourraient retarder les Allemands jusqu'à l'arrivée d'Anderson.

Pendant ce temps, un certain général français avait pris un retard considérable sur l'horaire prévu.

Dans le but d'accélérer son acheminement, on avait

arrangé un rendez-vous risqué entre le sous-marin *Seraph* et un hydravion Catalina. « Kingpin » avait théoriquement rejoint Gibraltar, aux bons soins de la RAF, ce dont il pouvait toujours se consoler en se disant qu'au moins il avait volé sur des ailes de fabrication américaine. Il ne restait plus que huit heures avant l'heure H de l'opération Torch. À ce moment, Giraud aurait dû être introduit secrètement à Alger afin d'être placé, au grand bonheur de tous, à la tête du groupe de résistants de Mast, chef faisant figure de héros appelant à un retournement des armes contre l'Allemagne. Ce serait la réplique idéale de Washington au controversé de Gaulle soutenu par Londres.

Au lieu de cela, l'arrivée de Giraud allait devoir attendre la capture d'un aérodrome. Un bataillon de parachutistes américains en provenance directe de Cornouaille avait été spécialement affecté à cette mission. Tout ce que le général pouvait faire en attendant se limiterait à la lecture d'un communiqué sur les ondes de la BBC de Londres, destiné aux émissions de l'Afrique du Nord coloniale et exhortant les troupes française à coopérer avec les Alliés.

Puisque le temps pressait, Eisenhower et Clark prirent la liberté d'écrire le texte à sa place. Il ne lui restait plus qu'à le signer. Un interprète lui en lut la traduction. L'essentiel du message stipulait que les États-Unis, dans le but de prévenir un plan d'invasion du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie par l'Axe, agissaient les premiers et enjoignaient l'Armée d'Afrique du Nord à combattre avec eux leur ennemi commun. De son rôle dans l'affaire, « Kingpin » devait se borner à dire : « Je reprends ma place de combat parmi vous ».

Immensément grand, magnifiquement moustachu, et même s'il n'était pas toujours brillant, Giraud était un homme d'un courage et d'une intégrité incontestables. Il rappelait parfois aux officiers britanniques le deuxième personnage le plus connu de Conan Doyle : le Brigadier Gérard, le hussard napoléonien. Alors qu'Eisenhower lui tendait le stylo, il poussa un grand soupir et dit : « Que les choses soient bien claires. Tel que je le comprends, lorsque je débarquerai en Afrique du Nord, j'assumerai le commandement des forces alliées et en deviendrai le Commandant Suprême? ».



Giraud et Eisenhower
« Je crois qu'il y a un malentendu... »

DERNIERE GUERRE MONDIALE



« Je crois qu'il y a un malentendu », murmura Ike. Clark décrira alors comme « prudent » le ton qu'il employa.

À Alger, Robert Murphy entendit la BBC française lui dire exactement ce qu'il voulait entendre. La nouvelle tomba tout juste après minuit parmi les « messages personnels » qui suivaient la programmation régulière, chacun d'eux répétés deux fois. « Allo Robert », dit Londres, « Franklin est arrivé ».

Ce message à peine subtil au nom de Franklin D. Roosevelt était le signal que l'opération Torch allait bientôt commencer. Si tout se déroulait comme prévu, les troupes américaines seraient dans la ville en moins de deux heures. Dans l'intervalle, la première tâche de Murphy était de s'assurer que les insurgés de Mast avaient été alertés et s'étaient emparés des positions clés afin de faciliter le passage des Américains dans la ville. En second lieu, il devait contacter secrètement le Général Alphonse Juin, Commandant en Chef en Afrique du Nord. Ça n'était toutefois pas ce qui était prévu à l'origine. Selon le scénario, il aurait dû accompagner Giraud à la résidence de Juin, preuve vivante de la collusion franco-américaine. Mais Giraud brillait par son absence et aucun message d'Eisenhower n'était parvenu pour en expliquer les raisons.

C'est un Juin à l'allure somnolente vêtu d'un pyjama rayé rose qui reçut Murphy dans son salon. Juin était un Pied-Noir né à Bône (actuelle Annaba en Algérie) qui avait perdu l'usage de son bras droit en 1915. En 1940, il avait été capturé à Lille au moment où les troupes françaises se battaient afin de gagner du temps pour l'évacuation de Dunkerque, puis relâché de Königstein avec Mast. Comme plusieurs autres, Juin laissait sous-entendre que, lorsque le temps serait venu, il accueillerait favorablement les Américains et Murphy l'avait toujours assuré qu'ils ne viendraient que s'ils y étaient invités. À ce moment, l'envoyé américain lui dit - « Aussi calmement que possible » - qu'une force expéditionnaire américaine d'un demi

million d'hommes se préparait à mettre pied à terre. « Selon les instructions reçues, j'exagérais leur nombre et ne fit aucune mention des éléments britanniques ».

« Mais vous m'aviez dit une semaine plus tôt que les États-Unis ne nous attaqueraient pas », protesta Juin.

« Nous sommes ici sur invitation ».

« De la part de qui? »

« Giraud ».

« Il est ici à Alger? »

« Nous l'attendons d'un moment à l'autre », murmura Murphy.

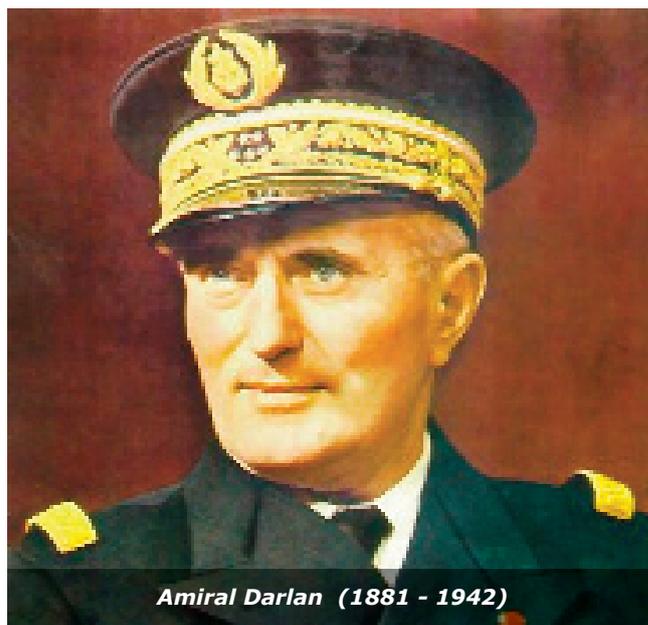
C'est alors que Juin sortit sa carte maîtresse. « S'il n'en tenait qu'à moi je serais avec vous », dit-il. « Mais comme vous le savez, Darlan est ici en visite chez son fils. Il est mon supérieur et pourrait immédiatement annuler mes ordres ».

« Très bien », répondit l'Américain en prenant une profonde respiration. « Allons parler à Darlan. »

Juin téléphona à Darlan qui lui dit de ne pas bouger, qu'il viendrait à eux.



Le général Juin (1888 - 1967)



Amiral Darlan (1881 - 1942)

L'homme en charge de la marine, des armées de terre et de l'air que l'Allemagne avait concédées à la France devait retourner à Vichy par avion dans les heures à venir. Quatre jours avant, après avoir complété une tournée de dix jours de toutes les possessions de Vichy en Afrique, un événement familial l'avait contraint à revenir hâtivement. Depuis près d'un mois, son fils Alain était à l'hôpital Maillot à Alger, affecté par une poliomyélite qui risquait de le tuer. Ses deux parents étaient restés à son chevet. Son état s'était grandement amélioré et Alain avait été déclaré hors de danger malgré les craintes qu'il ne puisse plus jamais marcher.

Darlan se pointa à la villa de Juin le visage cramoisi de fureur. « Je savais depuis longtemps que les Bri-



tanniques étaient stupides », annonça-t-il à Murphy, « Mais j'ai toujours cru que les Américains étaient plus intelligents. Apparemment, vous possédez le même génie pour faire des bourdes monumentales ».

Pour une rare fois, il ne portait pas de chapeau, alors qu'il détestait révéler sa calvitie. Tirant sur sa pipe, le petit homme faisait les cent pas sur le sol de marbre de la salle de réception principale du Général Juin. À ses côtés, le grand Murphy, aux larges épaules, faisait de son mieux pour rester à son niveau, en lui rappelant calmement comment il avait lui-même déclaré une fois à l'Ambassadeur Leahy que si jamais les Américains se présentaient avec des forces imposantes, il les accueillerait à bras ouverts.

« Et maintenant ce moment est arrivé! » conclut Murphy avec la ferveur d'un prédicateur charismatique. Au moment même où il s'exprimait, un bref coup d'oeil à sa montre lui indiqua qu'il était bien au-delà de 2h30. Les troupes américaines auraient dut le rejoindre au moins une demi-heure plus tôt. Il se demanda alors s'il n'avait pas commis une horrible méprise sur la date ou si quelque inimaginable calamité ne s'était pas abattue sur l'entreprise entière.

Rien ne pouvait être plus près de la réalité. De fait, les tentatives pour s'emparer des ports d'Oran et Alger avaient été repoussées de façon sanglante. Mais ce n'étaient que des opérations secondaires imaginées par les Anglais suite à des réflexions similaires avancées pour la prise de Diego Suarez à Madagascar. Les plans américains pour capturer des aérodromes en employant 600 parachutistes répartis sur 39 avions différents à partir d'Angleterre, vers une zone de largage située 1 500 kilomètres plus loin, furent un désastre bien plus grotesque, même si on ne déplora aucun mort. La plupart d'entre eux furent faits prisonniers après avoir vu leurs appareils dispersés par des vents violents, les forçant à atterrir un peu partout en



« Plus de 60 000 hommes atteignirent le rivage... »

Algérie et au Maroc.

Néanmoins, dans l'ensemble, l'opération Torch fut un succès retentissant. L'opposition s'est avérée tout au plus décousue et souvent, grâce aux conspirateurs de Mast, inexistante. «Gentlemen, vous êtes en retard», s'exclama le Major Pierre Baril à l'intention des Américains de l'Iowa faisant partie du 168ème régiment quand ils arrivèrent sur la côte, à l'endroit même où les Français entreprirent leur conquête de l'Algérie en 1830. Plus de 60 000 hommes atteignirent le rivage sur neuf plages distinctes, 35 000 autour d'Alger, quoique pas toujours à l'endroit où ils auraient dû se trouver. La Royal Navy avait déposé les unités qui devaient rejoindre Murphy à quelques cinq miles (8 km) de l'endroit prévu.

Le diplomate avait vécu une très longue journée. Quelque part, un peloton de résistants aux ordres de Mast avait désarmé les gardes sénégalais et annoncé que Juin et Darlan étaient au nombre de leurs prisonniers. Puis, peu après l'aurore, ils furent à leur tour chassés par une cinquantaine de Gardes Mobiles, police paramilitaire bien armée menée par le Chef d'État-Major indigné du Général Juin, le major Dorange. Murphy et un assistant qui l'avait rejoint furent emmenés à la pointe du fusil dans la guérite de la villa, mais on leur permit plus tard de revenir au salon. Darlan et Juin se précipitèrent alors au quartier général de l'armée à Fort L'Empereur où l'ampleur du débarquement leur fut confirmée.

Aux environs de 15h00, Darlan retourna à la villa pour dire à Murphy qu'il lui fournirait la voiture et le chauffeur du Général Juin afin de trouver le Major-Général Charles Ryder, l'officier supérieur américain pour le secteur d'Alger, et l'emmener à Fort L'Empereur pour discuter des termes d'un cessez-le-feu local. Ils connaissaient le nom de Ryder grâce à la signature sur les tracts que les pilotes de l'aéronavale britannique avaient largués pour annoncer la venue des Américains. Ils croyaient pouvoir le trouver sur une plage située à une dizaine de miles (16 km) à l'est de la ville.

À partir de ce moment, les environs devinrent dangereux. Des civils blancs appartenant au Service d'ordre légionnaire, la milice du fasciste français Joseph Darnand établi à Paris s'étant joints au combat, il y eut ce que Murphy qualifia de « quantité de tirs nourris d'armes à feu légères » autour de la maison à mesure que l'infanterie américaine s'approchait dans les rues de la banlieue, se collant à tout ce qui pouvait servir de protection. Un de leurs commandants de bataillon, un lieutenant-colonel, fut tué. Une ambulance française parcourait les rues, ramassant les blessés des deux camps. Nombre de colons observaient l'action à partir de leurs balcons, toujours vêtus de leurs habits du dimanche.

Un lieutenant américain assigna à Murphy un homme pour guider son chauffeur vers la plage située sur la droite. L'une des premières personnes qu'il rencontra à cet endroit, portant l'uniforme des US Rangers, était le Capitaine Randolph Churchill, fils unique du Premier



ministre servant comme officier de renseignement dans une brigade commando, qui était probablement l'unité la plus anglo-américaine impliquée dans l'opération Torch. Murphy était ravi de découvrir qu'il connaissait tout sur lui et Churchill le présenta à Ryder qui monta à bord de l'auto du Général Juin. Le cessez-le-feu dans la ville d'Alger entra en vigueur à 20h00.

Partout ailleurs les combats continuèrent sur terre, sur mer, et dans les airs. L'un après l'autre, presque tous les navires français qui restaient dans les ports nord-africains furent perdus quand on leur ordonna, en désespoir de cause, d'essayer de rejoindre la flotte de Vichy à Toulon. Au moins 500 marins français périrent à Casablanca où les navires et les avions de l'Amiral américain Hewitt les attaquèrent en toute impunité.



Eisenhower, Darlan et le général Clark

Après un court engagement contre des croiseurs britanniques à la sortie d'Oran, Laurin échoua l'Épervier, avec à bord 21 membres d'équipage tués et 31 blessés.

48 heures seulement furent nécessaires pour faire plier Darlan sous la pression des Alliés et le convaincre d'étendre le cessez-le-feu local à toute l'Afrique française du Nord. Pendant que des hommes mouraient dans un conflit particulièrement inutile, l'amiral était cloué sur place attendant que les Allemands, comme il le prévoyait, déchirent le traité d'Armistice de 1940 avant d'envahir la zone libre et descendre défendre la côte contre cette nouvelle menace alliée en Afrique du

Nord. Ces événements se passaient le 11 novembre, jour même du 24ème anniversaire de la capitulation allemande en 1918.

Darlan déclara promptement que Pétain devait maintenant être considéré comme étant prisonnier. En tant qu'adjoint, il était donc habilité à signer le cessez-le-feu au nom du Maréchal, coupant court à toute possibilité pour Vichy de remettre en cause son autorité. « En fait, si l'Amiral Darlan devait tirer sur le Maréchal Pétain, il le ferait sans doute au nom du Maréchal Pétain », expliqua un Churchill réjoui à la Salle des Communes.

Malgré le profond dégoût qu'il inspira à de Gaulle, le sophisme de Darlan sembla lui rapporter. Les Alliés lui permirent de devenir le Haut Commissaire pour l'Afrique occidentale et l'Afrique du Nord françaises, et sous son autorité Giraud sentit qu'il pouvait maintenant donner suite à la proposition américaine initiale faisant de lui rien de moins que le commandant des forces françaises. Mais la critique intérieure autant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, où Darlan avait si longtemps été décrit comme un Collaborateur de premier plan, était féroce au point que Londres et Washington virent bientôt en lui un gênant problème politique.

De plus, il avait échoué sur deux dossiers importants. Il ne réussit pas à persuader les troupes françaises de Tunisie de bloquer le passage à la force expéditionnaire allemande qui devait prolonger la campagne nord-africaine jusqu'au mois de mai 1943. Pas plus qu'il ne fut en mesure, lui qui se voyait comme le fondateur de la flotte française moderne, de convaincre les navires de guerre basés à Toulon de se joindre aux Alliés. Au lieu de cela, quand le 27 novembre les Allemands essayèrent de capturer ces navires, les équipages les sabordèrent.

Moins d'un mois plus tard, la veille de Noël, il était grièvement blessé dans son bureau par un dénommé Bonnier de la Chapelle, jeune homme de vingt ans aux convictions royalistes, qui avait utilisé une arme à feu d'origine britannique. Ce dernier tombait à son tour sous les balles d'un peloton d'exécution dans les 48 heures qui suivaient. « Le meurtre de Darlan », admit Churchill, « libéra les Alliés de leur embarras à travailler avec lui en leur laissant tous les avantages qu'il avait pu leur fournir ».

L'amiral ne reprit jamais vraiment conscience et encore moins l'usage de la parole. Mais, de toutes façons, la radio de Vichy ne voyait évidemment aucun intérêt à diffuser quelque dernier discours. « Rien ne peut plus être fait pour moi », furent les paroles qu'on prêta à Darlan. « L'Angleterre a atteint son but ».

ÉDITION SPECIALE

LA VIGIE MAROCAINE

11 NOVEMBRE 1942

AU NOM DU MARECHAL ET D'ACCORD AVEC LUI, l'amiral de la flotte Darlan assume la responsabilité des intérêts français en Afrique du Nord

Cette décision a été prise en pleine communauté d'idées avec le général Noguès, et sur sa demande

Le délégué du Maréchal en Algérie a l'assentiment des autorités américaines Il compte assurer avec elles la défense de l'Afrique du Nord

PROCLAMATION du général d'armée Noguès



PROCLAMATION de l'amiral de la flotte Darlan



L'AVENIR

CONSEIL DES MINISTRES

LES AMERICAINS ET LES ANGLAIS ATTAQUENT NOTRE AFRIQUE DU NORD

Le Maréchal stigmatise l'agression et donne l'ordre de la résistance



Torch 8 novembre 1942 : Maurice Nave y était

Interview par Thierry DECOOL

L' AUTEUR



52 ans, passionné d'Histoire et particulièrement d'histoire militaire et de stratégie, parmi de nombreux autres centres d'intérêt, vit en région parisienne. Membre actif de plusieurs forum d'Histoire, ou il est parfois connu sous le pseudo de Chef Chaudart, il a rejoint l'équipe de Dernière Guerre Mondiale ou il aide notre Germaine à assurer le respect académique de la langue française.

Maurice Nave a 18 ans quand les Allemands envahissent la France, ce qui va bouleverser sa vie, comme celle de tous les Français. Il nous a reçu avec une grande gentillesse afin de détailler pour nous ses années de guerre, qui vont l'amener au Maroc, où il se trouve comme sous-officier dans l'armée d'Afrique lorsque l'opération « Torch » est lancée, puis en Italie, avant le retour en France, par la Provence jusqu'aux combats dans les Vosges et le terrible hiver 44/45.

Thierry Decool : Où vous trouviez-vous lors de la déclaration de guerre en 1939 ?

Maurice Nave : Je vivais à Bordeaux, chez mon parrain, depuis 1930. On était en pleine crise de 1929. Mon parrain, qui n'avait pas d'enfant, avait demandé à mon père si je voulais aller en vacances pendant un mois. A la fin du mois d'août, il m'a demandé si je voulais rester : mon père avait perdu son emploi et ça aurait bien arrangé les choses. J'ai accepté. C'est donc mon parrain qui m'a élevé entre 8 ans et 18 ans.

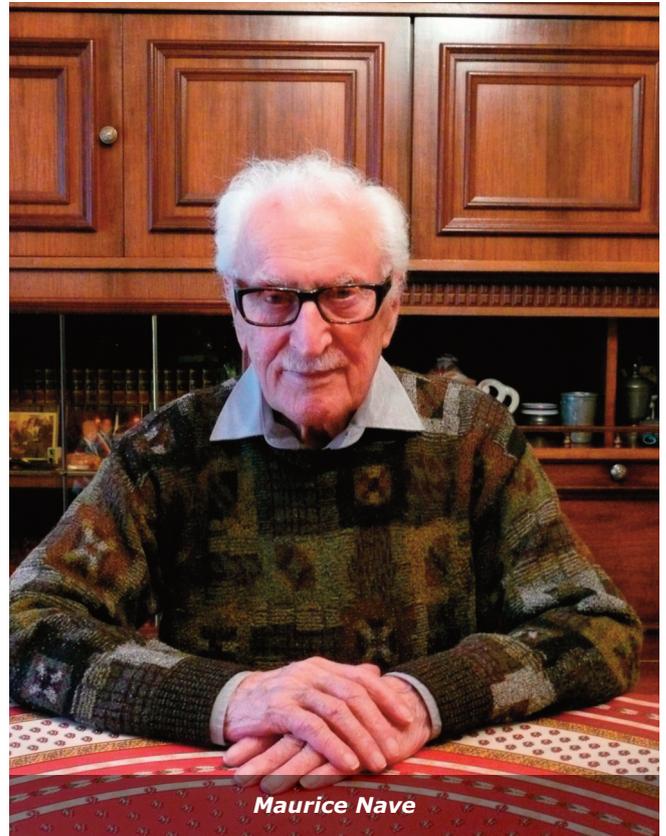
TD : Quel métier faisait votre père ?

MN : Mon père fabriquait des jouets mécaniques, secteur très touché par la crise. Il a retrouvé du travail assez longtemps après, s'étant reconverti dans la comptabilité.

TD : Au moment de la déclaration de guerre, faisiez-vous des études ?

MN : Non, je travaillais. A 14 ans, je voulais être mécanicien d'aviation. Mais mon parrain m'a dit « Non, n'y compte pas, tu ne voleras pas, c'est trop dangereux ! » Dans ces conditions, j'ai trouvé inutile de continuer des études qui ne m'intéressaient pas. Il m'a demandé ce que je voulais faire. Comme il était fondé de pouvoir dans une agence de transport maritime, Véron et Cie, je lui ai répondu « je vais travailler chez toi ! ». Il m'a pris comme garçon de course et j'ai fait des livraisons de documents, les déclarations de dédouanement, etc.

La guerre a été déclarée en 1939 et je suivais ça d'as-



Maurice Nave

sez près : je venais d'avoir 17 ans et je me disais que si la guerre durait autant que celle de 14, on finirait par m'appeler. Ça n'a pas été le cas, bien sûr. Les Allemands sont arrivés à Bordeaux, qui avait servi de refuge au gouvernement Français.

Le port a été bloqué, nous laissant sans travail. Il se trouve alors qu'en rentrant à la maison - le bureau était au premier étage, le logement au troisième - j'ai mis la radio pour écouter les nouvelles. C'était le 18 juin. On n'écoutait pas Paris, parce que la ville était occupée et on ne voulait pas entendre ce « qu'ils » nous racontaient ! J'ai donc mis la BBC et j'ai entendu la voix du général De Gaulle, qui nous enjoignait de le rejoindre. Ça m'a travaillé, évidemment, mais je ne voyais vraiment pas par où passer pour aller à Londres ! Je suis donc resté, pendant 10 mois encore. A mon anniversaire, en avril 41, j'ai été voir mon père à Paris pour lui demander l'autorisation de m'engager dans l'armée¹. Il m'a demandé ce que je voulais faire, et lui ai répondu que je voulais aller à Londres. Il m'a dit « mais tu vas faire la guerre ! Tu risques de mourir ! ». Je lui ai dit que c'était un risque à prendre et que, de toutes façons, « si je mourais, je ne viendrais pas te le demander... ». Plaisanterie de gamin... Toujours est-il qu'il m'a signé mon autorisation.

Je suis parti de Bordeaux en train pour aller à Dax. J'avais trouvé dans un bouquin le nom d'un patelin dans les Landes, Saint-Sever, tout proche de la Ligne de démarcation. Je pensais pouvoir trouver un chemin

1 : La majorité étant à 21 ans à l'époque, Maurice est mineur et doit donc obtenir l'autorisation de son père pour s'engager (NDLR)



me permettant de la passer. C'était un départ à l'aventure !

J'ai fait comme je l'avais prévu : à Dax, je pris la route vers Saint-Sever... sur laquelle je rencontre deux Allemands ! L'un avait un chien, l'autre un fusil. Ils me demandent où je vais. Je leur réponds avec aplomb que vais à Saint-Sever, dans la famille, pour faire les foins pour nourrir les bêtes. Qu'ils m'aient cru ou pas, ils m'ont laissé passer, sans même vérifier mes papiers.

Une fois hors de vue, j'ai couru de l'autre côté de la route, ai franchi les barbelés qui n'étaient pas très haut et me suis ainsi retrouvé en « Zone libre ».

Je me suis arrêté dans une gendarmerie, où j'ai demandé à m'engager dans l'armée. On m'a orienté vers Pau, où je me suis rendu. J'avais dans cette ville un petit cousin, commandant de l'autre guerre, qui faisait le « gratte-papier ». Je lui ai annoncé que j'avais décidé de m'engager, mais que faute de place dans l'armée d'Armistice j'avais choisi les Colonies, le RICM². « Tu vas être Marsouin ! »³ m'a-t-il dit, lui qui, à la différence de moi, connaissait les traditions militaires.

Je suis passé au conseil de révision, mais ils ont estimé que je ne pouvais être pris et que je devais subir une petite intervention chirurgicale. Je suis allé à l'hôpital où j'ai expliqué que je devais être opéré pour pouvoir entrer dans l'armée. On m'a accepté et opéré. Durant mon hospitalisation, des Allemands ont visité l'établissement : la Commission d'Armistice ! Comme j'avais franchi la Ligne de démarcation illégalement, les Sœurs qui tenaient la maison m'ont planqué dans le grenier, pour le cas où ils auraient recherché les gars comme moi.



Le paquebot La Martinière

Dès ma sortie de l'hôpital, je me suis présenté à la caserne. On m'a dit « Mais vous en voulez, vous ! ». On m'a affecté à Rabat, au RICM, avec passage à Marseille. J'ai pris le train, je suis passé au camp Sainte Marthe où j'ai signé mon engagement. On m'a demandé si je prenais 4 ou 5 ans. Je me suis dit, au train où vont les choses, il faudra bien 5 ans pour sortir les Allemands ! J'ai signé pour 5 ans. J'ai passé quelques jours à Marseille, où j'ai pu visiter la Canebière (que j'ai trouvée fort différente des Champs Elysées...), le Vieux Port, avant de m'embarquer sur le La Martinière, qui avait été précédemment utilisée pour emmener les forçats au bagne de Cayenne.

J'ai été débarqué à Oran avec cinq ou six camarades faits sur le bateau, affectés comme moi à Casablanca. Nous avons pris le train, les fameux wagons à bestiaux « 40 hommes, 8 chevaux (en long) ». Le voyage nous a pris...8 jours !⁴ Roulement à 30 km/h durant quelques minutes, arrêt, redémarrage... Nous avons alors tout le temps d'aller cueillir des figues lors des arrêts. Arrivé à « Casa », j'ai été affecté au 1^{er} bataillon à Rabat, envoyé faire mes classes à Mazagan durant environ six mois. J'ai ensuite fait le peloton de caporal, sans que je n'ai rien demandé. Là, on est parti en manœuvres, pour une marche d'épreuve de Casa vers Rabat.

Premier jour, 25 km, second jour, 50 km. Nous étions à Rabat. Troisième jour, retour vers Mazagan...100 km ! Avec 17 kg d'équipement, fusil, sac à dos... ! A la suite de cette marche, j'ai été nommé caporal. Et nous sommes allés fêter ça en ville... à pied ! Nous sommes rentrés vers 9h... et avons passé une bonne nuit de sommeil. Le lendemain, j'étais caporal, chef de chambre, avec 42 bonshommes. J'ai passé ensuite le stage de caporal-chef et changé de section, avec 12 gars sous mes ordres, toujours sans avoir rien demandé. Puis on m'a fait faire le stage de sous-officier, six mois à l'issue desquels j'ai été nommé sergent.

Quelques jours après mon arrivée à Rabat, c'est le débarquement des Américains ! Nous avons pris le contrôle de la ville, notre 1^{er} bataillon sous les ordres du colonel Magnan qui était pour les Américains, pour reprendre la guerre contre les Allemands, alors même qu'il y avait d'autres troupes sur place, une compagnie de chars équipée de chars Renault et des tirailleurs sénégalais. Nous attendions leur arrivée à Rabat-Salé. Nous avons bloqués Noguès dans sa villa... mais oublié de couper ses lignes téléphoniques !

Mais – erreur d'orientation ? – les Américains sont allés à Fédala, où ils sont tombés sur le 3^{ème} bataillon qui, lui, a fait le coup de feu. Les officiers avaient fait serment de fidélité à Pétain et ceux des 2^{ème} et 3^{ème} bataillons ont malheureusement honoré leur parole...

A la suite de notre attitude, nous avons été envoyés à Meknès afin de ne pas « contaminer » les autres troupes restées fidèles à Vichy et éviter les bagarres. Nous nous sommes bien entendus avec les légionnaires qui s'y trouvaient.

En janvier et février, nous sommes revenus à Casablanca pour être réarmés et rééquipés en matériel américain. Le RICM a été alors dissous, ses membres envoyés dans tous les corps pour en former les cadres.⁵

On m'a versé dans l'artillerie de DCA, au 40^{ème} groupe d'artillerie antiaérienne, équipé de 40mm Bofors, moi le fantassin qui ne connaissait rien aux canons. Il m'a fallu tout apprendre : manœuvre, entretien, étude des silhouettes d'avions, cela a demandé pas mal de temps. Nous sommes enfin partis de Casablanca pour Oujda, traversée de l'Algérie pour franchir la frontière tunisienne, tout en manoeuvrant, en s'entraînant. Arrivés à Bizerte, nous avons été embarqués.

2 : Régiment d'Infanterie Coloniale du Maroc

3 : Les soldats de l'infanterie coloniale, devenue ensuite « infanterie de marine », sont traditionnellement surnommés « Marsouins », probablement parce qu'à l'origine leur corps était embarqué, suivant ainsi les navires comme ces animaux marins. Ceux de l'artillerie sont appelés « Bigors »

4 : La distance entre les deux villes n'est que de 700 km environ !

5 : Le RICM sera reformé avec un personnel entièrement renouvelé et affecté à la 2^{ème} DB du général Leclerc où il se couvrira de gloire.

DERNIERE GUERRE MONDIALE



TD : *Quel matériel aviez-vous alors ?*

MN : Notre canon de 40mm Bofors, deux camions GMC dont un avec une génératrice pour alimenter le système de visée électrique, un camion de munitions. L'un était équipé d'une mitrailleuse de 12,7 à refroidissement à air, et nous avions une mitrailleuse à refroidissement à eau pour la défense antiaérienne rapprochée.



Canon Bofors de 40mm

Nous avons été débarqués à Naples. Les Allemands étaient encore en dessous du Rapido, sur la ligne Gustav. Nous nous sommes mis en position en face du secteur de Cassino, d'abord en défense du QG du général Juin à Venafro, puis plus près de Cassino, en première ligne. Un endroit pourri de mines.

Pour aller à notre position, nous avons fait rouler le camion en marche arrière pour faire sauter les mines éventuelles. Au retour, il est revenu sur ses traces, puis on a attelé le canon. Interdiction de marcher en dehors des marques ! Bien nous en a pris : en creusant la position, une pelletée de terre jetée au dessus du parapet a fait sauter une mine. Sans dommage pour nous, mais les types qui nous avaient précédés avaient eu des pertes, paraît-il. C'étaient des mines en bois, indétectables à la « poêle à frire », le détecteur de métaux.

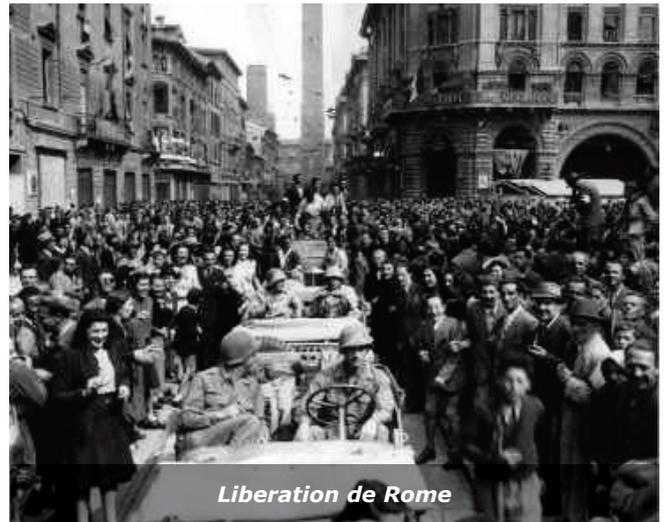
Nous avons du nous replier ensuite : nous étions trop près des lignes et nous avons souvent la « visite » de patrouilles allemandes. Nous sommes partis de nuit pour Sant'elia. C'est là que j'ai perdu 3 hommes... Nous subissions des tirs d'artillerie et avons garé un camion endommagé dans un chemin creux. Le chef de parc était venu à ma demande avec un mécano. Nous ressortions du trou, nous étions cinq, quand BOUM ! Mes quatre compagnons étaient à terre, et moi je n'avais rien. Immédiatement, nous avons demandé les secours. Mais deux étaient déjà morts. Mon mitrailleur, celui qui faisait la défense rapprochée était l'un des blessés. Il a été remplacé et nous a rejoint quand nous étions presque à Florence ! Il avait été bien touché...

TD : *Avez-vous vu des avions, durant votre campagne ?*

MN : A Venafro, au moment où nous prenions position, un Spitfire nous a survolé, sans nous alarmer, bien sûr. Puis, sans raison apparente, il a mitraillé notre colonne. Mon mitrailleur a ouvert le feu et il est parti salement amoché. Nous avons su ensuite qu'il s'agissait d'un néo-zélandais, mais, sur le coup, nous soupçonnions qu'il pouvait s'agir d'un Allemand utilisant un appareil de prise.

A Sant'elio, nous avons été attaqués par un Potez 51 allemand, seul, de face. Nous l'avons touché de plein fouet et abattu avec le canon!

Nous avons ensuite débordé Cassino et atteint Rome. Nous avons du dégager la place pour les Anglais, à qui le général Clark avait promis qu'ils seraient les premiers dans la ville. C'était trop tard, nous l'avions déjà prise, mais il a fallu leur laisser le passage ! Nous sommes entrés dans Rome le lendemain. Nous avons défilé devant Juin, Clark, Montgomery... et c'est là que j'ai vu que les Italiennes pouvaient être blondes ! Je les avais toujours imaginées brunes.. Elles nous acclamaient, sans que l'on comprenne pourquoi : nous ignorions qu'avec Badoglio ils avaient rejoint le camp des Alliés. Lorsque des prisonniers italiens nous criaient « Bravo ! Bravo ! », nous leur répondions « Bande de c... ! », on les enguirlandait, faute de connaître la raison de leur joie.



Liberation de Rome

Nous sommes ensuite remontés de ligne de défense allemande en ligne de défense. Nous étions en pointe, les Américains étaient à notre gauche, nous suivant sans grandes difficultés, mais les Anglais étaient toujours à la traîne de 5 km. Tant et si bien que notre front qui aurait du être de 15 km s'étirait sur 20, en coin !

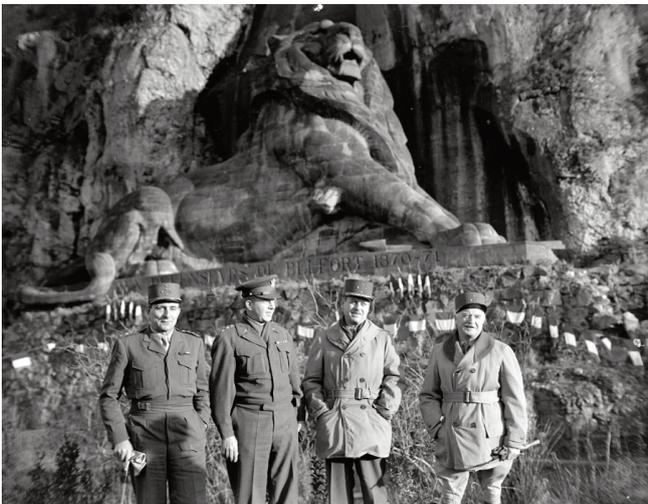
TD : *Pourquoi cette lenteur ?*

MN : Montgomery ! Il ne fallait jamais qu'il fasse comme les autres. On l'a vu en Normandie ensuite.

Nous avons atteint Sienne, une très belle ville, que nous avons encerclée (nous avons ordre de ne rien y casser). Nous avançons de 15 à 20 km par jour. Nous avons été relevés par des Indiens devant Florence, envoyés à Naples pour embarquer vers une destination inconnue, vers l'ouest. Nous avons réalisé que cela pouvait être la France quand le convoi a pris cap au nord. Nous avons débarqué à Toulon, que la 3^{ème} DIA avait déjà prise, sur des débarcadères improvisés à partir de planchers de bois posés sur des navires cou-



lés. Nous avons remonté la vallée du Rhône sans combattre, jusqu'à Lons-le-Saunier. Pour notre ravitaillement, il n'y avait pas d'autre moyen de transport que les camions, les Allemands ayant détruit les lignes de chemin de fer. Nous avons prêté un de nos deux camions pour former des compagnies de transport, comme toutes les unités. C'est à Lons-le-Saunier que nous l'avons récupéré, soulageant celui qui nous restait d'une partie de tout ce que nous y avions entassé, les pauvres gars voyageant jusque là en équilibre précaire sur notre tas de munitions, matériel et affaires personnelles. Nous sommes partis vers Belfort, où nous avons été acclamés. Nous avons pris position près du Lion, un emplacement déjà occupé par une batterie de DCA allemande abandonnée. J'en ai profité pour retaper un canon de 20 avec des pièces récupérées (j'étais breveté mitrailleuse) et il a été offert au Parc. Ça pouvait toujours servir.



De g à d : les généraux De Lattre, Devers, Bethouart et Montsabert devant le Lion de Belfort

ECPAD

Nous avons été envoyés dans les Vosges, à Sainte-Marie-aux-Mines. Nous étions à proximité d'une ferme où nous avons pris nos quartiers. Bien nous en a pris ! Il a commencé à neiger à gros flocons. « Les gros flocons, ça tient pas ». Tiens ! Il a fait -20 °, c'est descendu jusqu'à -29 °C ! Et nous n'étions pas équipés, nous étions gelés. La permanence à la garde du canon imposait ma présence, étant chef de pièce, et j'ai eu un commencement de pied gelé. J'ai immédiatement posé mes fesses, enlevé godasses et chaussettes et on m'a frotté les pieds.



Canon allemand de 20mm

C'était le début de la campagne d'Alsace. Nos actions ont été limitées. Nous avons eu une alerte avion avec un avion à réaction. C'était le premier que nous

voyions. Impossible de tourner la pièce et de le viser : il était trop rapide. Le calculateur n'était d'aucune aide.

TD : Avez-vous été utilisé en tir direct ?

MN : Nous l'avons été plus tard. Nos troupes étaient alors bloquées sur le Rhin et des tirs de mitrailleuses, venus probablement d'un clocher qui leur faisait face, les gênaient. Nous sommes intervenus. Un mignon clocher. Avec le 40 mm, nous l'avons pulvérisé. Le canon avait un tir très tendu. Nous avons visé en regardant la cible à travers l'âme, remontant légèrement pour tenir compte de la flèche des obus et tiré. A 120 cps/mn, 15, 20 coups ont suffi à faire tomber le « chapeau » du clocher et, peut-être, le gars qui était là.

J'ai alors été envoyé à l'école pour un stage, puis on m'a envoyé à Coetquidan (toujours sans que je n'ai rien demandé), dont je suis sorti sous-lieutenant. Je devais ensuite faire un stage de perfectionnement dans l'artillerie d'un an. Mais la guerre était finie. Mon contrat arrivait à terme. J'ai profité de la loi de dégage-ment des cadres de 1946 et réintégré la vie civile. Après plusieurs emplois, je suis entré brièvement à la Compagnie Générale des Eaux où j'ai rencontré ma femme, ici présente. Elle était tellement jeune que ses collègues l'avaient surnommée J3. Les tickets de rationnement dépendaient de l'âge et de l'état de la personne, J1, J2... et J3 pour les jeunes ! Nous sommes toujours ensemble.

Maurice Nave est Chevalier de la Légion d'Honneur, titulaire de la Croix de Guerre et de la Croix du Combattant. Il a reçu les médailles commémoratives des campagnes d'Italie et de France, Rhin et Danube, ainsi que l'Ordre National du Mérite.





Opération Lila, invasion allemande et sabordage de la Flotte

Par Philippe MASSE

L' AUTEUR



48 ans, natif de Saumur, préférant de loin les voyages en bateaux que les croisières sur la Loire navigue durant 17 ans dans la Marine Nationale. Actuellement cadre administratif au ministère de la défense Français. Breton d'adoption depuis 1982. Connus sur le net sous le pseudo Hilarion. N'aime pas les profiteurs et les cochons à trois pattes. Créateur avec Stéphane Délogu (juin 1944) et Alain le Lard (nicki le bousier) de l'association **Remember 39-45** qu'il préside. L'association est très proche du régiment des fusiliers Mont-Royal canadien et assure en outre la mémoire du régiment avec la stèle de Troteval en Normandie.

Actuellement cadre administratif au ministère de la défense Français. Breton d'adoption depuis 1982. Connus sur le net sous le pseudo Hilarion. N'aime pas les profiteurs et les cochons à trois pattes. Créateur avec Stéphane Délogu (juin 1944) et Alain le Lard (nicki le bousier) de l'association **Remember 39-45** qu'il préside. L'association est très proche du régiment des fusiliers Mont-Royal canadien et assure en outre la mémoire du régiment avec la stèle de Troteval en Normandie.

<http://www.remember39-45.org/news/news.php>

Evoquer l'opération TORCH sans parler de l'opération Lila et le sabordage de la Flotte le 27 novembre 1942 nous semble du même ordre que de nier que Mers el Kebir est l'une des conséquences de l'opération Catapult. Aujourd'hui encore, la situation et le sort de la flotte française nous laissent toujours dubitatifs et nous posent toujours les mêmes questions, soixante-dix ans après, sur ces deux points que sont Mers el Kebir et le sabordage de la flotte de Toulon. Ces deux événements sont toujours une plaie vive et ouverte chez les descendants des victimes du bombardement meurtrier du port algérien, tout comme l'est ce sabordage. Pour essayer de comprendre ce drame du 27 novembre 1942, il va nous falloir remonter deux ans en arrière, car le sort de la flotte s'est joué non pas le jour du sabordage, mais avec la rédaction de l'article 8 de la Convention d'armistice. Pour essayer de comprendre certains mécanismes, nous allons devoir prendre en considération les aspects politiques et militaires, ainsi que déterminer quels sont les enjeux de cette invasion de la zone libre pour

les Allemands. Bien sûr, notre propos ne saurait être impartial et, pour autant qu'on s'intéresse à la marine, le débat reste et restera ouvert.

Les origines du drame

Le départ de la Flotte des ports de l'Atlantique

Nous ne reviendrons pas sur les événements qui ont agité les ports de l'Atlantique en cette mi-juin 1940, mais force est de constater que le départ des bâtiments de guerre de notre Marine a été parfaitement orchestré. A leur arrivée dans les ports français, les Allemands ne vont trouver que des bateaux qui n'ont pu prendre la mer et ont pour certains été sabordés¹. Les autres ont fait route vers les ports de l'empire colonial de l'Atlantique, de la Méditerranée, voire les ports anglais.

Le 17 juin 1940 le maréchal Pétain annonce l'arrêt des combats et le 22 juin 1940 c'est la signature de l'Armistice dans la clairière de Rethondes. L'article 8 de la Convention d'armistice traite de la flotte française².

Il prévoit en outre que la flotte doit être rassemblée dans des ports qui sont encore à déterminer, mais il s'agira vraisemblablement du port d'attache des dits bâtiments. Le désarmement va se faire sous contrôle de l'Allemagne et de l'Italie. Or, le 22 juin 1940, Cherbourg, Brest et Lorient sont déjà occupés et aucun des ports de l'Empire Français n'est capable d'assurer ni le démantèlement, ni l'entretien lourd de la flotte. Néanmoins, il est stipulé que le gouvernement français peut en utiliser une partie laissée à sa disposition pour la sauvegarde des intérêts français dans l'empire colonial. A mon sens, deux mots sont particulièrement importants dans le contexte : *démobilisée et désarmée*. Un créateur de quiz ne verrait pas cette finesse de propos, mais si le sens du terme « démobilisée » est clair, le terme « désarmée » lui, présente une ambiguïté. En effet, les opérations de désarmement permettent aux bâtiments de conserver une capacité opérationnelle relative et d'être réarmés rapidement. Par ailleurs, cet article ne règle pas sur le fond la situation définitive de la flotte qui devra être traitée lors de la négociation du futur traité de paix.

1 : Sous-marin Ouessant à Brest

2 : « La flotte de guerre française - à l'exception de la partie qui est laissée à la disposition du Gouvernement français pour la sauvegarde des intérêts français dans son empire colonial - sera rassemblée dans des ports à déterminer et devra être démobilisée et désarmée sous le contrôle de l'Allemagne ou respectivement de l'Italie. La désignation de ces ports sera faite d'après les ports d'attache des navires en temps de paix. Le gouvernement allemand déclare solennellement au Gouvernement français qu'il n'a pas l'intention d'utiliser pendant la guerre, à ses propres fins, la flotte de guerre française stationnée dans les ports sous contrôle allemand, sauf les unités nécessaires à la surveillance des côtes et au dragage des mines. Il déclare, en outre, solennellement et formellement, qu'il n'a pas l'intention de formuler de revendications à l'égard de la flotte de guerre française lors de la conclusion de la paix ; exception faite de la partie de la flotte de guerre française à déterminer qui sera affectée à la sauvegarde des intérêts français dans l'empire colonial, toutes les unités de guerre se trouvant en dehors des eaux territoriales françaises devront être appelées en France »



Le 19 juin 1940, à Bordeaux, l'amiral Darlan, ministre de la marine et commandant en chef des forces navales depuis le 16 juin 1940, a donné au Premier Lord de l'amirauté Alexander et au Premier Lord de la Mer sa parole d'honneur³ que la flotte française ne tomberait pas en d'autres mains... Le 24 juin 1940 son message prévoit déjà, outre le fait de rallier les Etats Unis, les consignes d'auto destruction dans le cas où une menace n'aurait pas permis ce ralliement. ⁴

L'opération Dynamo, Mers el kebir, Dakar...

A ce niveau de la réflexion, nous ne ferons aucun procès d'intention sur les choix politiques qui vont être faits par le gouvernement de Winston Churchill et nous laisserons les historiens débattre sur les causes des batailles qui s'ensuivront. Mais, si l'on revient soixante-douze ans en arrière, nous constatons que la situation géopolitique internationale laisse la Grande Bretagne seule à combattre le IIIème Reich. Elle est dans une situation politique relativement instable du fait des Appeasers⁵. L'armée anglaise doit se reconstruire puisque la plupart de son armement est resté sur les plages du nord de la France à l'issue de l'opération Dynamo⁶. Churchill doit montrer au reste du monde, et notamment aux États-Unis, que la Grande Bretagne va se trouver être le dernier rempart du monde libre face au IIIème Reich. Or, le ravitaillement de la Grande-Bretagne est subordonné à la mise en place de convois. Les « loups »⁷ de l'amiral Doenitz sont déjà en Atlantique et la quatrième flotte mondiale risque de passer sous contrôle étranger.

L'amiral Darlan vient de faire un choix politique qui lui met un doigt dans l'engrenage de la future politique de collaboration. Ceci dit, et bien que l'anglophobie de l'Amiral Darlan soit réelle⁸, les deux marines n'ont ja-

mais autant collaboré ensemble : fermeture des accès de l'océan Atlantique lors de la chasse au Graff Spee, l'opération Dynamo, l'escorte de convois... La qua-



trième flotte du monde va être sacrifiée en ce début de juillet 1940 par divers événements qui pèseront lourds dans la balance des choix du mois de novembre 1942. Ce début juillet va voir la mise en place de l'opération Catapult dont l'une des phases va entraîner la destruction de la flotte à Mers el Kebir⁹, l'internement de la force X à Alexandrie et d'une partie des bâtiments présents en Grande Bretagne.

L'émotion suscitée en France, tant dans la population qu'aux niveaux politique et militaire, ne va pas œuvrer pour un rapprochement des marines anglaise et française. Un autre événement va modifier la donne politique avec la nomination de l'amiral Darlan au poste de président du Conseil de Vichy, puisque le 12 avril 1941, il succède à Pierre-Etienne Flandin.

L'amiral Darlan, un piètre homme politique

Bien qu'ayant fait des passages dans les cabinets politiques de Georges Leygues et d'Albert Sarraut, l'amiral Darlan n'a pas l'aisance et la finesse d'esprit qu'a pu avoir son père, avocat, lui-même Garde des sceaux dans le gouvernement Meline. C'est d'ailleurs la première fois qu'un marin accède à cette fonction. L'homme n'est pas un chef charismatique, nous pou-

3 : « *Quoi qu'il arrive et quelles que soient les circonstances, jamais nos bateaux de guerre ne seraient utilisés par d'autres que nous. Ils resteraient français ou seraient détruits.* »

4 : à AL OUEST
AL SUD - AL AFRIQUE
FNEO - ANTILLES
3^e Escadre
FORCE X - DNL
Marine TOULON
Marine BIZERTE
1245/24/6
chiffré secret
fil et radio.
N[°] 5143 - 5144 - 5145 de Amirauté Fr.

Clauses armistice vous sont notifiées en clair par ailleurs - stop - Je profite dernières communications que je peux transmettre en chiffré pour faire connaître ma pensée sur ce sujet :

PRIMO. - Les navires de guerre démobilisés doivent rester français avec pavillon français équipage réduit français séjournant port français métropolitain ou colonial.

SECUNDO. - Précautions secrètes de auto-sabotage doivent être prises pour que ennemi ou étranger s'emparant d'un bâtiment par force ne puisse s'en servir.

TERTIO. - Si commission armistice chargée interpréter texte décidait autrement que dans paragraphe PRIMO virgule au moment exécution cette décision nouvelle navires de guerre seraient sans nouvel ordre soit conduits ÉTATS-UNIS soit sabordés virgule s'il ne pouvait être fait autrement virgule pour les soustraire à ennemi - stop - En aucun cas ils ne devront être laissés intacts à ennemi.

QUARTO. - Navires ainsi réfugiés à l'étranger ne devront pas être utilisés à opérations guerre contre Allemagne ou Italie sans ordre du C.E.C. EMF - stop - XAVIER 377.

5 : Un groupe d'hommes politiques, dont le plus connu est sûrement Lord Halifax, qui se résoudraient à l'ouverture de négociations de paix avec le Reich, vu la situation quasi désespérée d'Albion.

6 : Le rembarquement des troupes Britanniques et Françaises encerclées à Dunkerque fin mai 40.

7 : Surnom des sous-marins allemands, donné à cause de leur couleur grise et leur tactique de chasse en meute.

8 : Anglophobie liée aux négociations d'entre-deux guerres, divergence sur l'emploi de la flotte pendant la drôle de guerre et surtout au camoufflet reçu lors de l'enterrement du roi Georges V, où le protocole a placé l'Amiral Darlan derrière des délégations comme celle du Siam... c'est à la suite de cet événement que l'on crée le titre d'Amiral de la flotte.

9 : François Delpla - La bataille de Mers El Kebir



vons dire que sans le désastre de 1940, jamais il n'aurait été nommé à ce poste. Mais, à cette époque, l'amiral Darlan bénéficie d'un traitement de faveur de la part des Allemands, puisqu'il est le seul à bénéficier d'un Ausweis, un laissez-passer lui permettant de séjourner en zone occupée. De plus, les Allemands ont été impressionnés par la résistance opposée par les troupes vichystes à Mers el Kébir et Dakar. Mais aussi assurés de l'anglophobie de l'amiral, les Allemands ont décidé de jouer la carte Darlan. Tout au long de cette période, la politique conduite par l'amiral est catastrophique. La signature des Protocoles de Paris, l'accord militaire franco-nippon et le retour du Dunkerque à Toulon sont autant de points qui le discréditent auprès des Alliés. Les Américains et les Anglais redoutent encore plus un emploi de la flotte française dans le cadre des opérations futures. Ses actions l'ont aussi discrédité en Allemagne, du fait de son refus de s'engager dans une politique de collaboration dans laquelle la France n'obtiendrait aucune contrepartie. Le 18 avril 1942, le maréchal Pétain, sous la pression du vainqueur, rappelle Pierre Laval aux affaires.



Gouvernement à Vichy
(1er rang de g d : Pétain, Darla, Laval)

Nonobstant ce retour, la politique de l'amiral Darlan a laissé derrière elle deux clans, le premier anglophile, prêt à rallier les Anglais (Weygand, Fenard, Marzin, Auphan) et le second germanophile, désirant s'engager avec le Reich (Darlan, Platon, de Laborde)¹⁰.

Malgré la politique de collaboration conduite par le gouvernement français, la Wehrmacht a étudié un plan d'occupation de la Zone libre dans sa directive 19, nommée opération Attila, signée par le Führer le 10 décembre 1940

La directive n 19. L'opération Attila

Si aux termes de la Convention d'armistice Adolf Hitler a déclaré solennellement qu'il ne va pas toucher à la flotte française pour s'en servir à ses fins propres, les archives allemandes et les procès-verbaux des conférences navales montrent que, dès le 10 décembre 1940, Hitler préparait l'invasion de la Zone libre.

Certes, à cette date, l'opération ne se fonde pas sur l'hypothèse de l'invasion de l'Afrique du Nord par les Alliés, mais à celle d'une réponse à une éventuelle révolte des soldats français en Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc) et en A.O.F. D'un point de vue technique, cette riposte allemande consiste en une rapide occupation de la Zone libre. Cette directive règle aussi le sort de la flotte française, puisque Adolf Hitler y montre une volonté de la sauvegarder en l'empêchant de prendre la mer avant de s'en emparer.

Cette directive N 19 prévoit la neutralisation des aérodromes, le désarmement de l'Armée d'armistice, l'occupation des ports. Il est rappelé que les préparatifs doivent être camouflés afin de ne pas alarmer les Français. Cette opération fera l'objet de plusieurs mises au point, notamment lors des conférences navales des 8 et 9 janvier et du 4 février 1941.   la conférence du 29 décembre 1941, Hitler paraît frappé du sentiment anti-anglais si heureusement existant chez les marins.

L'Histoire va décider autrement. Ce n'est pas dans le cadre d'une révolte des territoires que le IIIème Reich va déclencher l'invasion de la Zone libre mais à la suite de l'opération Torch. Cette opération est mal préparée, puisque les renseignements fournis par l'amiral Leahy, ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès du gouvernement de Vichy, sur l'état d'esprit des Français et ceux concernant l'Afrique du Nord recueillis par Robert Murphy, consul, sont erronés. Le débarquement va mener à de violents combats sur terre et sur mer qui vont peser sur la situation future de la flotte



Hitler prépare sa prochaine action

L'opération Torch

Conçue par le général Marshall, l'opération reçoit au départ le nom de Sledgehammer et constitue le prélude à Round'up et à Boléro, opérations visant au renforcement des forces américaines en Europe et à l'ouverture d'une nouvelle tête de pont sur le continent. La mise en place de l'opération finale « Torch » va être le fruit de nombreuses négociations entre les  tats-majors et il va falloir l'intervention du président



Roosevelt pour que cette dernière puisse voir le jour. Au moment des préparatifs, la situation politique française est assez complexe car, si Laval est bien président du Conseil, Darlan est, lui, commandant en chef des forces militaires sous les ordres directs du chef de l'Etat. Lors du débarquement, l'amiral se trouve à Alger¹⁰. La Tunisie, exclue du périmètre des opérations initiales, sert de base aérienne au profit du IIIème Reich. Elle ne sera libérée que plusieurs mois après le débarquement et au prix de pertes énormes.

La situation de la marine entre le débarquement allié et le début de l'opération Attila

Ces fautes des états-majors et des diplomates vont peser sur le sort de la flotte à Toulon puisque les navires français basés en Afrique du Nord vont riposter aux Alliés¹¹. Le bilan des pertes va être lourd, tant humain que matériel.¹² Dès le 8 novembre, l'amiral de Laborde donne l'ordre d'allumer les feux de l'escadre et attend l'ordre de Vichy d'appareiller et de prendre la direction de l'Afrique du nord, afin d'aller combattre les anglo américains. Le 9 novembre, trois amiraux participent à une réunion à Vichy sous la présidence de l'Amiral Auphan. Puis, l'amiral Négadelle, commandant l'escadre légère des forces de haute mer, appelle l'amiral Marzin, sous-chef d'état-major de la marine, pour lui proposer une action des contre-torpilleurs au large d'Alger.



Epaves du Primauguet (haut) de l'albatros (centre) et du Milan (bas) après l'opération Torch

C'est également sous l'aspect politique que le débarquement d'Afrique du Nord va jeter le trouble et mettre en première ligne l'amiral Darlan, présent à Alger

depuis le 3 novembre¹³. L'amiral est l'espoir de tout l'état-major Allié qui est persuadé que s'il ordonne à la flotte de Toulon de les rallier, cette dernière s'exécutera. Par ailleurs, il est le dauphin désigné du maréchal Pétain, ce que n'ignorent pas les Américains. Or la flotte est dans l'attente, l'amiral Marquis, préfet maritime, demande des instructions et souhaite connaître l'attitude que va adopter l'amiral Darlan.

La situation politique entre Alger et Vichy va offrir au monde entier un spectacle affligeant. Dans un premier temps, l'amiral Darlan décide d'organiser la résistance aux anglo-américains. Mais très vite, il négocie en secret directement avec les Américains pour éviter d'avoir affaire aux Anglais et au général Giraud. Dès le 8 novembre il autorise le général Juin à signer un cessez-le-feu à Alger avec le général Ryde.

Laval est convoqué par Adolf Hitler à Munich. Le Führer exige le libre accès aux aérodromes de Tunis et Constantine pour la Luftwaffe. Pendant son absence, le général Weygand et l'amiral Auphan vont tenter d'obtenir du Maréchal qu'il s'engage avec les Alliés. Tirailé entre Weygand et Auphan d'un côté et des fidèles du président Laval (Rochat, Platon, Bridoux) de l'autre, le Maréchal hésite¹⁴. Il paraît sur le point de reprendre le combat mais, au dernier moment, il maintient les ordres de résister aux Alliés, désavouant de fait l'amiral Darlan.

Pendant ce temps, l'armée allemande s'est mise en mouvement en zone occupée ce qui laisse supposer un coup de force imminent. Un PC clandestin, aménagé à la ferme de la Rapine à Lezoux, près de Vichy, a déclenché le dispositif d'alerte des divisions françaises, préparé par le général Verneau qui suit les événements. Au matin du 10 novembre, Vichy est informé que l'amiral Darlan a signé un accord concernant un cessez-le-feu pour l'ensemble du théâtre d'opération d'Afrique du nord.

Faire appareiller la flotte oui, mais pour aller où ? Et avec quelles conséquences ?

L'appareillage de la flotte de Toulon est une idée qui sublime encore tous les esprits, mais plusieurs questions restent en suspens. Pour commencer il aurait fallu un ordre !!! Et cet ordre, quel qu'il soit, aurait eu, dans tous les cas de figure, des conséquences politiques. Alger et Vichy offrent un spectacle pitoyable.

11 : Ordre du jour du 8 novembre de l'amiral Auphan aux forces navales :

Profitant de notre demi-désarmement et d'intelligences hypocritement concertées avec quelques égarés, les Anglo-Américains viennent d'attaquer cette nuit l'Afrique du Nord. En réponse au message américain qui l'informait a posteriori de cette agression, le Maréchal de France, chef de l'État, a répondu le seul langage de l'intérêt et de l'honneur français en concluant : « Nous sommes attaqués, nous nous défendrons. C'est l'ordre que je donne. »

Au nom de la Marine, je l'ai assuré que cet ordre serait exécuté jusqu'au bout.

Contre-Amiral AUPHAN,
secrétaire d'État à la Marine.

12 : Onze bâtiments de guerre français portés « coulés ou disparus », vingt-cinq - dont le Jean Bart - « incendiés, sabordés, hors de combat » ; l'Amirauté est sans nouvelles d'une dizaine de petits bâtiments de la flotte de guerre et d'une vingtaine de bateaux de la flotte auxiliaire ; sur l'ensemble des bâtiments stationnés dans les ports d'Alger, Oran et Casablanca, seuls trois sous-marins ont réussi à rallier Toulon. Quant à l'aéronautique navale, elle avait perdu, dès le premier jour, cinquante pour cent de ses forces pour la région d'Oran, et soixante-quinze pour cent pour le Maroc. Enfin les pertes en vies humaines s'établissent comme suit tués : 751. Blessés : 5 531.

13 : Son fils vient de faire une attaque de poliomyélite.

14 : Cette phrase recueillie par l'amiral Auphan, résume assez bien la pensée du maréchal Pétain. « Si la guerre ne doit durer que trois mois, vous avez raison. Mais s'il y en a encore pour trois ans, qu'est-ce que nous deviendrons ? »



L'amiral Darlan qui a signé un accord avec le général Clark est désavoué par le maréchal Pétain. Les appels que lance l'amiral resteront lettres mortes. A l'occasion de son dernier message, il se verra opposé le refus du commandant du Dumont d'Urville à Nouméa de rallier les FNFL. Le maréchal Pétain est très indécis. Plusieurs fois, il a eu l'occasion de donner cet ordre, mais il ne le fait pas, de peur, dit-il, de probables représailles de l'occupant allemand à l'encontre de la France et de l'Etat français. Le président Laval est, lui, un ferme partisan de la Collaboration et il est inenvisageable qu'il donne un tel ordre. L'amiral Auphan n'a pas les épaules pour le faire. Même s'il essaie de se faire nommer vice-amiral d'escadre, il va néanmoins adresser un courrier à l'amiral Raeder¹⁵ pour tenter sauver la flotte. Pour sa part, l'amiral de Laborde va

faire prêter serment aux commandants des bâtiments de ne pas chercher à appareiller. L'amiral n'aurait jamais appareillé sans un ordre des autorités politique. Enfin, tous respectent profondément la devise de la Marine Nationale « Honneur et Patrie, Valeur et Discipline ». Même si le jour de l'invasion allemande de la Zone libre la flotte a allumé ses feux, les ordres du jour de l'amiral de Laborde¹⁶ sont sans équivoques, il faut obéir au Maréchal et, dans tous les cas de figure, la flotte ne tombera pas aux mains de la Kriegsmarine.

Si l'on prend l'hypothèse que la flotte puisse appareiller, il faut lui donner des directives. Trois sont possibles :

15 : Vichy, le 11 novembre 1942.

Le contre-amiral AUPHAN Secrétaire d'État à la Marine,
à Monsieur le Grand Amiral RAEDER.

Je n'ai pas l'honneur de vous connaître, mais nous sommes l'un et l'autre des militaires et des marins, ce qui est une introduction suffisante.

Vous êtes à la tête de la Marine allemande; comme moi maintenant à la tête de la Marine française, sous les ordres du Maréchal chef de l'État, commandant en chef des forces militaires.

Patriotes, l'un et l'autre, vous comprendrez certainement comme moi l'émotion qui étreint la Marine française dans les circonstances actuelles.

Fidèle aux engagements pris et à la parole donnée, la Marine française a combattu farouchement et sans la moindre défaillance ses agresseurs qui étaient vos ennemis et contre lesquels - je parle des Américains - elle n'avait aucune haine.

Elle l'a fait dans le respect de l'armistice, pour l'honneur.

Depuis Mers-el-Kébir et Dakar, une cinquantaine de bâtiments de guerre coulés ou avariés et des milliers de morts ou de blessés sont la rançon de cette fidélité.

Aujourd'hui, les fondements de l'armistice qui préservait l'indépendance de la Marine sont ébranlés.

Je vous demande instamment de tenir compte de notre passé depuis l'armistice pour que la Marine française soit respectée de même que l'indépendance du Maréchal, pour lequel la Marine s'est battue.

Il y a des choses que nous ne pouvons pas faire. Mais nous pouvons nous rencontrer sur les chemins de l'honneur et de la fidélité à nos patries respectives.

Je vous demande d'agréer, Monsieur le Grand Amiral, les assurances de ma haute considération.

Le contre-amiral AUPHAN, secrétaire d'État à la Marine, Chef d'état-major des Forces Maritimes.

Signé : AUPHAN.

16 : Bord, Strasbourg, Toulon, le 11 novembre 1942. FORCES DE HAUTE MER

ÉTAT-MAJOR

N° 169 E.M. 1.

ORDRE DU JOUR

Officiers et Équipages des Forces de Haute Mer,

Des événements d'une gravité exceptionnelle mettent à une épreuve encore plus rude notre Patrie, déjà si éprouvée ; ils rendent plus nécessaire que jamais l'union de tous les Français autour du Maréchal et votre fidélité sans défaillance au serment que vous lui avez fait.

Quoi qu'il arrive souvenez-vous que la dignité de votre tenue, votre calme, votre discipline, votre obéissance absolue aux ordres de vos chefs, qui, comme vous, ont fait le serment de suivre le Maréchal dans tout ce qu'il ordonnera, sont les seuls moyens de sauver l'honneur de la France et de son Pavillon.

Cet honneur est le dernier bien qu'il n'est au pouvoir de personne d'enlever à un grand peuple et qui lui permet, s'il sait le conserver, de survivre et de se relever après les plus grands désastres.

L'amiral DE LABORDE.

Commandant en chef les Forces de Haute Mer.

Signé : DE LABORDE.

Et un « Communiqué » : Bord, « Strasbourg », Toulon, le 11 novembre 1942.

FORCES DE HAUTE MER

ÉTAT-MAJOR

N° 170 E.M. 1.

COMMUNIQUÉ

À la suite des événements d'Afrique du Nord, le gouvernement allemand a notifié au Maréchal qu'il jugeait nécessaire pour la sécurité de l'Europe d'assurer lui-même la défense de nos côtes de France non occupée et de Corse, que les conditions de l'armistice ont laissées aussi peu défendues que l'étaient celles de l'Algérie.

À la suite de cette notification contre laquelle le Maréchal a protesté en tant que contraire aux conditions de l'armistice, les troupes allemandes ont franchi la ligne de démarcation et sont en marche pour occuper des positions de défense de nos côtes.

Le gouvernement allemand a déclaré officiellement qu'il ne faisait occuper provisoirement des positions de défense que dans un but strictement militaire.

Ceci n'implique d'emprise d'aucune sorte des autorités allemandes sur la flotte. Pour celle-ci, l'ordre plusieurs fois répété du Maréchal, avec lequel je suis toujours en liaison directe, est qu'elle ne doit tomber intacte aux mains d'aucun étranger. Cet ordre serait strictement appliqué s'il était nécessaire.

L'amiral DE LABORDE,

Commandant en chef les Forces de Haute Mer.

Signé : DE LABORDE.



- La première, rallier les Alliés. Cet acte politique aurait des conséquences importantes et signifierait que la France rentre dans la guerre.

- La seconde, rejoindre un port comme Dakar, en forçant le barrage des navires alliés, engendrant un rude combat naval, la maîtrise du ciel étant de leur côté.

- La troisième, l'internement de la flotte en Espagne. Mais cela risque de poser un double problème politique et militaire et risque de compromettre la neutralité espagnole.

Faire appareiller la flotte entre le 12 et le 25 novembre 1942 reste du domaine du possible, en sachant qu'il faut au minimum quatre heures pour qu'un bâtiment puisse produire suffisamment de vapeur pour se mouvoir, que le filet anti sous-marin soit retiré, et qu'on accepte des pertes du fait de la maîtrise aérienne Allemande. N'oublions pas que la flotte française a failli plusieurs fois aller attaquer une escadre Britannique annoncée mais restée virtuelle.

Le 11 novembre la zone libre est envahie

Deux heures du matin, une note germano-italienne annonce à l'Amiral Rochat l'envoi d'une force de l'Axe en Tunisie.

Deux heures plus tard, à Munich, Laval est réveillé par l'ambassadeur Abetz qui lui notifie la décision du Führer d'envahir la zone occupée.



Amiral Gabriel Auphan
(1894 - 1982)

A cinq heures trente du matin, un courrier d'Adolf Hitler informe le maréchal Pétain de l'occupation par la Wehrmacht de la zone libre.

Dès sept heures, Radio Paris diffuse un message du Führer qui annonce que l'armée allemande n'est pas l'ennemie de la France¹⁷ et qu'elle viole l'armistice de juin 1940 en réponse à l'opération Torch.

A six heures du matin, l'Amiral Auphan adresse un télégramme à l'amiral Marquis, préfet maritime, l'informant des points suivants :

- S'opposer, sans effusion de sang, à l'entrée des troupes étrangères dans les établissements, bases aériennes, ouvrages de la marine.

- S'opposer de même à l'entrée des troupes étrangères à bord des bâtiments de la flotte, et, par des né-

gociations locales, s'efforcer d'arriver à un accord.

- En cas d'impossibilité d'un tel accord, saborder les bâtiments.

Ce télégramme est lourd de conséquences, puisque l'amiral Guérin convoque à son bord l'ingénieur Rimattei et l'ingénieur du génie maritime Thivault, pour mettre en place le plan de sabotage préparé à la suite des télégrammes de l'amiral Darlan de juin 1940 à ce sujet.

A Vichy la matinée est très animée, le maréchal Pétain reste fidèle à sa ligne de conduite et préfère attendre le retour de Laval. Ce dernier arrive à 14h, la réunion du conseil des ministres de 17h30 est houleuse. Le président Laval refuse le départ du Maréchal vers l'Afrique du Nord ainsi que la suspension des hostilités avec les Alliés. A l'inverse, la coopération militaire avec l'Axe en Tunisie est confirmée. En métropole, les troupes françaises doivent rester dans leurs casernes¹⁸. Ce Conseil marque aussi, d'une certaine façon, la rupture politique entre les Français et leurs instances dirigeantes¹⁹.

Pendant ce temps, à Toulon, la flotte se met en ordre de bataille, on complète les approvisionnements en vivres, les quais sont animés et, pour les équipages, l'appareillage est imminent. On prend connaissance du second message de l'amiral Darlan mais, à 19 h, l'ordre est donné de mettre bas les feux. Sur plusieurs bâtiments des équipages manifestent.

Une grave crise politique va secouer le gouvernement Laval durant la période qui précède le sabotage. le 15 novembre 1942, ce dernier entend obtenir de ses ministres leur accord pour une déclaration de guerre à l'Amérique. Auphan, Gibrat, Barnaud démissionnent. L'amiral Auphan est remplacé par le héros de Dunkerque, l'amiral Abrial, le maréchal Pétain transfère tous ses pouvoirs à Laval.²⁰



Amiral Abrial
(1879 - 1962)

Toulon, le camp retranché

Alors que la Wehrmacht se déploie en zone libre, Toulon va devenir un camp retranché. Le 11 novembre l'amiral Marquis est réveillé par le lieutenant de vaisseau Von Ruault Frappart. Ce dernier lui présente le

17 : L'armée allemande ne vient pas en ennemie du peuple français ni en ennemie de ses soldats. Elle n'a qu'un seul but : repousser avec ses alliés toute tentative de débarquement anglo-américain.

18 : Seul le général de Lattre de Tassigny n'obéira pas à cet ordre

19 : Intervention du général Weygand à Laval :

- Vous avez quatre-vingt-quinze pour cent des Français contre votre politique.

Laval, cynique et souriant, se contente de répondre :

- Vous pouvez même dire quatre-vingt-dix-huit pour cent... Mais je ferai leur bonheur malgré eux !

20 : Acte constitutionnel n°12 du 18 novembre 1942.



télégramme d'Adolf Hitler²¹.

L'amiral Raeder a, par ailleurs, répondu à la lettre de l'Amiral Auphan²². Le général Weygand est arrêté le 12 novembre par les Allemands.

A Toulon, le commandement de l'amiral Marquis n'est que partiel. S'il commande l'arsenal, les écoles, les bâtiments dédiés à la défense de Toulon, les bâtiments en garde d'armistice, l'autre autorité qui a la mainmise sur le reste de la flotte est bien l'amiral Jean de Laborde.



Amiral Jean de Laborde
(1878 - 1977)

Von Ruault Frappat se dirige donc vers le Strasbourg pour obtenir l'accord de l'amiral de Laborde, qu'il obtient. Le 12 novembre, dans les salons du cuirassé Strasbourg, dix-neuf amiraux et commandants des forces de haute mer sont rassemblés pour écouter l'ordre du jour de l'amiral de Laborde²³. Ce dernier demande à tous les présents de lui donner leur parole d'honneur d'une obéissance totale afin de

tenir la parole donnée au Allemands. Dix-huit des dix-neuf présents donnent leur accord. L'amiral demande à tous ses subordonnés de faire la même chose avec leurs états-majors. Les réfractaires seront démis de leur commandement « sine-die ».

La défense terrestre de Toulon est confiée au colonel Humbert et à la 2ème demi-brigade de chasseurs. Il sera, comme les commandants Pothou et Du Garreau, jugé peu sûr et relevé de son commandement. Vingt bataillons, sous les ordres du général de division Hannotaux, prennent position dans le secteur de Toulon à partir du 14 novembre. Ils vont y rester quatre jours. Les Allemands demandent le 18 novembre le retrait des troupes terrestres et prononcent aussi l'interdiction de survol par l'aviation française. Le drame se noue. Le 23 novembre, l'amiral Abrial, en visite à Tou-

lon, fait part de l'inquiétude régnant dans le camp retranché. Pendant ce temps, du côté allemand, l'amiral Raeder s'est rendu à Toulon. Environ cinq cents marins de la Kriegsmarine auraient quitté le port de Brest en route pour Toulon et les stocks de munitions, notamment ceux de DCA, ont été augmentés. Le 25 novembre, l'amirauté note la disparition de tous les officiers de liaison de la Kriegsmarine. Le même jour, la base aérienne de Palyvestre à Hyères est investie par les Allemands.



Le cuirassé Strasbourg

L'opération Lila

A 3h30 le consul général d'Allemagne Krug von Nidda réveille le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, Charles Rochat, pour l'informer qu'il doit remettre une communication urgente au président Laval.

A 4h30, heure fixée pour le déclenchement de l'opération Lila, le président Laval reçoit deux lettres, une du Führer destinée au maréchal Pétain, l'autre d'Otto Abetz à son attention. La lettre du Führer précise que les amiraux et les généraux français ont failli à leur parole d'honneur et que ces derniers ont l'intention d'ouvrir aux anglo-saxons la route de la France, après celle de l'Afrique du Nord. En conséquence, il a donné l'ordre d'occuper le port de Toulon, d'empêcher le départ de la flotte et de la détruire en cas de résistance. Parallèlement, il ordonne la démobilisation de toute l'armée Française. (voir la lettre d'Abetz dont nous re-

21 : « L'amiral Marquis a prononcé une déclaration de loyauté et a demandé de confier au haut commandement de la Flotte française la défense de Toulon. Le Führer a donné suite à cette demande. Il doit être exigé du chef responsable du commandement de la flotte de Toulon une déclaration sur l'honneur de n'entreprendre aucune action dirigée contre les puissances de l'Axe, et de défendre de toutes ses forces Toulon contre des Anglo-Saxons et des Français ennemis du gouvernement. » Télégramme du Führer, n° 771 O.K.W. West. N 00420 h. 42 11 novembre 1942.

22 : « D'après la volonté du Führer, les troupes allemandes qui ont été envoyées à la côte méditerranéenne doivent, avec l'armée française, entreprendre la défense des frontières françaises contre les attaques ennemies. Jusqu'à présent, l'attitude de la marine française justifie ma conviction qu'elle ne se dérobera pas à cette tâche. La conduite des chefs de la marine française à Toulon, l'amiral Marquis et l'amiral de Laborde auxquels je vous prie de transmettre l'estime que je porte à leur déclaration, me confirme ainsi que votre lettre dans cette opinion. » C'est pourquoi il était possible de confier la défense de Toulon exclusivement à la Marine française...

23 : Bord, « Strasbourg s, Toulon, le 12 novembre 1942.

FORCES DE HAUTE MER confiée à la Marine, sans aucune subordination à un commandement étranger.

ÉTAT-MAJOR
ORDRE DU JOUR

Le gouvernement allemand a accepté que la place forte de Toulon ne soit pas occupée et que sa défense soit confiée au haut commandement de la Marine française. Il l'a fait sur la parole d'honneur donnée par l'amiral Marquis, préfet maritime, et par moi, en accord avec le Maréchal, que les forces placées sous nos ordres n'entreprendront aucune action dirigée contre les puissances de l'Axe, et défendront Toulon contre les Anglo-Saxons et les Français ennemis du gouvernement du Maréchal. Le territoire de la place forte de Toulon reste donc entièrement français et libre. Sa défense reste entièrement française et aucun étranger ne paraîtra à bord des forces de haute mer.

L'amiral DE LABORDE, commandant en chef des F. H. M.

J. DE LABORDE



prenons les termes ici)²⁴. Laval proteste et convoque un conseil de cabinet restreint.

D'un point de vue militaire, les forces de l'Hauser, commandant la division SS Das Reich, stationnées dans la région d'Aix Gemenos sont en alerte depuis quelques jours avec un préavis de mouvement à trente minutes. L'ordre du Führer est clair : s'emparer de la flotte française de Toulon intacte. L'utilisation future de cette flotte permettra aux Allemands de terminer victorieusement la guerre en quelques mois

Le chef de l'opération, Hauser, et son état-major sont réunis le 25 novembre à Aix en Provence au PC de la division. Participent à la réunion le général Von Funck, commandant la 7^{ème} Panzerdivision de la Wehrmacht, le colonel Fick, commandant le bataillon SS motorisé. La Kriegsmarine est représentée par l'amiral Wever qui rentre d'un entretien avec Adolf Hitler. Le général Sperrle, commandant la 3^{ème} Luftflotte, représente la Luftwaffe.

Le 26 novembre 1942, une nouvelle réunion se déroule à l'hôtel de Noailles à Marseille afin de régler les derniers détails techniques de l'opération.

Le 27 novembre 1942, à une heure du matin, les colonnes se mettent en route. L'opération s'articule en deux phases avec un décalage de quarante-cinq minutes.

Les objectifs des deux groupements partis de la région d'Aix vont être de déborder le camp retranché vers le

nord, d'entrer dans Toulon en venant de l'est selon un horaire contraint.

Le premier groupement (bataillons SS de la division Das Reich, régiment Langemark) doit occuper le PC de l'amiral Marquis, le capturer avec son état-major, isoler le fort Lamalgue et son système de transmissions pour empêcher l'alerte. Un des éléments blindés va pousser avec une batterie d'artillerie à la pointe sud de la pointe du Mourillon (pointe sud) pour bloquer de son feu la petite rade et la passe. Elle doit occuper l'arsenal du Mourillon en passant par la porte Nord, neutraliser la station radio, s'emparer des sous-marins amarrés.

Le second groupement (7^{ème} et 10^{ème} Panzerdivision) doit s'emparer de la presqu'île de Saint-Mandrier via Six-Fours. Il doit occuper la base aéronavale, y installer une batterie d'artillerie pour fermer la passe et la petite rade, s'emparer du PC du front de mer et occuper l'ensemble des ouvrages et des batteries. Au départ d'Ollioules et de Sanary, deux autres colonnes sont chargées de pénétrer dans l'arsenal principal par la porte Castigneau et de déboucher aux appointements Milhaud en venant de la pyrotechnie et de la porte du chemin de fer. Leur mission est de s'emparer des bâtiments, au besoin par la force, et d'empêcher toute tentative de destruction.

Du côté français tout est calme, l'amiral de Laborde rentre sur le Strasbourg vers 22h15, les amiraux Marquis et Dornon sont à leur PC, sur les bords, les équi-

24 : TRAIN SPÉCIAL WESTPHALIE 26-1142.

Au Président Laval Excellence,

Je vous communique ci-joint la copie d'une lettre du Führer au maréchal Pétain.

Comme Votre Excellence le voit par ces indications, une situation s'est produite qui oblige le Führer à une intervention immédiate dans l'intérêt de nos deux pays.

La ville et le port de Toulon n'ont pas été occupés à la demande formelle du gouvernement français et après que les amiraux français eurent donné leur parole d'honneur de défendre Toulon contre toute attaque anglo-américaine. Mais le gouvernement du Reich a été maintenant mis en possession de documents qui prouvent, de façon indiscutable, que les amiraux et officiers dirigeants de la flotte française à Toulon non seulement n'ont pas l'intention de défendre Toulon, mais qu'ils favorisent en secret un débarquement anglo-américain à Toulon et qu'ils veulent passer à l'adversaire au moment fixé. Des parties de l'armée et de l'aviation françaises sont également mêlées à ce nouveau complot fomenté par les ennemis éternels d'une compréhension franco-allemande.

Déjà les événements survenus en Afrique ont, par la trahison de toutes les personnalités françaises civiles et militaires, prouvé au maréchal Pétain que le gouvernement français n'était pas en mesure d'imposer aux autorités et aux éléments militaires placés sous ses ordres les conditions fixées dans l'armistice franco-allemand. Du fait de ces nouvelles machinations d'importants militaires français en France même, la confiance du Führer dans la parole d'honneur de tels éléments qui paraissent inébranlables dans leurs sentiments anti-allemands est complètement ébranlée (sic). Le Führer a donc donné maintenant l'ordre d'occuper aussitôt la ville et le port de Toulon ainsi que la Flotte française et de démobiliser les unités de l'armée et de l'aviation françaises qui sont en cause. J'espère fermement que toute effusion de sang pourra être évitée au cours de cette action, et que, de la part du gouvernement français, tous les ordres dans ce sens seront donnés. Si, au cours de cette action, des résistances se manifestent, elles seraient brisées par tous les moyens.

En faisant cette communication à Votre Excellence, je voudrais lui exprimer ma conviction que cette décision du Führer de nettoyer l'armée, la marine et l'aviation française une fois pour toutes de tous les éléments hostiles à un rapprochement franco-allemand s'effectuera en dernière analyse pour le bien de nos peuples. Un tel nettoyage était devenu indispensable depuis Montoire et surtout depuis les expériences faites au cours des dernières semaines. Il créera, je le crois avec certitude, désormais, la base nécessaire et solide pour ouvrir la voie à de nouveaux rapports entre nos deux pays pour créer cette vraie compréhension franco-allemande qui a toujours été souhaitée par le Führer et poursuivie depuis longtemps par vous-même et par moi. Dans ce sens, le Führer a décidé aussi maintenant de faire tout ce qui est en son pouvoir et de vous aider pour créer une force militaire absolument sûre pour le gouvernement français. Le gouvernement du Reich est d'autant plus intéressé qu'il est fermement décidé à lutter par tous les moyens contre tout essai de débarquement des forces américano-anglaises en Afrique et à combattre pour regagner l'empire colonial français. Il compte pour cela sur l'aide de l'armée française qui est à créer, et je suis persuadé que la fraternité d'armes créée par la lutte commune à venir qui sera ressentie par les soldats français et allemands inspirés du même esprit européen, contribuera plus que tout à servir de base à une amitié durable entre l'Allemagne et l'Italie d'une part et la France d'autre part.

Le Führer m'a chargé de vous remercier de votre lettre du 22 novembre. Le Führer a pris connaissance avec une vive satisfaction de la nouvelle que vous lui donnez suivant laquelle le gouvernement français a décidé de mettre à notre disposition tous les navires de commerce qui se trouvent dans les ports méditerranéens. Il vous remercie de cette décision.

En ce qui concerne votre désir d'avoir un nouvel entretien avec le Führer, je dois vous faire savoir que celui-ci se trouve actuellement sur le front de l'Est. Mais il m'a chargé de faire connaître à Votre Excellence qu'il vous recevrait volontiers bientôt à son quartier général, pour parler avec vous des questions soulevées par votre lettre. Je ne manquerai pas de vous faire savoir quand cet entretien pourra avoir lieu.



pages sont aux postes de veille à quai, l'école des pupilles de la marine a été évacuée vers 18h00 en direction de Cahors.

Dès 1h45, les Allemands progressent, les motocyclistes sectionnent les fils de transmissions, la surprise doit être totale. Les défenses françaises sont tournées face à la mer, prêtes à combattre un éventuel débarquement anglo-américain conformément à la parole donnée par les amiraux Marquis et Laborde. De tous les postes de gendarmerie attachés à la surveillance des accès à Toulon, seul le poste situé à la sortie est d'Ollioules va donner l'alerte. Les autres ont été pris par surprise, les transmissions coupées. Le poste de garde de la porte Castigneau informe la préfecture maritime des mouvements de troupes à 4h25, heure à laquelle les Allemands stationnent devant le fort Lamalgue. Or les Allemands vont commettre une erreur : les communications du fort Lamalgue ne sont pas interrompues. L'amiral Robin alerte l'amiral Dornon, major général, par la ligne filaire à 4h35. A 4h40 le Strasbourg est alerté, l'amiral de Laborde est réveillé cinq minutes après. Eberlué, il ne veut pas croire à l'attaque et c'est l'appel téléphonique à l'amiral Robin qui va le ramener à la réalité. Le branlebas est sonné à l'escadre des forces de haute mer à 4h55, les Allemands ont perdu tout effet de surprise. De plus, le capitaine de corvette le Nabec, officier de permanence du COMAR, a alerté le commandant du front de mer, le PC de la DCA, la flottille de patrouille, la défense littorale, la division métropolitaine de police et, juste avant que sa porte ne soit défoncée par les soldats Allemands, le Vème dépôt.

Sur le Strasbourg

La chaudière auxiliaire est allumée à 5h05 sur ordre de l'amiral de Laborde, la bordée tribord est rappelée au poste de veille DCA. Une certaine cacophonie règne à bord puisque l'amiral de Laborde refuse de prendre sous ses ordres l'amiral Dornon et lui intime de suppléer aux fonctions de l'amiral Marquis, préfet maritime prisonnier. Il lui indique qu'il prend les dispositions relatives à la mise en œuvre du sabotage. Le capitaine de frégate Saunois, appartenant à l'état-major des FHM, alerte dans les Directions, mais tous les bâtiments ne seront pas touchés par les messages en même temps.

Les croiseurs de la 1^{ère} escadre

Ils forment avec le Strasbourg l'ossature des forces de haute mer. Ils sont rapidement alertés. Sur l'Algérie, le vice-amiral Lacroix assure le commandement²⁵ de la première division et le contre-amiral Blehaut la troisième division²⁶. Sur l'Algérie, le branlebas est sonné moins de trois minutes après celui du Strasbourg. Il

est répercuté sur les autres croiseurs et sur la Marseillaise. L'amiral Blehaut est déjà au courant de l'en-



Le croiseur Algérie

trée des Allemands et des ordres de l'amiral de Laborde. Sur les bâtiments de la 1^{ère} division²⁷ et de la troisième division²⁸ les effectifs sont considérablement réduits du fait notamment du détachement d'une partie des équipages mis à la défense du camp retranché de Toulon et de la presqu'île de Saint Mandrier. Aux appointements de Milhaud cinq contre-torpilleurs sont alertés quasi immédiatement, de même que les bâtiments proches du Dupleix et du Jean de Vienne à la darse et au bassin de Missiessy, dont tous ne relè-



Le croiseur la Marseillaise

vent pas du périmètre de commandement de l'amiral de Laborde.

La 3^{ème} escadre légère

Treize bâtiments forment cette escadre de quatre divisions de contre-torpilleurs et une de torpilleurs, elle est commandée par le contre-amiral Négadelle²⁹. La flotte est assez dispersée : si la moitié se trouve au mouillage quai Noël, le reste est éparpillé dans l'arsenal. L'amiral prend connaissance des ordres de l'amiral de Laborde et les répercute quasi simultanément sur tous les bâtiments de la 3^{ème} escadre légère grâce à une procédure qu'il a lui-même mise en place³⁰. Pour ralentir les Allemands il fait relever le pont chinois qui relie la darse de la Missiessy au débouché de la passe de Castigneau (îlot du parc au charbon-quai des subsistances). Il ne reste plus qu'un pont de radeaux franchissant la passe de Missiessy.

25 : Les croiseurs de 10.000 tonnes : l'Algérie (C.V. Malouzu), le Colbert (C.V. Kraft) et le Dupleix (C.V. Moreau).

26 : Les croiseurs de 7.600 tonnes - la Marseillaise (C.V. Montrelay) et le Jean-de-Vienne (C.V. Mailloux)

27 : Effectifs présents : Algérie, 550 hommes, Dupleix 500 hommes, Colbert 700 hommes.

28 : Marseillaise et Jean-de-Vienne la moitié des effectifs

29 : Chef de division Contre torpilleur Volta

30 : Dispositif de transmission en deux temps :

a) pour les ordres importants et urgents.

b) par pli, planton ou embarcation, partant du Volta, du Tartu et de l'Adroit vers chacun des autres bâtiments répartis en trois groupes à l'avance, en tenant compte des postes de dispersion, pour que tous soient atteints au plus vite.



Les sous-marins du Mourillon

Si tous les bâtiments des forces de haute mer ont pratiquement donné l'alarme dans tout l'arsenal, les Allemands vont résoudre eux-mêmes cette question pour le secteur du Mourillon, puisque le plan prévoit une double action. Le commandant du groupement Est est chargé d'occuper le fort Lamalgue. Il doit aussi verrouiller par le sud le Mourillon en mettant en place une batterie et par le nord en occupant la darse où sont mouillés les sous-marins, ainsi que l'arsenal les entourant. A 4h50, les Allemands donnent l'assaut à la porte nord. Le chef de poste alerte le commandant du groupe des sous-marins, le capitaine de frégate Bary. Ce dernier donne l'alerte à coups de sifflet. Un fusil-mitrailleur contraint les Allemands à ralentir et permet aux équipages de rallier leurs bâtiments. Les commandants de sous-marins sont en train de lancer les machines et vont tenter de s'enfuir. L'Histoire retiendra leurs noms : les sous-marins Casabianca, capitaine de corvette l'Herminier, le Marsouin, Lieutenant de vaisseau Mine, l'Iris du capitaine de corvette Collomb³¹ et le Glorieux du capitaine de corvette Meynier³². Les procédures d'appareillage sont simplifiées au maximum. Le Casabianca ouvre le bal et appareille à 5h05.



Sous marin Le Glorieux

La division des écoles

L'alerte est donnée dans toute la partie est du port. Le capitaine de vaisseau Deglo de Besse, commandant du transport d'aéronefs Commandant Teste note les mouvements de troupes allemandes à 4 h 45 et l'appareillage des sous-marins. Sur le Provence, le branlebas n'est donné que vers 5h15 lorsque le chef d'état-major, le C.V. Renon, va recevoir un coup de téléphone du capitaine de vaisseau Clatin commandant de l'Océan. Ce dernier rend compte de l'arrivée des Allemands à Saint Mandrier.

La division métropolitaine de police et la 1^{ère} flottille de patrouille

Placés sous les ordres de l'amiral Marquis ces bâtiments sont affectés à des missions de surveillance des côtes, de dragage, des missions de patrouille. Alerté dès 4h50 par l'appel du commandant Le Nabec, la transmission des messages se fera avec de grands décalages puisque le commandant de la 145^{ème} SD ne sera prévenu que 1h45 après que les Allemands ont envahi le fort Lamalgue. Ce dernier n'est pas concerné par les dispositions de sabordage. Le commandant de

la division métropolitaine de police est prévenu à 4h50 et il relaie l'alerte aussitôt.

L'occupation de la Presqu'île de Saint-Mandrier

Le plan d'opérations prévoit la mise en place de batteries d'artillerie à la base aéronavale de Saint Mandrier. L'objectif est de fermer la passe et la rade en conjonction avec les batteries du Mourillon. L'opération va se dérouler parfaitement, nonobstant un léger retard. Les Allemands vont trouver sur la presqu'île des moyens de défense appréciables en matériel et en hommes (2 bataillons sous les ordres du capitaine de vaisseau Potel et du capitaine de frégate Rageot). Missionnés par l'amiral Marquis pour lutter contre un débarquement, ils ne s'opposeront pas aux forces allemandes arrivant par la route. Au cap Cepet, les batteries vont être détruites de justesse. A Saint Mandrier, les tubes sont amenés à pied d'œuvre à 5h05.³³ Pendant ce temps la Luftwaffe s'assure de la maîtrise du ciel dès 4h30. Sa mission principale est d'éclairer le ciel Toulonnais. On s'active aussi à la préfecture maritime de Toulon à détruire certains dossiers, dont notamment ceux des marins FNFL. L'amiral Marquis est conduit à Ollioules avec son état-major.

Les dés sont jetés

La première partie de l'opération Lila peut être considérée comme un succès puisque les objectifs ont été atteints dans les temps. Pour que celui-ci soit total, la seconde partie du plan repose sur l'efficacité et la célérité de la deuxième colonne. Elle entre dans Toulon par l'ouest à 5h15, celle partie de Sanary fonce en direction des appontements de Milhaud via la porte de chemin de fer et la pyrotechnie. L'autre, partie d'Ollioules, aborde l'arsenal par le nord (porte Castigneau, porte principale). A 5h20, les tanks sont en position devant les grilles. A bord du Strasbourg, l'amiral de Laborde donne l'ordre de prendre les dispositions finales, en commun accord avec l'amiral Dornon, après avoir appelé l'amiral Le Luc pour l'informer de sa décision. Les ordres sont de ne pas résister, mais de parlementer pour gagner du temps. En effet, saborder un bâtiment est une opération complexe qui demande du temps. Les dispositions sont prévues par l'ordre du 24 juin 1940 et ont fait l'objet d'une codification (plan de l'ingénieur Rimattei). Les pièces visées par le sabordage sont avant tout situées au sein de l'appareil propulsif, chaudière, réducteur, mais aussi au niveau de l'artillerie : canons, direction de tir. A la demande de l'amiral Abrial le sabordage s'effectuera sans chavirage, l'objectif est de pouvoir rapidement renflouer les bâtiments après la guerre³⁴. A cette heure, il reste à mettre en place les dispositions 2 et 3 du plan de sabordage, à savoir la prise en compte des dispositions finales et l'exécution du sabordage. A 5h 20 l'ordre est donné de passer aux dispositions finales. Le personnel est rapidement à poste et les premières destructions et démontages sont réalisés (destructions de collec-

31 : C'est l'officier en second le lieutenant de vaisseau Degé qui appareillera le commandant n'ayant pu rallier.

32 : Un cinquième sous-marin, le Vénus, lieutenant de vaisseau Crescant, appareille et se saborde dans la rade.

33 : 7 pièces de 77 mm, groupe de projecteurs et chars

34 : Ordre du 21 novembre 1942



teurs, démontage des coquilles de condenseurs..). Il faut environ quarante-cinq minutes pour terminer ces opérations. Sur les bords, les réactions sont immédiates à la 1^{ère} et à la 3^{ème} division. Un des commandants fait quand même remarquer que l'ordre de prendre les dispositions finales et l'ordre d'allumer les feux sont incompatibles et l'ordre d'éteindre les feux est donné quelques minutes plus tard. Il y a en effet urgence, il ne faut pas que les Allemands montent à bord avant que les opérations de sabotage soient réalisées.

Pendant ce temps, à Vichy, un conseil restreint se déroule sous la présidence de Laval. Cinq officiers généraux et plusieurs hauts fonctionnaires y participent³⁵. Laval brosse rapidement un tableau de la situation, puis il demande à Rochat de lire la lettre du Führer. L'arrivée de l'amiral Le Luc est l'occasion de faire un point grâce aux éléments fournis par l'amiral Dornon. Laval semble vouloir négocier, l'Amiral Le Luc adresse un message téléphonique en ce sens à Toulon³⁶. L'officier de garde de la Préfecture Maritime³⁷ rend compte que les bâtiments sont en train de se saborder. Entre 5h30 et 6h20, heure à laquelle les communications de l'arsenal seront coupées, l'ordre de Laval va prêter à confusion : le commandant Biseau transmet à l'amiral Dornon les instructions de Laval. La question de savoir comment l'on peut éviter tout incident est réelle. Le commandant Biseau se fait confirmer l'ordre par l'amiral Le Luc à 5h40. La transmission au Strasbourg du message ne sera jamais faite : l'amiral Dornon est arrêté. A Toulon, le sabotage est en train de s'accomplir.

La Flotte se saborde

L'amiral de Laborde a donné l'ordre à la flotte de se saborder à 5h30, après avoir été informé de l'entrée des chars par la porte Castigneau. Le message est lancé par l'émetteur OTC du Strasbourg et il est relayé par la signalisation optique de tête de mâât. L'état-major de l'amiral de Laborde se hâte de sortir les ordres écrits pour qu'ils soient portés à tous les commandants³⁸. Les commandants des divisions de croiseurs, les amiraux Lacroix, Blehaut, l'amiral Négadel sont alertés. Les bâtiments en gardiennage reçoivent l'ordre à 5h35 seulement. Nous pouvons considérer qu'à 5h40, la plupart des bâtiments ont reçu l'ordre de sabotage, mais nous noterons un certain flottement : des transmissions contradictoires entre le Strasbourg, la préfecture maritime, la 3^{ème} division de croiseurs font naître des hésitations. A la 1^{ère} division, l'amiral Lacroix décide de surseoir à l'exécution de l'ordre jusqu'à l'obtention d'un ordre écrit. Sur le Strasbourg, le commandant Seyeux est allé, en personne, se le faire confirmer par le commandant en chef.

Sur ce bâtiment, les chalumeaux des mécaniciens sont en œuvre depuis 5h05. A 5h45 les Allemands franchissent le mur d'enceinte de Milhaud en enfonçant les grilles avec des chars. Le Strasbourg ouvre le feu de la plage arrière, le commandant en second a donné l'ordre de tirer aux mitrailleuses. L'amiral de Laborde fait cesser le feu. Il faudra dix minutes pour voir les Allemands revenir sur le quai. Ce délai supplémentaire et le doute dans leur esprit permettent aux croiseurs amarrés aux appontements de Milhaud de rattraper le temps perdu et de compléter les opérations de sabotage. A 6h00, le Strasbourg cesse d'émettre, l'équipage sabordant les installations. Partout ou presque, c'est la désolation. A 6h10, le premier contact avec la Wehrmacht va se dérouler à bord du Provence. Les Allemands demandent à être conduits auprès de l'amiral Jarry. Ils lui demandent de faire évacuer le bâtiment par l'équipage. Pendant ce temps, le commandant a donné l'ordre de terminer le sabotage. Les Allemands sont surpris. Au même moment, ils demandent à l'amiral de Laborde de faire évacuer les marins et de laisser le bateau en état. Ce dernier répond que le bateau est coulé.

La situation est plus délicate pour les sous-marins en gardiennage dans la darse des sous-marins de Missiessy, les Caïman, Fresnel, Thétis, Naïade et Sirène sont coulés sur place. L'Aurore et l'Achéron également, mais quatre autres sont tombés intacts aux mains des Allemands³⁹. Au Mourillon, le sous-marin Diamant se saborde sur place. Si les Redoutable et Pascal se sabordent et coulent, le Poincaré, lui, est arrêté dans les manœuvres de remplissage par les Allemands.

Sur le Dupleix, les Allemands, faisant preuve de plus de zèle et d'efficacité dans l'action, arrêtent le noyage.



Les cinq contre-torpilleurs en gardiennage amarrés à Milhaud vont connaître des destinées différentes. Le Lion est à sec au bassin de Missiessy, le Mogador et le Valmy sont aux chantiers de la Seyne. Or, au lever du jour, deux superstructures sont toujours visibles, à flot, le Panthère et le Tigre. Le groupe des contre-torpilleurs en gardiennage qui est commandé par le ca-

35 : Amiral Platon, amiral Abrial, Général Bridoux, général Jannekein, général Campet. Jardel du cabinet civil. Manquent l'amiral Le Luc, et Guerard secrétaire général du gouvernement qui arriveront plus tard.

36 : Pour Al de Laborde ... Marquis de la part Pres. Laval -Éviter tout incident de la part Al. Abrial
« Évitez tout incident... Arrêtez les frais.»

37 : Enseigne de vaisseau Pieters

38 : Exécutez immédiatement sabotage de votre bâtiment Amiral de Laborde commandant en chef les F.H.M

39 : Les sous-marins Galaté, Eurydice, Espoir et Vengeur.



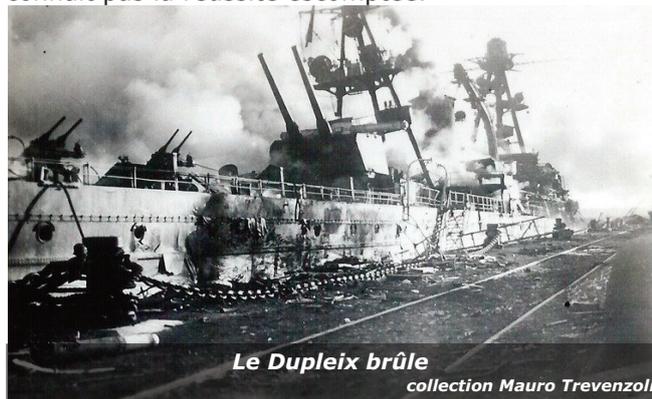
pitaine de vaisseau Braxmeyer est passé sous le commandement par intérim du capitaine de Frégate Quatreffages, qui commande le 2^{ème} sous-groupe. Le 1^{er} sous-groupe est commandé par le capitaine de corvette Huet⁴⁰, commandant le Tigre. Lui et son voisin, le capitaine de corvette Cumunel sur le Panthère ont cru jusqu'au dernier moment que l'agression de la flotte était une attaque anglo-saxonne !



Epave de l'Algérie

collection Mauro Trevenzoli

Au petit jour, c'est un spectacle de désolation qui s'offre aux Toulonnais et aux habitants de la presqu'île de Saint Mandrier. Entre 4h30 et 7h00 du matin, le sort de la flotte française a été scellé, la quatrième flotte du monde repose dans le port et l'opération Lila ne connaît pas la réussite escomptée.



Le Dupleix brûle

collection Mauro Trevenzoli

Dans la presqu'île de Saint Mandrier, 2800 hommes et 80 officiers sont internés au fort Napoléon. Les batteries ont pu être détruites à peu près partout, de Sarnary aux îles d'Hyères, avant l'occupation des ouvrages par les Allemands, sauf à la Cride et à la batterie 138, aux Sablettes, partiellement détruite. A la Seyne sur Mer, le Mogador, le Valmy et le Lansquenet sont sabordés dans les chantiers.

Le remorqueur Dardennes sera le dernier bâtiment à se saborder. C'est grâce à son action que les sous-marins ont pu s'enfuir.

A l'issue du Sabordage

Au PC Allemand d'Ollioules, les amiraux Dornon et

40 : Intérim

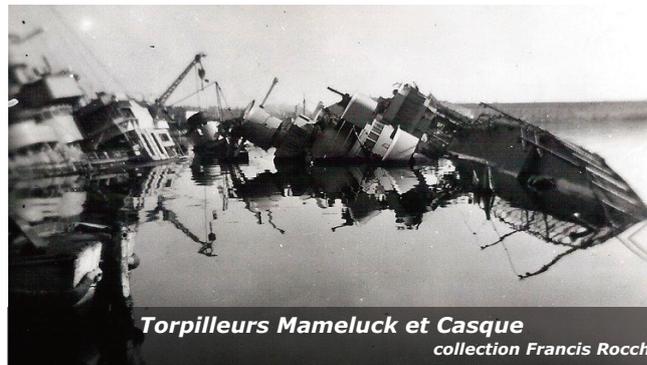
41 : Amiral Jarry « Vous avez manqué à votre parole. Nous avons promis de défendre Toulon et nous étions décidés à le faire. » A quoi il me réplique : « Je ne puis discuter ce point. Je ne fais qu'exécuter les ordres ».

42 : La conversation se déroule en allemand. Amiral, dit l'enseigne, le général vous enjoint de quitter le bord avec tous vos officiers.

L'amiral de Laborde lui répond :

- J'ai la parole d'honneur du chancelier, apportée par le lieutenant de vaisseau von Ruault-Frappart qui, assis dans ce fauteuil... ici-même..., a reçu la mienne. Je ne partirai que quand cet officier allemand - ou son chef, le capitaine de vaisseau Hoffmann -, seront venus m'expliquer pourquoi la parole du Führer n'a pas été tenue.
- Mais vos officiers, au moins, pourraient quitter le bord...
- Mes officiers font tous partie de mon état-major. Ils ne partiront qu'avec moi.

Jarry sont présentés au général commandant l'opération. Ils rejoignent les amiraux Lacroix, Blehaut, avant l'arrivée de l'amiral Négadelle. Les Français sont sous le choc et ont du mal à réaliser que les Allemands ont effectivement envahi le port de Toulon⁴¹. Les militaires allemands répondent qu'ils ont obéi aux ordres, que l'occupation de Toulon est avant tout une décision politique et qu'ils ne sont pas prisonniers mais seulement en garde à vue, le temps que les gouvernements aient réglés cette affaire.



Torpilleurs Mameluck et Casque

collection Francis Rocchi

8h30. Dans l'arsenal, les quais sont loin d'être évacués. Les équipages sont rassemblés et encadrés par les Allemands qui commencent à les conduire vers le Vème dépôt. A cet instant les soutes du Dupleix sautent dans un bruit effroyable. Hormis sur le Strasbourg, où l'amiral de Laborde est toujours présent avec une partie de son état-major, il n'y a plus personne.

Le dernier baroud d'honneur de l'amiral de Laborde

L'amiral de Laborde attend sur le bord. Il est décidé à ne quitter le bâtiment que sur ordre du gouvernement ou par la force. Une chaloupe allemande accoste à 9 heures au long du cuirassé. L'accès lui est interdit par les officiers présents. Cette dernière revient à 9h30, un enseigne demande à parler à l'amiral de Laborde et est introduit dans son bureau⁴². L'amiral refuse de quitter le bord et l'enseigne repart. C'est le début de



De Laborde attend sur le Strasbourg



ce qu'on va appeler « une sinistre plaisanterie ». Après la visite d'un second officier allemand, le capitaine de vaisseau Montrelay explique la mission pour lequel il est là, à savoir transmettre l'injonction du général allemand à l'amiral de quitter le bord. La réponse de ce dernier est claire : il veut qu'on lui donne une explication satisfaisante sur ce qui est arrivé⁴³ et la raison pour laquelle les allemands n'ont pas respecté leur parole.

Pendant ce temps, alors que sur les quais et sur les apontements les bâtiments brûlent encore et que des explosions se succèdent, des bruits se propagent parmi les équipages qui attendent d'être conduits au Vème dépôt, sur l'arrivée de trains en gare de Toulon pour les conduire en Allemagne, sur les repréailles des Allemands contre leurs familles. Les marins alsaciens, quant à eux, ont peur d'être intégrés de force dans l'armée allemande. Les hommes deviennent indociles, ils traînent, ils suggèrent des itinéraires fantaisistes. Beaucoup quittent les colonnes et s'enfuient dans Toulon et sa région. En fait, les Allemands ne souhaitent pas les emprisonner et les fuyards finiront par retourner au Vème dépôt pour être placés en permissions ou démobilisés. Le départ des midships marquera la ville de Toulon, puisque les élèves vont quitter le fort Lamalgue en voiture, les convois traversant une foule qui les applaudit, tout comme les marins prisonniers suivant le même itinéraire. Ces derniers chantant la Marseillaise et punctuant chaque couplet par « Vive Darlan ! ».



Epaves de croiseurs

L'amiral de Laborde continue sa « résistance ». L'affaire finit par prendre une tournure politique, puisqu'un message du maréchal Pétain diffusé de Vichy en clair et sur ondes courtes intime à l'amiral l'ordre de quitter son bâtiment⁴⁴. L'Obergruppenfuhrer Hauser, informé des trois médiations effectuées auprès de l'amiral, a demandé l'intervention de la délégation militaire allemande à Vichy pour régler cette

affaire, laissant présager que l'amiral se fera « hara kiri » en se faisant sauter. Ce message est intercepté par le centre de transmissions de la préfecture maritime d'Alger. Il est transmis à l'amiral Moreau, préfet maritime, qui le porte à l'amiral Darlan. Tous deux s'interrogent sur le fond du message. Ils conviennent d'informer l'amiral anglais Cunningham : ils pensent qu'une partie de la flotte a pu s'échapper. L'amiral anglais lance une reconnaissance aérienne sur Toulon et donne l'ordre à l'escadre navigant à l'ouest de la Sardaigne de faire route au nord. L'amiral Darlan envoie un message⁴⁵ à la flotte de Toulon, mais, à ce moment là, la flotte n'est plus qu'un tas de ruines. La nouvelle du sabotage ne va toucher l'homme de la rue que dans la soirée par l'écoute des bulletins d'informations radiodiffusés. Mais si les alliés sont encore dans le flou de ce qui s'est réellement passé, le ministre des affaires étrangères italien, le comte Ciano, ne l'apprendra qu'à midi à l'occasion d'une communication téléphonique avec Cavallero. Il voit en ce sabotage une puissance navale qui disparaît de la Méditerranée pour de nombreuses années, ce qui renforce la marine italienne. Les Allemands ont en effet laissé de côté leur allié italien lors de l'organisation de l'opération Lila. Mussolini n'est informé des décisions prises qu'au même moment que Laval. L'attitude de l'Allemagne sur cette affaire envers son allié italien va générer une attention passionnée dans toutes les chancelleries.



«... à ce moment là, la flotte n'est plus qu'un tas de ruines...»

Sur le Strasbourg, l'amiral de Laborde continue de refuser de débarquer. A 14 heures, les Allemands font une nouvelle tentative, mais l'amiral reste sourd et rappelle à son interlocuteur qu'il ne s'en ira que sur ordre du maréchal Pétain. Une heure après, de nouveaux négociateurs arrivent. Ils ont avec eux le fameux message transmis à 12h00 intimant à l'amiral de quitter le bord⁴⁶. Or ce message provient du général Feldmarshall Von Rundstedt et est en allemand !

43 : Montrelay, dit l'amiral de Laborde, a écrit cela au crayon sur deux cartes de visite. Il en prend deux autres pour écrire ma réponse qui est exactement ce que j'avais dit aux deux premiers officiers, c'est-à-dire que je suis là sous la parole du Führer que les Forces de Haute Mer ne seront pas touchées, et que je ne quitterai le bord que quand le lieutenant de vaisseau Frappart, porteur de cette parole, ou son chef le capitaine de vaisseau Hoffmann m'auront donné une explication satisfaisante de ce qui s'est passé.

44 : Pour amiral de Laborde : J'apprends que votre bateau coule. Je vous donne l'ordre de le quitter. Philippe PÉTAÏN.

45 : De P.M. 4^e Région à amiral F.H.M.

Une fois de plus, les Allemands manquent à leur parole et occupent Toulon ; j'invite les F.H.M. à sortir et à rallier Oran où elles seront reçues en amies par les forces alliées. François DARLAN. Xavier. 15.27-27.11.

46 : KPS. H. Qu., den 27.11.1942. 13.10 Uhr.

Folgender Fernspruch des Marschall Pétain an Admiral de Laborde wurde soeben von General feldmarschall von Rundstedt übermittelt, da Marschall Pétain nach Toulon keine Fernsprechverbindung erhält :

Anfahre soeben, dass Ihr Schiff sinkt. Ich befehle Ihnen, unverzüglich von Bord zu gehen. PÉTAÏN.

Für die Richtigkeit : Der Chef des Generalstabes.



L'amiral de Laborde doute encore. Une heure encore et un colonel des transmissions vient tenter de rétablir la ligne téléphonique. Mais elle est coupée dans l'arsenal....

A 19h, nouvelle tentative, le commandant de Maupéou, chef du cabinet civil de l'amiral Marquis descend d'une voiture. Il informe le têtue marin que l'amiral Marquis est de retour à Toulon et que son attitude nuit aux négociations. Il rappelle la teneur du message du Maréchal. L'amiral de Laborde ne s'en laisse pas conter et conteste toujours la validité de l'ordre. Néanmoins, pour confirmer sa véracité, il envoie l'amiral Guerin à la préfecture maritime. Le téléphone est réparé vers 20h et l'amiral Marquis confirme le message avant le retour de l'amiral Guerin. L'amiral de Laborde, enfin convaincu, refuse tout de même de quitter le bord et demande qu'un officier allemand vienne le chercher, de peur d'être arrêté à l'extérieur. L'amiral Guerin revient, confirmant à nouveau le message du maréchal Pétain. A 20h, un groupe d'allemands monte à bord, armés jusqu'aux dents, l'amiral accepte de quitter le bord. Il va soigner sa sortie en quittant le bord en vedette.

Le bilan du sabordage

235 028 tonnes sont sabordées et coulées. La liste rédigée par l'historien Jean Jacques Antier offre la synthèse suivante :

3 cuirassés, 7 croiseurs, 15 contre-torpilleurs, 13 torpilleurs, 6 avisos, 12 sous-marins, 9 patrouilleurs et dragueurs, 19 bâtiments de servitude, 1 bâtiment école, 28 remorqueurs, 4 docks de levage.

Trente-neuf bâtiments ont été capturés à flot, la plupart sont des unités de petit tonnage plus ou moins endommagés, voire désarmés et qui n'ont pu être sabordés. Trois contre-torpilleurs : Lion, Panthère, Tigre ; deux torpilleurs : Trombe et Bison ; les sous-marins Espoir, Eurydice, Galatée et Vengeur, douze patrouilleurs, trois pétroliers : Firuz, Garonne, Desprez, six dragueurs, cinq navires auxiliaires et quelques bâtiments de servitude.

Le nombre des victimes est, quant à lui, réduit, si l'on tient compte des effectifs en cause, 26 700 hommes. Dans son rapport, l'amiral Marquis signale six morts et vingt-six blessés légers⁴⁷ auxquels il convient d'ajouter six autres morts, deux à Malbousquet et quatre à la batterie de DCA de la grande jetée.

L'amiral Marquis va demander à être relevé de son commandement, l'amiral de Laborde se verra glorifié de deux satisfecit, l'un du maréchal Pétain et l'autre de Mussolini, transmis par l'intermédiaire de l'amiral Di Feo.

Les pertes allemandes sont évaluées à un mort et deux blessés.

Que s'est-il passé après le sabordage ?

Le 27 novembre, tout est terminé et le 28 le capitaine de vaisseau Gumprich prend le commandement de « Marine Toulon ». Le 14 décembre 1942, les troupes de l'Obergruppenführer Hausser sont relevées par la 4^{ème} armée Italienne du général Tabellin.

Le 3 décembre 1942, les Allemands avisent l'amiral Danbé, représentant de la marine à Toulon, que tous les navires sont saisis⁴⁸. Le gouvernement proteste en invoquant l'article 8 de la Convention d'Armistice.

Sitôt la décision notifiée, les contre-torpilleurs Lion, Panthère, Tigre, les torpilleurs Trombe et Bison, les sous-marins Espoir, Eurydice, Galatée et Vengeur sont emmenés au port de la Spézia. Les Allemands, quant à eux ne récupèrent que les patrouilleurs.

Les Italiens vont renflouer les épaves des croiseurs *Jean de Vienne* et *La Galissonnière*. Ils sont rebaptisés FR11 et FR12.

Le 5 octobre 1944, les amiraux Abrial, Auphan, Bléhaut, de Laborde, le Luc et Marquis sont révoqués par le commissaire à la marine Louis Jacquinot. Il manque à cette liste trois amiraux, l'amiral Darlan, assassiné à Alger le 24 décembre 1942, l'amiral Négadelle, tué à Brest le 25 août 1944 par un obus américain, l'amiral Platon, fusillé par des maquisards de Dordogne.

En 1946, l'amiral Marquis est condamné à cinq ans de prison et à l'indignité nationale. Il est gracié en 1950 et amnistié en 1955. L'amiral Abrial est condamné à dix ans de travaux forcés. Il est gracié en 1950 et amnistié en 1954. L'amiral Blehaut est condamné par contumace à dix ans de prison, le jugement est révisé en 1955 et il est acquitté. L'amiral Auphan est condamné par contumace à la réclusion perpétuelle aux travaux forcés, l'indignité nationale, la confiscation de ses biens. L'amiral le Luc reçoit la même peine que l'amiral Blehaut. Elle est réduite à deux ans en 1950 et il est amnistié en 1951.

Le 27 mars 1947 comparait devant la Cour l'amiral de Laborde : il est condamné à mort, à l'indignité nationale, à la dégradation nationale à vie, à la confiscation de ses biens. Il est gracié par le président Auriol, sa peine de prison ramenée à quinze ans de prison. Il va effectuer six ans de détention à Clairvaux avant d'être amnistié en 1959.

Ressources documentaires

Le rédacteur tient à préciser que l'ensemble des notes de bas de page provient de :

La marine française et la guerre 1939-1945, Philippe Masson, Tallandier, 2000

La flotte se saborde Toulon 1942, Jean Jacques Antier, Presse de la cité, 1992

www.beaucoudray.free.fr/toulon.htm

47 : LV Dominique Fay Strasbourg, SM Godfrein DCA Fort Gambin, M Auffret Algerie, MLOT Bouchinot Provence, MLOT Jamet Front de mer, apprenti mécanicien Laurent Provence.

48 : Le tonnage sabordé est évalué à 237 000 tonnes. Attribution à l'Italie 212 500t, Allemagne 24 500t



Le groupe Elie à Brest - CND

Par Germaine STEPHAN

L'AUTEUR



Doyenne de l'équipe de Dernière guerre mondiale, engagée volontaire pour la durée de la guerre dans l'Armée de la Libération, Germaine a rejoint les AFAT en 1944, elle avait à peine 18 ans. Elle tapait les compte-rendus d'interrogatoires de prisonniers allemands sur une machine à écrire confisquée à la Wehrmacht. Aujourd'hui, c'est le clavier de son PC qu'elle utilise pour communiquer avec le monde entier et veiller au respect de l'orthographe et de la grammaire dans notre magazine

Le nom de la Confrérie Notre-Dame est bien connu comme le tout premier réseau de résistance à l'envahisseur pendant la guerre de 1939-1945. Mais en connaît-on l'origine ?

Quand les Allemands atteignirent Brest le 18 juin 1940, tout ce qui pouvait flotter appareilla (une soixantaine de navires de guerre de toutes sortes et autant de navires de commerce), emportant non seulement les militaires français et britanniques, mais aussi bon nombre de civils, parmi lesquels se trouvait mon frère Louis Stéphan, âgé de 20 ans. Ils pensaient rejoindre l'Angleterre, mais certains navires furent détournés, pour des raisons de logistique, vers le Maroc. Mon frère, embarqué sur le Marrakech, se retrouva, avec des camarades, sur les quais de Casablanca. Là, ils furent pris en charge par un groupe (sans doute correspondants de Londres) qui leur proposa de rentrer en France et de contribuer à la formation d'un mouvement de résistance à l'ennemi.

Mon frère et certains de ses camarades rejoignirent Brest dans les jours suivants, et il fut embauché à la Pyrotechnie de Saint-Nicolas près de Brest. Notre frère Paul âgé de 16 ans, démobilisé de l'Armée de l'Air, le suivit dans ce poste.

Naissance du réseau

En août 1940 Louis Elie, 35 ans, entrepreneur de transports brestois, avait écouté un discours du Général De Gaulle « ...Il est nécessaire de grouper, partout où cela se peut, une force française aussi grande que possible... J'invite tous les Français qui veulent rester libres à m'écouter et à me suivre... ». Il prit aussitôt la décision d'organiser un groupe. Il fut le premier, certainement à Brest, et dans tout le Finistère, et peut-être dans toute la France. Il n'avait aucune formation dans le renseignement ni même dans l'organisation d'un mouvement quelconque, mais le sentiment de révolte et le refus de la défaite l'incitaient à l'action.

Il commença par recruter, parmi ses amis, des hommes capables. Voici les noms de ces premières recrues toutes brestoises :

Georges BERNARD, 20 ans, journaliste à « L'Ouest-Eclair »

Louis STEPHAN, 20 ans, ouvrier à la Pyrotechnie de Saint-Nicolas

Henri AUFFRET, 30 ans, employé de la ville comme fossoyeur et tenancier du café « Le Bar des Ouvriers »

Lucien GOUEZ, 26 ans, mécanicien au Garage Citroën

Jean PRONOST, 37 ans, électricien à l'arsenal

Joseph PRIGENT, 22 ans, ajusteur-armurier à l'arsenal

Albert MULLER, 20 ans, électricien à l'arsenal

René GOURVENNEC, 27 ans, électricien à la Marine Nationale

François QUEMENER, chef d'équipe à l'arsenal

René ISTIN, 20 ans, étudiant

Victor GOURMELON, 22 ans, employé commercial.



Louis Stephan

Louis Elie leur confia la mission de recruter, chacun de son côté, des partisans sûrs. Ils firent tant et si bien qu'à la fin août, le mouvement comptait déjà un millier de volontaires. Elie se rendait compte qu'il ne possédait pas la formation nécessaire pour les instruire et les encadrer. Après quelques déceptions, il trouva René DROUIN, capitaine de réserve, chevalier de la Légion d'Honneur, ingénieur de Travaux Publics, ses deux fils étaient déjà dans les Forces Françaises Libres, et c'est avec enthousiasme qu'il accepta ce poste



de confiance. Deux caractères différents, complémentaires, l'un fougueux, audacieux, l'autre calme, réfléchi.

Organisation du réseau

Louis Elie comprit vite qu'il fallait chercher un moyen de contacter les membres du groupe pour organiser des réunions.

Pas question d'aller chez l'un ou chez l'autre, trop dangereux d'attirer l'attention. Par contre, leur présence dans un café n'avait rien d'anormal, réunions amicales, préparations de rencontres sportives etc.... Pas question non plus d'utiliser le café d'Henri Auffret, il fallait chercher ailleurs. Le hasard lui fit rencontrer un ami qui le convia au « Café-Tabac de la Place », rue Navarin, tenu par Madame Gauvard connue comme sympathisante. Il y avait aussi une petite salle discrète propice à des réunions. M. et Mme Gauvard furent emballés à l'idée d'aider les premiers résistants brestoises, et M. Georges Gauvard s'enrôla de suite dans le groupe.

Presque chaque soir, des réunions allaient se tenir dans ce café. Les participants y apportaient les renseignements sur l'occupant qu'ils avaient recueillis dans la journée. Toute la marche du réseau était organisée et cela dès la mi-septembre 1940.

Il fallait des armes. D'abord trouver un endroit pour les stocker. Louis Elie fit appel à son associée, Alice Abarnou, qui possédait un garage privé. Elle aussi s'était engagée dans ce combat. Pour se procurer des armes, les résistants eurent une idée ingénieuse : par groupes de 4 ou 5, ils pénétraient dans des cafés, et accrochaient leur pardessus ou imper à un porte-manteau, où étaient déjà pendus les ceinturons des consommateurs allemands, désireux d'avoir leurs aises. En partant (un ou deux à la fois), ils décrochaient leur pardessus en emportant le ceinturon et le revolver bien cachés à l'intérieur du vêtement. Cette astuce fut payante, puisqu'en décembre, le garage Abarnou en possédait environ 250. Les Allemands mirent un certain moment à comprendre, et il devint dangereux de continuer.

Il fallait aussi des explosifs. Un des chefs de groupe, Louis Stéphan, avait été embauché à la Pyrotechnie de Saint-Nicolas dans les environs de Brest, le contrôle s'était assoupli, mais il manquait d'aide. Il fit embaucher son frère Paul, et pendant tout l'hiver 1940-1941 ils firent sortir de la Pyrotechnie un nombre très important de grenades, de cartouches et une grande quantité d'explosifs et de poudre. Entreposé d'abord dans la cave familiale, ce butin gagnait le garage Abarnou, où il rejoignait le stock des armes et munitions dérobées à l'arsenal. Le local devenant trop petit, il fallut déménager une partie du stock vers le garage de Jean LE GALL, carrossier à Brest, et dans le moulin de Jean TROMELIN, à Ponthours.

Quelques faits d'armes

Le 1^{er} janvier 1941, vingt heures, la sirène retentit une fois de plus. La ville est déserte, cinq hommes circulent rue Kerfautras, ils ont tous un laissez-passer en tant que membres de la Défense Passive. Ils sont armés.

Une patrouille de deux Allemands armés de mitraillettes les arrêtent et leur demandent leurs papiers. Tant pis. Deux du Groupe tirent, deux ennemis de

moins dans les rues et deux mitraillettes en plus dans le stock. Les cadavres vont vite disparaître grâce à Henri Auffret, le fossoyeur, bien placé pour ce faire. Et jour après jour, les mêmes résistants répèteront les mêmes gestes, et au matin, les autorités allemandes ne pourront que constater la disparition de leurs hommes.

Pendant ce temps, deux nouveaux venus avaient rejoint le réseau, Joseph THORAVAL et Roger GROIZELEAU qui, après bien des péripéties avaient enfin retrouvé la liberté. En effet, au moment où ils s'embarquaient pour l'Angleterre, les Allemands prévenus les arrêtèrent. Emprisonnés à Brest, ils patientent en attendant leur sort, quand un matin de février, un gardien les libère sans explication. Sans demander leur reste, ils déguerpissent, et de fil en aiguille, grâce à des contacts, se retrouvent incorporés dans le Réseau Elie. Ils sont vite nommés chefs de groupe en raison de leur courage et du patriotisme dont ils avaient fait preuve dans diverses circonstances.

A la prison de Pontaniou se trouvent deux Canadiens, ainsi que des pêcheurs de Camaret coupables de transferts vers l'Angleterre, et quelques jeunes gens de Lannion, accusés d'actes de terrorisme. Parmi eux, deux sont condamnés à mort et attendent leur exécution. Louis Elie décide de tenter une attaque de la prison. Un commando composé des chefs de Groupe Joseph Thoraval, Joseph Prigent, Louis Stéphan, Georges Bernard, Jean Pronost, Lucien Gouez, Albert Muller, René Gourvennec, Roger Groizeleau, ainsi que cinq autres membres de l'organisation, Maurice Le Roux, François Pondaven, Jean Coatéval, Alice Abarnou et son frère Joseph forme le groupe d'attaque. Louis Elie les dirigera et Pierre Calvez les transportera.

Le 18 mars vers 21 heures, le groupe arrive devant la prison. Les abords sont déserts. Les prisonniers ont été prévenus par un agent de liaison qu'ils vont être délivrés dans la soirée.

Ils guettent avec espoir. Des signaux partent de la rue, les attaquants aperçoivent malgré l'obscurité des bras qui répondent à travers les barreaux plus ou moins descellés. Trois cordes à nœuds sont lancées. Soudain la rue est illuminée par les phares d'une voiture stationnée à une centaine de mètres. Il faut partir en vitesse, le lendemain la ville apprendra que dans la nuit neuf prisonniers se sont évadés de Pontaniou.

A l'Hôtel Continental, Place de Latour d'Auvergne, siège des plus hautes autorités d'occupation, un grand banquet est organisé le 4 avril dans la soirée, en l'honneur d'une haute personnalité. Le nom d'Hermann Goëring circule. Des Français, rebut de la collaboration, y sont invités ainsi que des représentantes du « repos du guerrier ». Las, des trouble-fêtes ont décidé d'animer la soirée à leur manière. Louis Elie et une dizaine de ses meilleurs éléments attendent dans l'obscurité que la fête commence. On perçoit les rires, les cris, les chants avinés. 20 heures, il est temps d'agir.

Un employé de l'hôtel, sympathisant, ouvre la porte de service à Louis Elie et à trois membres du commando qui descendent au sous-sol. Une forte charge d'explosifs est placée près de la chaudière. « Il nous restera trois minutes après l'allumage du cordon » les prévient Elie.



Jean Pronost est chargé de bloquer l'ascenseur pour empêcher toute sortie. Tout le groupe ressort dans la rue rejoindre les autres restés à faire le guet. Dans l'hôtel, la fête bat son plein si l'on en juge par le bruit fait par les convives.

20 h.13, une explosion sourde. Des flammes s'échappent du sous-sol. Les noceurs affolés et hurlants se ruent en tous sens, la fumée les aveugle.

20 h.15, La ville est sous le coup d'une attaque aérienne quasi quotidienne. Un avion, attiré probablement par les lueurs de l'incendie débutant, lâche une bombe incendiaire qui touche l'hôtel en plein milieu et couronne l'œuvre des résistants. Il y aura peu de survivants.

« Des hommes sans cœur et sans patrie ! » juge un sympathisant nazi haut placé.

Le Général de Gaulle avait dit « L'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la Patrie commandent à tous les Français de continuer le combat, là où ils seront et comme ils le pourront ».

Les arrestations

Le 30 avril 1941, à 21 heures, François Quéméner, Albert Muller et Joseph Prigent guettent quatre Allemands attablés dans un café. 21 h.15, la porte s'ouvre, attaque extrêmement rapide et des plus violentes. Les Allemands parviennent à s'enfuir, mais Albert Muller est atteint de six balles dans le ventre. Ses camarades le transportent chez un médecin qui appelle l'ambulance municipale. Il est opéré le 1^{er} mai. Le 10 mai, il est jugé transportable et sur sa demande, il est ramené chez lui.

Le 13 mai, vers 16 h.30, tandis qu'il est allongé sur son lit, on tambourine à la porte et des Allemands entrent... Madame Muller, à son retour, ne retrouvera pas son fils...

19 heures, François Quéméner dîne. Il est seul. On frappe et on entre. Il n'y a pas à discuter...

Le 14 mai, un Allemand prévient Madame Prigent que son mari, dès son retour, doit se présenter à certain bureau. A son arrivée, Prigent pense que c'est pour son travail et s'y rend en toute confiance. Il ne reviendra plus...

Certains membres du réseau s'inquiètent et pensent qu'il vaudrait mieux aller ailleurs. D'autres pensent qu'il ne faut pas bouger et attendre.

Et les arrestations continuent.

Le 15 mai, de 09 h.45 à 19 h.30, Georges Bernard, Louis Elie, Jean Pronost, ainsi que la sœur d'Alice Abarnou se trouvant au mauvais endroit au mauvais moment, sont arrêtés.

En même temps, au Garage Abarnou, les Allemands perquisitionnent. Ils ne trouveront rien, Lucien Gouez et Joseph Abarnou ont

tout fait disparaître.

Mais ils savent qu'un autre dépôt se trouve rue Racine. Ici, c'est la caverne d'Ali Baba : mitraillettes, revolvers, explosifs, émetteurs... Ils sont à la fête !

Les Allemands étaient tout de même bien renseignés.

Le 16 mai, à 08 heures, ils sont chez Joseph Ollivier.

A 08 h.30, chez Auguste Bonino.

A 08 h.45, chez Jean Pouliquen.

Mais ils font chou blanc, leurs proies ne sont pas rentrées du travail.

A 9 heures, Joseph Abarnou est embarqué.

Petit aparté plein d'enseignements : « Allons chauffeur, en route pour l'arsenal. Ou plutôt arrêtez-vous un instant au coin, à l'intersection des rues Duret et Navarin. Nous avons là un café « à nous » et une excellente amie. »

En fait, Joseph Thoraval, Louis Stéphan, Joseph Abarnou, Albert Muller et Roger Groizeleau avaient, quelques jours auparavant, stoppé net, d'une rafale de mitraillette, une scène jugée scandaleuse dans ce bistrot, et la patronne le lendemain avait déclaré à qui voulait l'entendre qu'elle se faisait fort de les faire arrêter. Elle sera introuvable à la Libération.

Et les rafles continuent. Jean Coatéval, Auguste Bonniou, Joseph Ollivier Jean Pouliquen et Georges Gouard...

Devant cette avalanche d'arrestations, les résistants ont bien compris que les Allemands possèdent maintenant la liste complète des membres du réseau. Certains vont trouver refuge chez des parents ou des amis à la campagne.

Voici la liste des résistants arrêtés et emprisonnés au Bouguen entre le 18 mai et le 26 mai :

Yves Picard et son père, Hervé Roignant, René Gourvennec, François Pondaven, Maurice Le Roux, Alice Abarnou, Lucien et François Gouez, Robert Busillet, Louis Stéphan, Yves Féroc, René Istin, Jean Caroff, Robert Le Rest, Inizan, Hammonic, Lucien Grall, Georges Le Droff, Drapier, Corre, Tanguy, Madame Auffret, épouse d'Henri.

Ensuite ce fut le tour de Roger Ogor, René Drouin et Joseph Grannec.



Paul Stéphan, frère de Louis, ne fut pas inscrit au Groupe Elie, mais il en fit partie en tant que partenaire en fournissant des explosifs, armes et munitions, lors de son travail à la Pyrotechnie de Saint-Nicolas. Il fournit aussi de précieux renseignements sur les mouvements des bateaux et des activités de l'arsenal en se mê-



lant aux ouvriers. Il fut arrêté et déporté en Allemagne, attiré à la Gendarmerie où l'attendait la Gestapo, par un gendarme bien connu de toute la famille et en qui il avait confiance. Il est mort de misère physique quelques mois après son retour.

Le premier réseau de résistance finistérien était détruit. Il avait tenu près de onze mois.

Jugement et condamnations

Le transfert à Fresnes se fit par chemin de fer. Les prisonniers y séjournèrent dans des conditions qu'on imagine aisément inacceptables et ont été décrites en détail par le Capitaine Drouin. (Lire « *J'avais des camarades* » par Broch-Florette).

Le 8 novembre 1941, les interrogatoires ont pris fin et les jugements ne sont pas loin.

Les accusés sont transportés jusqu'à l'Hôtel Continental (ironie du sort..) à Paris cette fois.

Les procès vont durer quinze jours.



Elie, Grozeleau, Thoral, Prigent, Ogor, Gourvennec, Muller, Quemener, Stéphan, Bernard, Busillet sont condamnés à mort.

Drouin, Gauvard, Lucien et François Gouez, Caroff, Alice et Joseph Abarnou, Olliver, Bonniou, Provost, Picart, Coatéval, Pouliquen, Le Rest, Féroc, Inizan, Le Roux, à des peines de réclusion allant de 5 à 15 ans.

Les autres sont acquittés.

Le 10 décembre 1941, le gardien vient réveiller les condamnés à mort et leur apprend que leur recours en grâce est rejeté et qu'ils vont être fusillés à 4 heures de l'après-midi.

Puis, en route en camion pour le Mont-Valérien, ils refusent de se laisser

bander les yeux et tombent en criant « Vive la France ! ».

Le nom du réseau

Louis Elie, 35 ans, entrepreneur de transports, demeurant à Brest, sans aucune formation pour créer un réseau, sans contact aucun avec Londres, se mit en tête de créer un réseau de résistants et il y réussit.

Pour le seconder, il fit appel au Capitaine Drouin, excellent organisateur, et à eux deux ils réussirent à mettre sur pied un groupe de résistants qui prit le nom de Groupe Elie. Un réseau de renseignements parallèle au groupe d'action existant fut créé.

Le capitaine Drouin fut amené à rencontrer François Broch-Florette et en février 1941, devint le responsable de la branche bretonne du Réseau du Colonel Rémy auquel il fournit de précieux renseignements qui furent transmis à Londres régulièrement.

En septembre 1941, le Colonel Rémy décida de baptiser le mouvement « Confrérie Notre-Dame (C.N.D.) – Notre-Dame de Castille ». Il est difficile de concevoir qu'avec un tel nom, ce mouvement ait pu avoir quelques accointances avec les Francs-Tireurs et Partisans (F.T.P.) d'obédience communiste.

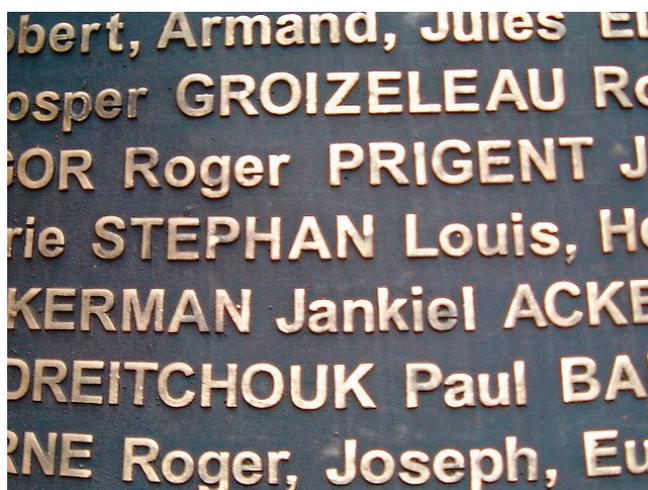
Je tiens à remercier ici mes camarades Daniel LAURENT, Thierry DECOOL et Alexandre PRETOT qui par leurs conseils m'ont aidée à rédiger ce document.

Sources

J'avais des camarades, François Broch-Florette, chef départemental du mouvement de Libération Nationale (Défense de la France), Editions le Télégramme – 1949 – Souvenirs de quatre années de résistance dans le Finistère.

Souvenirs personnels de l'auteur, sœur de Louis et Paul Stéphan.

Mémoire de guerre, Charles de Gaulle, Plon, 1954.





Coup d'oeil sur un autre conflit 1990-1991, l'opération Daguet

Par Fabrice **THERY**

L'AUTEUR

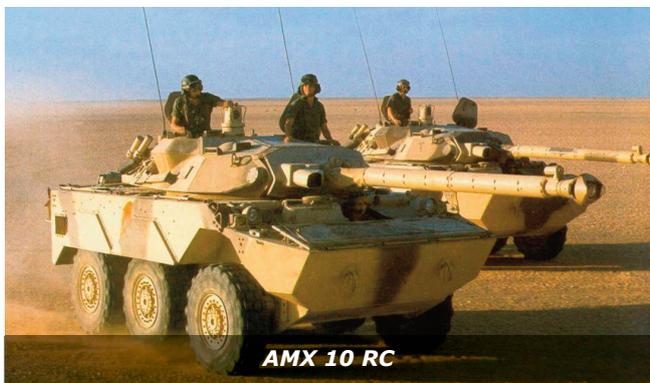


Fabrice Théry était dans la Division Daguet durant la première guerre du Golfe et il nous livre ici un court résumé de ce qu'il y a vu et vécu. Passionné d'histoire, et pas seulement celle de son régiment de Spahis, il est un très actif contributeur

du site et forum HistoQuiz sous le pseudo de Hellfire62.

<http://www.histoquiz-contemporain.com/forum/index.php>

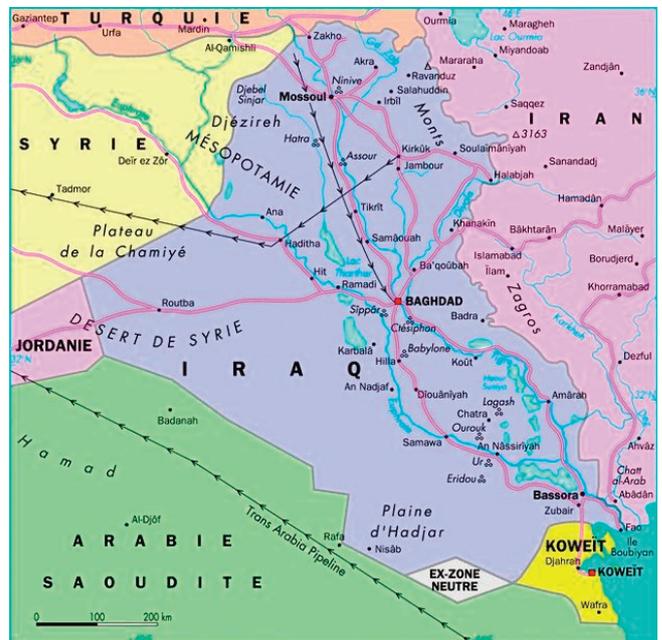
Eté 1990. Je suis un jeune Maréchal des Logis de 22 ans, affecté au 1^{er} Régiment de Spahis à Valence depuis un an. J'occupe le poste de chef d'engin sur blindé AMX 10 RC en tant que subordonné deux. Celui qui tient la place peu enviée de blindé de tête du peloton ! Je n'ai encore jamais participé à une mission extérieure quand la crise du Golfe éclate pendant l'été et que mon escadron commence à se préparer pour participer à la relève d'une unité de chasseurs alpins à Naquoura, au Liban. Cet été aurait dû être le plus beau de ma vie. Mon mariage est prévu pour le 8 septembre et Corinne attend notre premier enfant pour le mois de décembre...



AMX 10 RC

La FAR¹ est une mécanique bien huilée, le fer de lance de notre Armée. Nous ne sommes jamais tout à fait au repos et nous devons pouvoir être joints très rapidement en cas de besoin. L'alerte Guépard, notam-

ment, tourne entre les unités. Au sein de nos 5 divisions, on trouve toujours une compagnie ou un escadron sur pied de guerre, prêt à partir sur court préavis, vers n'importe quel théâtre d'opération. En septembre 1990, alors que la crise du Golfe entame son second mois, mon escadron le 3/RS, prend justement l'alerte Guépard. Nous serons donc concernés en cas de renforts vers le Moyen Orient. Personne ne se doute pourtant que le régiment dans sa presque totalité sera engagé dans ce conflit.



Début juillet 1990, un grave contentieux oppose Irakiens et Koweïtiens. L'Irak réclame au Koweït 10 milliards de dollars, dont 2,4 milliards en compensation du pétrole que Saddam Hussein estime se faire « voler », depuis 1980, aux puits de Rumaylah (zone pétrolifère irakienne jouxtant la frontière koweïtienne). L'Irak réclame aussi l'effacement de ses dettes (environ 70 milliards de dollars), considérant qu'il s'agit du prix du sang versé pour avoir défendu, entre 1980 et 1988, les intérêts arabes contre l'expansionnisme iranien. Le 17 juillet, Saddam Hussein évoque la possibilité d'une intervention armée alors que les Koweïtiens font appel à la constitution d'une commission arabe, puis à l'ONU, pour régler le problème des frontières. Bagdad accuse Koweït City de refuser une solution purement arabe et de chercher à préparer une intervention de forces militaires étrangères dans le Golfe, en se présentant devant l'ONU pour régler son différend avec l'Irak. Après l'échec du sommet d'Alexandrie, le 24 juillet, l'Irak masse 30 000

1 : Force d'Action Rapide regroupant des unités de soldats professionnels susceptibles d'être projetées très rapidement sur un théâtre d'opération extérieur.

DERNIERE GUERRE MONDIALE

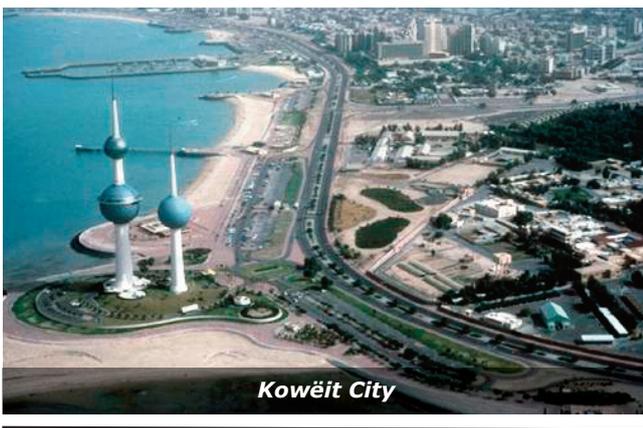


hommes à la frontière koweïtienne. Il devient clair que Saddam ne veut rien rabattre de ses prétentions. La position des Etats Unis dans cette crise paraît ambiguë. Par l'intermédiaire de leur ambassadrice, reçue le 25 par le Raïs, ils cherchent à savoir pourquoi l'Irak positionne ses troupes face à la frontière du Koweït. Ils affirment ne pas avoir d'opinion sur le désaccord entre les deux pays et ne pas avoir l'intention de déclencher une guerre économique contre l'Irak. Ils précisent enfin qu'ils insistent pour que les deux nations parviennent à régler leur contentieux de manière non violente. Saddam Hussein occulte volontairement la dernière partie du message et prépare son projet d'annexion du Koweït, malgré les garanties qu'il obtient sur des prêts et sur le prix du baril de pétrole lors de la conférence de l'OPEP, tenue le 27 juillet.



« Le 2 août 1990, Saddam Hussein surprend le monde... »

Le Jeudi 02 août 1990, Saddam surprend le monde entier en montrant une nouvelle fois le savoir-faire de son armée dans la conduite des offensives de nuit. 350 chars irakiens franchissent la frontière du Koweït et foncent vers la capitale. Derrière eux, 100 000 hommes aguerris par 10 ans de conflit avec l'Iran partent à l'assaut. L'attaque est aussi massive que foudroyante. En quatre heures, les soldats parviennent à s'emparer de la capitale, Koweït-City. Devant cette attaque éclair, l'armée koweïtienne, surprise, n'oppose qu'une résistance symbolique. Ses 20 000 soldats ne peuvent endiguer la ruée d'un ennemi aussi puissant. L'Emir du Koweït fuit à bord d'un hélicoptère américain qui l'exfiltre vers l'Arabie. La communauté internationale réagit immédiatement et l'ONU fait preuve de fermeté. Le conseil de sécurité vote la résolution 660 qui demande le retrait des troupes irakiennes du Koweït,



Koweït City



Bombardement iraquien

assorti d'un embargo contre les agresseurs. Mais le 03 août, des rapports font état d'incursions irakiennes dans la zone neutre entre l'Arabie et l'Irak. A la demande du roi Fahd, les Américains déclenchent l'opération Desert Shield et déploient des milliers d'hommes en protection de l'Arabie. La France joue d'abord la prudence et n'envoie que de faibles moyens maritimes à l'entrée du Golfe d'Oman. Dans les jours qui suivent, le porte-avions Clémenceau avec 900 hommes et des hélicoptères de la 4^{ème} DAM sont positionnés à hauteur de Djibouti. Une mission d'assistance est aussi dépêchée auprès des Emirats Arabes Unis dès la fin du mois (Opération Busiris). Le comportement de Saddam Hussein va déstabiliser le monde durant tout le mois. Il alterne propositions, provocations et menaces. Il retient au Koweït et en Irak des milliers d'occidentaux en otages. Il en fait placer plusieurs centaines sur des sites stratégiques en boucliers humains. Le 14 septembre, il commet une grave erreur en autorisant le pillage de l'ambassade de France au Koweït et en laissant enlever les diplomates. La réaction du président François Mitterrand est immédiate. Il déclenche l'Opération Daguet qui va se révéler comme la plus importante depuis la fin de la guerre en AFN². Confiée au Commandant de la FAR, le général Roquejeoffre, elle repose sur une brigade aéroterrestre de 4 000 hommes, accompagnés de 1 000 véhicules, dont 210 blindés de la 6^{ème} DLB, 48 hélicoptères de combat et 30 avions de chasse. Le dispositif français dans le Golfe passe alors de 9 000 à 13 000 hommes.



Le général Roquejeoffre

Mon régiment doit se mettre sur pied de guerre en moins de six jours. C'est un tour de force car des unités sont en mission dans l'hexagone (2^{ème} Escadron et

2 : Afrique Française du Nord. Ce que l'on nommera pudiquement « les événements d'Algérie »

DERNIERE GUERRE MONDIALE

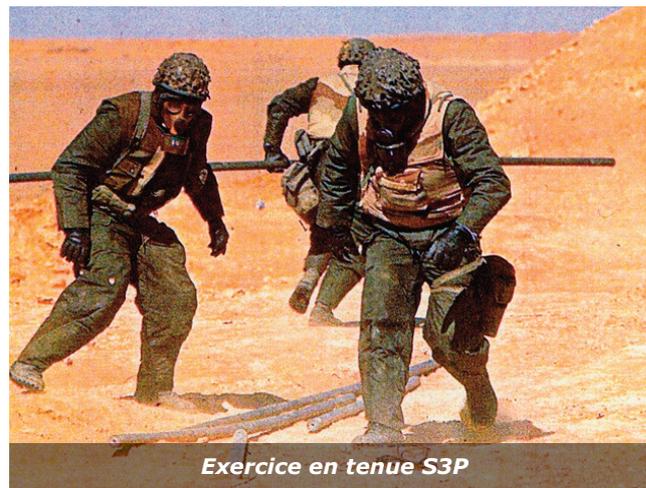


Peloton de défense antiaérienne). Nous partons sans notre 1^{er} Escadron, parti en mission pour 4 mois à Mayotte. Nous embarquons à Toulon le 22 septembre et le 30, nous débarquons sous une chaleur d'enfer (+40°C) dans le port saoudien de Yanbu. Après une rapide acclimatation, nous entamons un périple de 1 100 kilomètres pour atteindre notre zone de déploiement dans le Nord de la province orientale d'Ash Sharqiyah (région de l'Est). Notre mission reste assez imprécise. Nous ne savons pas si les Irakiens attaqueront ou pas dans ce secteur considéré démilitarisé selon les accords signé entre les deux pays. Notre logistique a du mal à suivre. Nous vivons en nomades, dans nos blindés, sans le moindre bivouac, au milieu d'un désert plat sur lequel règne une lumière aveuglante. A la mi-octobre, nous rejoignons le camp de toile improvisé Arénas. Ma position se trouve à l'Ouest du village d'As Sufayri. Nous laissons finalement notre secteur aux Egyptiens et aux Syriens pour nous rapprocher du Camp du Roi Khaled (CRK). La vie sur la nouvelle position Miramar est rythmée par les travaux d'aménagement (merlonage, positions de combat, chicanes), les missions de reconnaissance et de contrôle de zone. Nous nous entraînons pendant de longues heures pour affûter nos réflexes de protection NBC (nucléaire, bactériologique et chimique). Nous portons les tenues de protection (S3P) et les masques à gaz (ANP51/53) dans des conditions particulièrement éprouvantes. Le commandement prend au sérieux le risque chimique car les Irakiens ont déjà fait usage de cette arme lors de la guerre contre l'Iran.



Sur Miramar, nous bénéficions peu à peu d'un confort moins spartiate (électricité, toilettes chimiques, douches). Une boulangerie de campagne a même été déployée pour nous fournir du pain ! Nous ne sommes pas totalement équipés pour lutter contre ce climat saoudien si particulier. Vers décembre, on affronte quelques tempêtes de sable, puis la pluie et le froid. Il gèle même certaines nuits à -2°C. Le Commissariat

de l'armée de Terre fait distribuer des compléments de paquetage hiver et la nouvelle tenue camouflée « désert ».



Exercice en tenue S3P

Les résolutions de l'ONU se multiplient en vain et les tentatives de médiations diplomatiques des nations occidentales n'aboutissent pas. Il faudra recourir à la force pour que Saddam Hussein évacue le Koweït. Des renforts lourds arrivent (chars AMX30 B2 du 4^{ème} Dragons, canons de 155MM TRF1 du 11^{ème} RAMa, AMX 10 RC du RICM, infanterie du 3^{ème} RIMa). Nos effectifs atteignent 14 500 hommes. Au Spahis, nous avons récupéré notre 1^{er} escadron de retour de Mayotte. Entre les différentes missions, les entraînements et les alertes missiles Scuds, je reçois un télégramme qui m'apprend que je suis papa d'un petit François depuis le 10 décembre !

L'ultimatum qui intime à l'Irak l'ordre d'évacuer le Koweït expire le 16 janvier sans que Saddam Hussein n'ait bougé d'un pouce. Dans la nuit du 17, nous sommes mis en alerte. Les premières frappes aériennes massives au Koweït et en Irak débutent, nous entrons dans l'opération « Desert Storm ». Nous évacuons Miramar en pleine nuit et partons en formation de combat vers le Nord-Est, en croyant que les combats terrestres vont débuter aussitôt. La division parcourt 300 km puis s'installe en grand secret en base d'assaut près de Rafah, face à la province irakienne du Muthanna (camp Olive). Nous reprenons une vie de nomades, dans des abris creusés dans le sable. Les blindés sont embossés dans des fosses, prêts à faire feu. La division est intégrée dans le dispositif du 18^{ème} Airborne Corps US du général Luke. Une longue attente reprend, troublée toutefois par l'attaque surprise des Irakiens contre la ville saoudienne de Khafji, dans la nuit du 29 au 30 janvier. L'état d'alerte est à son maximum mais Marines américains et soldats saoudiens jugulent l'attaque en 30 heures, au prix de pertes légères. Au soir du 23 février qui voit expirer le dernier ultimatum de George Bush à Saddam Hussein, les forces irakiennes sont dans un état assez pitoyable. 94 000 missions aériennes (dont 1 200 missions françaises, sans aucune perte) ont eu lieu contre leurs positions au Koweït et en Irak. Le matraquage aérien dure depuis 37 jours et 55 000 tonnes

DERNIERE GUERRE MONDIALE



de bombes ont été larguées sur le potentiel militaro-économique de l'Irak. La coalition n'a perdu que 30 appareils. La destruction des moyens logistiques arrière irakiens est complète et prive les troupes de tout ravitaillement. L'efficacité de l'embargo a amoindri sérieusement le potentiel irakien, mais Saddam Hussein n'entend toujours pas céder, malgré certaines concessions envisagées lors de l'ultime médiation avec le Kremlin.

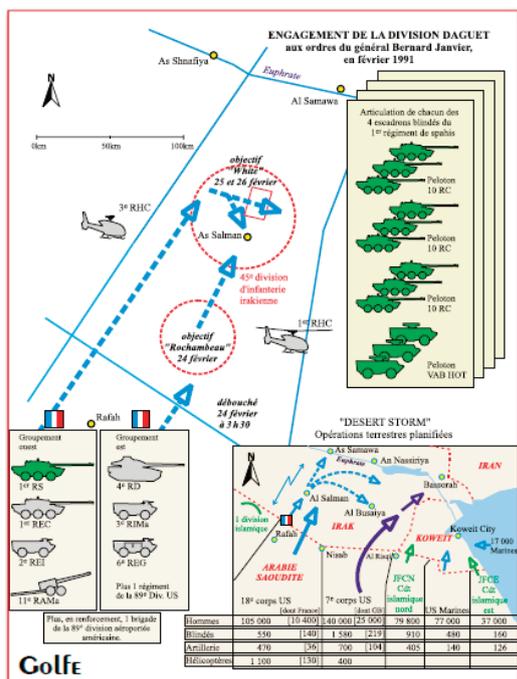


Les opérations commencent par une importante offensive aérienne

A la veille du « ground day », 43 divisions, dont des divisions blindées mécanisées et la garde républicaine, sont déployées en position défensives au Koweït et dans le sud de l'Irak. En prévision d'un débarquement, le commandement ennemi a mis au point une réplique du mur de l'Atlantique le long de la côte Koweïtienne. Il est composé d'obstacles, de fossés antichars et de champs de mines, défendus par 20 divisions dont 8 élites de la Garde. Hussein dispose de 540 000 hommes, 4 300 chars et 3 100 pièces d'artillerie, mais il a perdu sa force de frappe missile dont la plupart des sites ont été repérés et détruits. Il ne peut plus compter sur l'aide de son aviation mise à l'abri hors de son territoire et confisquée par l'Iran. Face à lui, l'Armée de la coalition est prête, avec plus de 700 000 hommes, 3 500 chars et une puissance maritime et aérienne terrifiante...

Côté français nous entrons en territoire ennemi à la nuit tombée, le 23 février. Mon régiment franchit l'escarpement « Nachez » à travers un champ de mines dans lequel Le Génie de la Légion a fait une brèche. L'infiltration est délicate car le passage s'avère juste assez large. Il est balisé par de petits cyalumes bleus. Une roue à côté et c'est la catastrophe assurée ! Nous passons la nuit d'attente la plus longue de notre vie en rongant notre frein. Le 24 septembre à 05h30, la division entame sa progression. La mission d'enveloppement par l'Ouest de l'Irak est confiée au 18^{ème} Airborne Corps et à la division Daguet qui tient l'extrême gauche du dispositif d'attaque, la destruction de la garde au 7^{ème} Corps US et la libération du Koweït à deux divisions de l'US Marine Corps aidées des forces arabes. Notre mission est de conquérir le nœud routier d'Al Salman à 140 km de la frontière et de maintenir ouvert, coûte que coûte, cet axe baptisé « Texas », vital pour la progression du 18^{ème} Corps vers l'Euphrate. Nous sommes en tête du dispositif allié avec la 101^{ème} Division d'assaut aéroportée « Screaming Eagles » à notre droite. Face à nous se trouve la 45^{ème} Division d'infanterie irakienne qui dispose en théorie de 11 000 hommes et s'articule autour de 9 bataillons, dont 3 ou 4 bataillons d'infanterie sont organisés en points d'appui. Elle dispose d'un bataillon d'au moins 50 chars T-55 ou T-59 et de plus de 50 canons d'artillerie d'origine soviétique et chinoise de 122 et 132mm, ainsi que de nombreuses armes antiaériennes (quadritubes ZPU 4, canons bitubes 23 m/m, Bofors de 40mm). Pour l'offensive, la division Daguet se retrouve scindée en task force :

- Groupement Ouest : le 1^{er} Spahis, le 2^{ème} REI (Régiment étranger d'infanterie), le 1^{er} REC (Régiment étranger de cavalerie) le 11^{ème} RAMa (Régiment d'artillerie de Marine)
- Groupement Est : le 4^{ème} RD (Régiment de Dragons), le 3^{ème} RIMa (Régiment d'infanterie de Marine), le 6^{ème} REG (Régiment étranger du génie).



Chars du 4^{ème} rgt de dragon

Ce groupement est appuyé par la 82^{ème} division aéroportée américaine.

Nos objectifs principaux ont reçu des noms de baptême. Pour mon groupement, il s'agira de : Valence, Paris, Cajun, Castor et Bordeaux.

Malgré l'efficacité des bombardements, nous nous attendons à des pertes sensibles. Notre rapidité, notre



souplesse de manœuvre et notre puissance de feu devront faire la différence. Nous alignons 132 hélicoptères de l'ALAT dont 60 Gazelles HOT, 500 véhicules blindés dont 214 VAB (Véhicules de l'Avant Blindé), 96 AMX-10 RC, 44 chars AMX-30, 13 ERC-90 Sagaie et 18 canons tractés TRF1 de 155mm.



Hélicoptère Gazelle

Le 24 février à 5h40, l'Escadron reçoit un nouvel itinéraire de reconnaissance. Nous prenons l'extrême Ouest du dispositif allié ! Le terrain où nous progressons est difficile. Les véhicules légers VLTT P4 subissent quelques crevaisons sur le sol rocailleux. Nous menons une véritable charge de cavalerie où chaque seconde gagnée peut s'avérer cruciale. Nous fonçons pendant 5 heures sans rencontrer d'obstacles. Notre dispositif d'attaque n'a pas encore été décelé par l'ennemi, visiblement mal renseigné. Dans le secteur imparti à la Garde Républicaine Irakienne, la division Tawakalna n'a reçu que tardivement des informations sur le mouvement allié. D'après ses rapports, cette division pense voir arriver face à elle la Division Daguet et a déployé ses trois brigades lourdes au-delà de la route du pipeline IPSA. Quand leurs services de renseignement localisent enfin notre division, son commandant découvre que nous avons déjà progressé de 75 kilomètres, assurant le flanc gauche de la coalition ! Trompée, la Tawakalna se heurte dans la nuit du 24 au 25 février au VIIème Corps US. La 3ème Division Blindée US « Spearhead », renforcée par la 1ère Division d'Infanterie « Big Red One » l'encerclent et la réduit. Malgré une résistance farouche, elle est anéantie en 48 heures.



« La division Tawakalna est anéantie en 48h »

Le 24 vers 11 heures du matin, nous prenons enfin contact avec l'ennemi avec la découverte d'un cadavre allongé à côté d'une carcasse d'un Nissan 4X4 chargé

d'armement. Il a été détruit par un de nos hélicoptères. La progression ralentit, nous cherchons à « tâter » le dispositif mis en place face à nous. Quelques pauses sont marquées pour permettre l'alignement du dispositif. Le sous groupement Est a pris du retard. De nombreux irakiens dans leur secteur se rendent sans combattre. Notre premier objectif important, le plateau « Valence », est atteint. Nos « Gazelle » y ont essayé des tirs d'infanterie. Les Bigors du 11° RAMa mettent en batterie leurs canons tractés TRF1 avec une rapidité qui laisse pantois nos amis américains. Ils déclenchent un feu d'enfer qui écrase toutes les positions défensives et bunkers sur la zone. Nous fonçons alors sur l'objectif, appuyant notre 1er escadron. La position n'a pas été tenue, l'ennemi s'est à nouveau dérobé. Il en est de même pour l'objectif Castor. Nous stoppons notre progression sur la côte 286 sans avoir pu atteindre « Cajun » avant la tombée de la nuit. Nous sommes frustrés d'avoir été « privés » de combat. L'attaque reprend le 25 à 3 heures du matin et nous sommes gênés par la pluie. A partir de Cajun, nous devons fixer une compagnie d'infanterie repérée la veille. A 6 heures 30, je décelé un mouvement ennemi en face de moi : quelques soldats qui s'agitent dans des trous de combat. J'effectue sur ordre des tirs de semonce sur leur position. Simultanément, au 3ème peloton, le lieutenant rend compte qu'il est engagé à la Kalashnikov par des fantassins. Il leur expédie un obus explosif tandis que je fais cracher la mitrailleuse coaxiale de mon blindé au ras des



Prisonniers irakiens

trous. Les Irakiens n'insistent pas. Ils déposent les armes et se rendent. Les cavaliers portés de l'escouade les fouillent et récupèrent leur armement. Deux d'entre-eux semblent « secoués » nerveusement et un autre est blessé. Ils ont l'air fatigués et sales et il n'y a pas de gradés parmi eux. Nous confions les 8 hommes au TC2 qui les évacue vers le camp de transit des prisonniers. Lors de la fouille, nous récupérons un poste radio Thomson dont la fréquence de travail est remise à notre officier de renseignements. L'escadron poursuit vers l'objectif Paris, appliquant des feux sur tout mouvement suspect identifié. En fin de matinée, nous surplombons une vallée où brûlent de nombreux véhicules, camions et blindés d'infanterie. Malgré une épaisse fumée, mon tireur détecte à plus de 1500 m deux soldats avançant désarmés vers nous, les bras levés. J'envoie mon véhicule d'accompagnement en



maintenant la visée sur les deux soldats pendant leur déplacement. Ils tiennent dans leur main un tract de sauf conduit. Les Américains ont en largué des milliers sur les positions irakiennes. Le plus âgé paraît avoir au moins cinquante ans et l'autre boîte fortement. Son pied, presque arraché ne tient plus que par les ligaments. Je me demande bien comment il a pu marcher avec une telle blessure. L'attaque d'As Salman a lieu dans l'après-midi, menée par les marsouins du 3^{ème} RIMA. Notre mission est de nous emparer du dépôt logistique jouxtant l'aéroport. L'endroit est tenu. L'escadron se déploie et détruit tout ce qu'il détecte comme dangereux (ZSU 23/4, positions d'artillerie, bâtiments fortifiés).



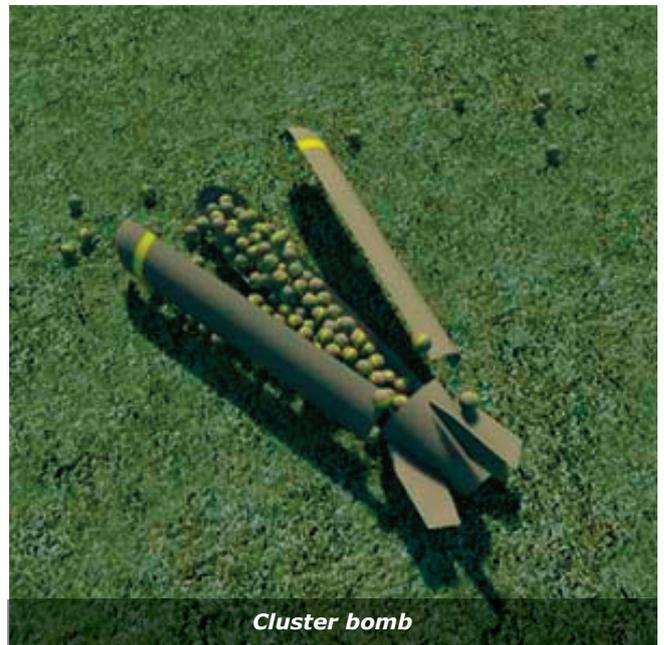
Soldats français au combat

Dans mon secteur j'engage et je détruis un VBCI MTLB sans parvenir à savoir s'il est occupé ou non. Mon tireur expédie deux autres obus sur un bâtiment aux fenêtres étroites et un pylône d'antenne radio. L'escadron tire 13 obus antichars, 15 explosifs, 4 obus flèche et 4 missiles Hot. Quelques tirs sporadiques de riposte sont observés. Soudain, sur ma droite, un petit groupe de fantassins armés file en courant vers une pièce approvisionnée de Bofors 40mm. Je rends compte immédiatement du danger au capitaine qui donne l'ordre de neutralisation. Mon tireur tente des tirs de semonce mais les Irakiens, visiblement aguerris, se plaquent chaque fois au sol et attendent quelques minutes avant de reprendre par bonds leur course. Trois restent fixés derrière une dune et abandonnent leur tentative. Mais les autres se rapprochent inexorablement de la pièce antiaérienne. Plus que cinquante mètres.



Canon AA autopropulsé ZSU23 détruit

Notre tir est trop court, il lève des geysers de poussière devant eux alors qu'ils se jettent à l'abri d'une dune. Je dois procéder à un tir de destruction pour empêcher l'utilisation du canon. La dune, télémétrée à plus de 650m de ma position, je pointe son côté gauche, très proche de l'affût et donne l'ordre d'arroser le débouché dès que les soldats en surgiront. Trois hommes bondissent alors que mon tireur déclenche une longue rafale sur le point. Dans ma lunette je vois deux ombres fauchées, tournoyer sur elles-mêmes et s'abattre. Une troisième parvient à rejoindre l'abri de la dune. J'envoie alors un obus explosif sur la pièce qui saute en l'air. La pression dans ma tourelle est au maximum, j'ai le sang qui bat aux tempes ! L'action et les feux précis de l'escadron font fuir les derniers Irakiens cachés dans notre secteur. Ils se jettent directement dans le dispositif des 2^{ème} et 4^{ème} Escadrons.



Cluster bomb

La nuit, nous surveillons les sorties d'As Salman à partir des hauteurs Nord-ouest. Un violent vent de sable se lève, troublé par le tir d'un missile Hot sur un objectif que je ne parviens pas à distinguer. Quatre Irakiens à pieds sont interceptés alors qu'ils tentent de s'exfiltrer du secteur conquis.

Les conditions de combat pour la journée du 26 sont exécrables. Vent de sable supérieur à 50 km/h, visibilité réduite, on ne voit pas à 200m. Nous faisons appuyer l'investissement du fort à l'est d'As Salman par les CRAPS. Je distingue juste ses contours et ne suis pas en mesure d'identifier quoi que ce soit. Seul mon chef de peloton, équipé d'une caméra thermique peut couvrir de ses feux l'expédition. Soudain a lieu une forte explosion. Le fort a été plusieurs fois la cible des avions et de l'artillerie US et de nombreuses sous-munitions américaines de type Cluster bombs³ jonchent le sol. Un parachutiste français a ramassé un de ces engins. La déflagration l'a tué sur le coup. En voulant lui porter secours, un homme pose le pied sur une autre bombe. Une nouvelle explosion tue un 2^{ème} sol-

3 : Bombes à sous munitions, contenant ici des mines antipersonnelles et/ou anti-véhicules

DERNIERE GUERRE MONDIALE

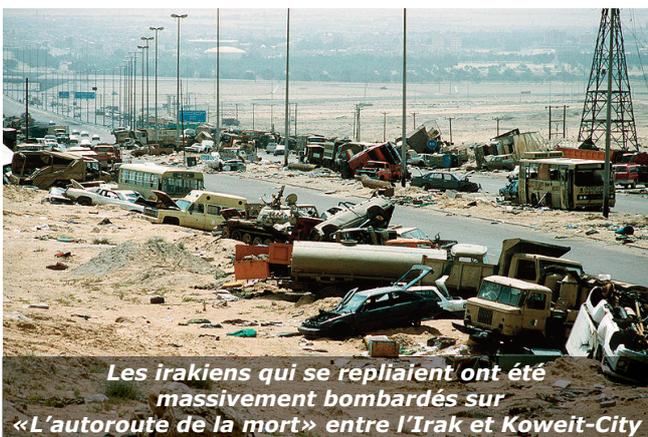


dat et en blesse 23 autres. Le sergent Schmitt et le caporal-chef Cordier du 1^{er} RPIMa seront les seules victimes françaises de ces 3 jours de combat.



Nous reprenons notre progression pendant 20 km. La visibilité s'améliore et je profite d'une plage de calme pour descendre enfin et uriner. Tout autour de moi se trouvent des petites saloperies de Cluster bombs dont certaines sont ouvertes. J'oublie aussitôt mon envie pressante pour embarquer dans le blindé et reprendre la piste. Vers 23 heures, nous nous déployons dans une zone en sécurité pour compléter les pleins et percevoir des nouvelles munitions.

Le 27 février, nous recevons l'ordre de reculer de 8 kilomètres pour réajustement du dispositif et participer à la couverture de l'aéroport d'As Salman. La tempête est terminée et le ciel se dégage. Nous pouvons bénéficier d'une couverture aérienne. Nous passons l'après-midi, puis la nuit, sans quitter nos postes, prêts à reprendre notre chevauchée vers Samawah et l'Euphrate. Dans la nuit, alors que Bagdad et Bassorah sont bombardées et que le Koweït est évacué depuis 24 heures, Hussein accepte toutes les résolutions de l'ONU «sans conditions».



Jeudi 28 février à 06h15, un message radio de notre capitaine annonce un « cesser le feu » prenant effet à 08h00. Le Koweït est enfin libre et les Irakiens se plient aux exigences de l'ONU. Comme le dira Georges Bush : « il aura fallu un mois et cent heures pour faire plier militairement Saddam Hussein et son invincible armée ». Le régiment pour sa part aura effectué un raid de 250 km en territoire irakien et fait une centaine de prisonniers, sans subir de pertes. le bilan de la



Division comptabilise : 2 956 prisonniers irakiens, 20 chars T-55 et T-62 détruits, 2 chars T-72 capturés, 17 blindés légers détruits, 114 camions détruits et 7 camions capturés, 26 pièces d'artillerie détruites et 40 récupérées, 70 mortiers de 82 mm et 120 mm capturés. Elle déplore 10 tués et une trentaine de blessés sur la durée de l'opération (déminage du Koweït compris).

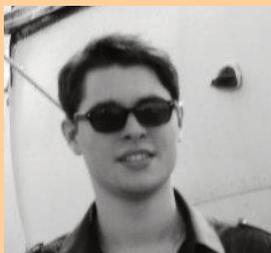




L'AMX 10 RC

Par Antoine MERLIN et Jérémy DELAWARDE

LES AUTEURS



Antoine Merlin, 18 ans, vit entre l'Autriche et la France, écrit occasionnellement dans des magazines papier (revues Caraktère) et pour des magazines en ligne. Anime avec d'autres collaborateurs le site

Sturmovik. Passionné d'Histoire moderne, en particulier du matériel militaire du XXème siècle, mais aussi des relations internationales et de la photographie. <http://sturmovik.histoquiz-contemporain.com/>



Agé de 16ans, **Jérémy Delawarde** est un Lycéen d'Essonne qui consacre une grande partie de ses loisirs à la période de la seconde guerre mondiale. Membre de plusieurs forums traitant de

ce sujet, il a écrit quelques articles mais se concentre sur la création de profils couleurs représentant les véhicules de cette époque. Ceux-ci sont visibles sur son blog qu'il vous invite à aller voir: <http://panzerprofil.blogspot.fr/>.

Nos jeunes amis nous présentent ici le char de Fabrice Théry. Contrairement à leurs habitudes, ils ont travaillé au sujet d'un blindé en pouvant en parler avec le chef de char !

Daniel Laurent

Naissance et caractéristiques

La nécessité de donner un remplaçant à la famille des EBR des années 1950 incita le lancement de plusieurs programmes à partir de la fin des années 1960. En 1971, les Ateliers de Roanne, regroupés au sein du nouveau GIAT (Groupement Industriel des Armements Terrestres, créé la même année et regroupant les différents arsenaux de l'ex-Direction Technique des Armements Terrestres) présentent le premier prototype. Le véhicule blindé est doté de 6 roues motrices, et la configuration générale reste classique, avec un équipage de 4 hommes. L'armement est composé d'un canon GIAT BK MECA F2 de 105mm, d'une mitrailleuse coaxiale de 7.62mm, et de quatre lance-grenades fu-



migènes. La conduite de tir, particulièrement étoffée pour l'époque, comprenant un calculateur, un télémètre laser, une caméra de télévision à bas niveau de lumière avec un écran pour le chef d'engin et le pilote, permettant l'engagement de jour comme de nuit. Le véhicule est amphibie, des hydrojets le propulsant à une vitesse d'environ 7km/h. Sur terre, la vitesse maximale atteint 85km/h sur route, pour une autonomie d'environ 800 kilomètres.

Les composants mécaniques, notamment la direction à différentiel asservi, ou la transmission d'origine sont communs entre l'AMX-10RC et le transport de troupes blindé AMX-10P.

La pièce de 105mm se révèle suffisante au début du déploiement de l'engin : l'obus APFSDS¹ est ainsi capable de pénétrer 350mm d'acier sous une incidence nulle à 2000mètres, 150mm à la même distance sous une incidence de 60°. Le développement des blindages composites va amener à l'adoption d'un nouvel obus APFSDS adapté à la pièce de 105mm ; cette munition est ainsi capable de pénétrer les blindages composites jugés les plus efficaces par la classification OTAN, et ce, à une distance de 2000mètres.

Particulièrement mobile, l'AMX-10RC bénéficie d'une suspension oléopneumatique permettant de régler la garde au sol selon le type de terrain. Le blindé est ainsi particulièrement adapté aux missions de reconnaissance et compense un blindage relativement léger par une excellente réactivité et une pièce efficace. Si les performances de celle-ci sont limitées face aux dernières générations de chars de combat, l'obus APFSDS permet de combler l'insuffisance des obus antichars classiques. De plus, la qualité du système de conduite de tir donne aux équipages d'AMX-10RC un taux de réussite d'environ 90% sur une cible de la taille d'un char sur une distance de 2000 mètres.

1 : Amour Piercing Fin Stabilized Discarding Sabot, appelé également obus flèche, perçant le blindage de la cible grâce à son importante énergie cinétique. Il s'agit d'un obus composé d'un pénétrateur sous calibre, le faible diamètre améliorant la pénétration dans l'air, donc diminuant la perte d'énergie en vol, stabilisé par un empennage. Un sabot qui se détache à la sortie du canon permet d'adapter le diamètre de la munition au calibre plus élevé de l'âme.



Déploiement et modernisation

Homologué par l'Armée française, la production de l'AMX-10RC débute en 1976 aux Ateliers de Roanne, les premières unités en étant dotées en 1979. 337 exemplaires ont été livrés à l'Armée française à partir de 1979, la production s'étalant jusqu'en 1994 et comprenant l'exportation de 108 exemplaires au Maroc, et 12 au Qatar.

Aujourd'hui, 256 sont encore en dotation au sein de l'Armée française. Les années 2000 ont vu plusieurs programmes de modernisation. Plusieurs véhicules furent modernisés en 2002, et le programme fut étendu au total à 256 blindés entre 2005 et 2012, d'où la version « Rénovée » actuellement en service au sein de l'Armée de Terre. Cette modernisation comprend la gestion automatique de la boîte de vitesse par un système électropneumatique de pilotage, un nouveau système électropneumatique de gestion de la suspension, de plaques de blindage supplémentaires, 4 lance-grenades fumigènes supplémentaires, et une amélioration de l'informatique embarquée, notamment par l'ajout du Système Information Terminal Version 1 (SIT V1). Avec le GPS, ce système entre dans le cadre de la « numérisation du champ de bataille ». Des radios Thomson de type PR4G sont installées, ainsi qu'une nouvelle imagerie thermique, et un système de détection/protection amélioré. La consommation électrique accrue nécessite l'installation de deux batteries supplémentaires en tourelle, tandis que la capacité de mouvement amphibie est supprimée, les deux hydrojets étant supprimés sur les versions rénovées de l'AMX-10RC.



Opérations de maintenance

Le Terminal SIT V1 développé par Nexter (ex-GIAT) et EADS Defense Electronics Systems, permet une meilleure connectivité entre l'équipage et la chaîne de commandement, via une numérisation des données.

Le système de protection « Galix », monté à bord des AMX-10RC rénovés, comprend 8 lance-grenades, pouvant tirer des fumigènes, des leurres, et des grenades anti-personnel. Le système LIRE permet de détecter et de brouiller les armes guidées au laser. La conduite de tir est également améliorée, notamment par l'installation d'une caméra thermique DIVT-16 Castor de Thalès, efficace jusqu'à 4000 mètres, remplaçant ka DIVT-13 des versions non-rénovées (efficace à 1300mètres).

Ces modernisations permettront de maintenir la vie opérationnelle de l'AMX-10RC jusqu'à 2020-2025 environ.

Le premier engagement de l'AMX-10RC se déroule au Tchad, en 1983-84, puis durant la Première Guerre du Golfe, en 1991. L'AMX-10RC a également servi durant les opérations de l'OTAN au Kosovo, ainsi que dans plusieurs déploiements en Afrique, notamment en Côte d'Ivoire.

Grâce à un poids relativement restreint (15 tonnes), l'AMX-10RC est transportable par air (C-130, IL-76, C-17 Spartan, ou encore Boeing 747).

Données techniques

Hauteur : 2.56 mètres

Longueur : 6.24 mètres

Largeur : 2.78 mètres

Poids (au combat) : 17 tonnes

Armement principal : canon GIAT BK MECA F2 de 105mm, 38 obus (HE, AC, APFSDS, fumigène)

Armement secondaire : 2 mitrailleuses AA-NF1 de 7.62mm (une coaxiale, une sur la tourelle), 4000 cartouches

Conduite de tir COTAC à vision nocturne. Episcopes rotatifs de type M389 (grossissements x2 et x8) pour le chef de char, viseur M504 (grossissement x10) et télémètre laser M550 pour le tireur.

8 lance-grenades installés (fumigènes, anti-personnel, leurres), équipement radio courte/moyenne portée, GPS, Terminal SIT-V1 sur les versions rénovées.

Moteur diesel Baudouin Modèle 6F11 SRX de 280CV maximum. Vitesse maximale de 85km/h sur route, environ 35km/h en tout-terrain. Réservoirs de 500 litres, offrant une autonomie de 800 à 1000 kilomètres selon les terrains. A noter que l'AMX-10RC peut encore rouler avec 2 de ses 6 pneus hors-service. Boîte de vitesse (assistée, automatisée sur les versions rénovées) à 4 vitesses avant et 4 vitesses arrière.

Franchissement de tranchée : 1.15 mètres. Obstacle vertical : 0.70 mètres. Pente : 60°.

Puissance massique : 16,67CV/tonne

Les données concernant le blindage sont encore inaccessibles, mais la plupart des sources s'accordent à dire que le blindage frontal peut résister à des obus de 23mm (répandus dans les arsenaux d'origine soviétique) tirés à 300 mètres. Les améliorations du blindage visent à accroître cette protection, notamment contre les éclats d'obus, les balles de calibre moyen, et les roquettes antichars.

Sources

<http://www.army-technology.com>

<http://www.armyrecognition.com>

<http://www.chars-francais.net>



Jacket du 1st Ordnance Battalion/8th US army-Ike Pacifique 1944

Par Gaëtan BRAY



L'AUTEUR

Collectionneur canadien depuis des années, Gaëtan est l'un des animateurs du forum Les Héros Oubliés sous le pseudo de TheGate.

Veste américaine complètement montée d'origine, avec le patch de la 8ème Armée brodé et grade de specialist Technician, 4th Classe, col-lard US Army et 1e ordonnance de Bataillon d'armement.

Elle est faite de laine, période 2^{ème} GM.

La 8th Army a combattu dans le Pacifique, Nouvelle Guinée, Leyte, Luzon, Mindao.

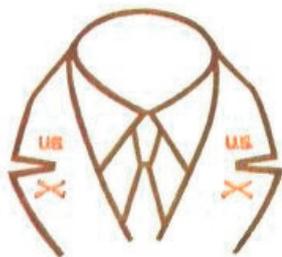


DERNIERE GUERRE MONDIALE



Les officiers portent l'écuson US aux deux extrémités du col, et l'insigne de l'arme aux revers.

Les insignes des soldats ne diffèrent de ceux des officiers que par le fait qu'ils sont formés d'un disque estampé, au lieu d'être découpés.



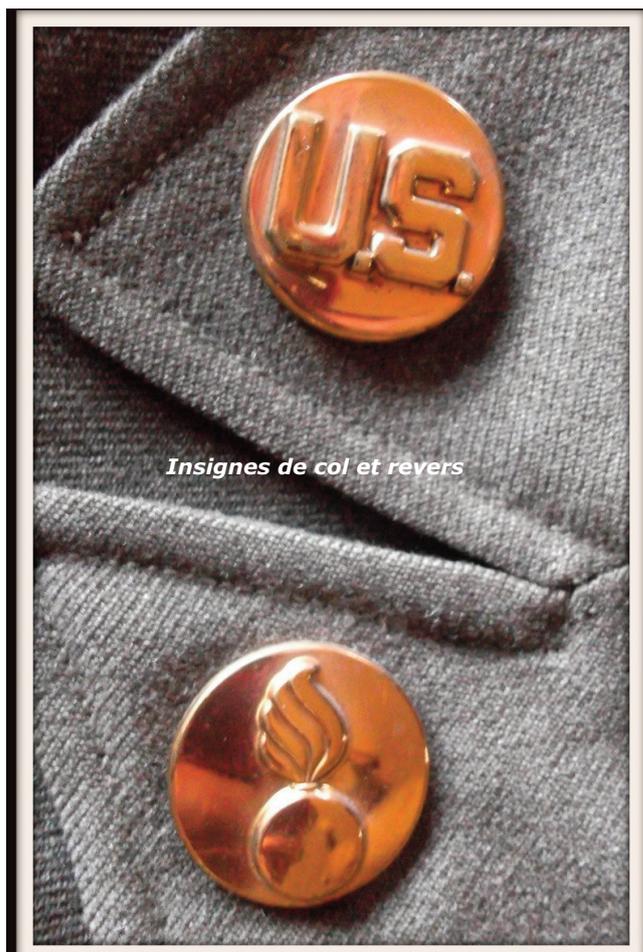
Voilà gros plan les grades et insignes de cette veste.



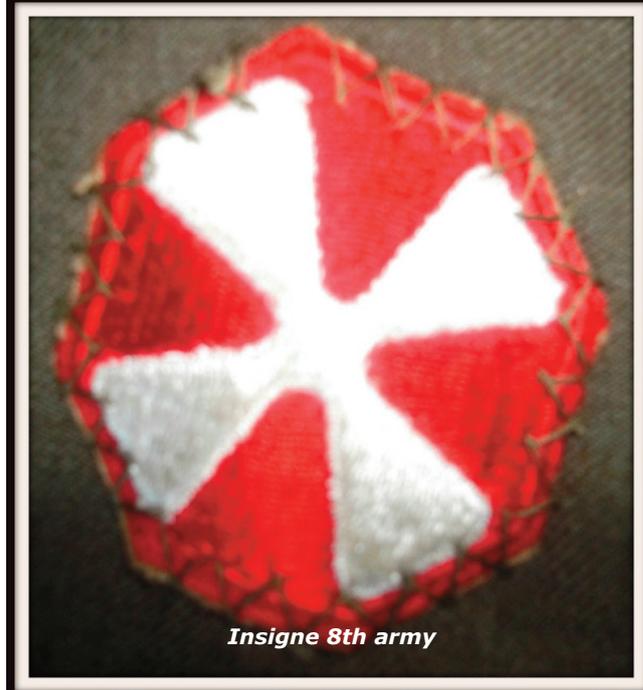
Insigne de grade



Insignes du 1st Ordnance Battalion



Insignes de col et revers



Insigne 8th army

Cette veste de type Ike américaine a été trouvée au USA : je faisais des recherches sur un casque M1 de 1943 et je suis tombé par hasard sur elle. J'ai pris contact avec le vendeur et, pour la modique somme de 45\$ US, je l'ai sortie !

Bien qu'elle soit montée comme une veste d'officier (montage d'origine), elle était destinée à un sous-officier.



Guerre navale

Par Francis LIESSE

L'AUTEUR



Surnommé l'Amiral (pas celui des grosses têtes !), Francis accepte parfois de retourner sur le plancher des vaches pour nous faire part de sa science maritime. Il a gentiment accepté de rédiger cette rubrique iodée afin de partager avec nous sa passion et ses connaissances.

LA GUERRE DES CONVOIS

De 1939 à 1943 les U-boote allemands possédaient un avantage considérable sur les navires d'escorte alliés. Ils pouvaient s'approcher des navires, même en convois, faire feu et s'échapper assez facilement.

Les Anglais, compte tenu des premières escarmouches entre sous-marins et escorteurs, réalisèrent que l'ASDIC¹, instrument prometteur devant réduire à néant les efforts des U-boote ne donnait pas entière satisfaction.

Cela a aiguillonné le pragmatisme et la pugnacité des responsables de la Royal Navy, surtout après qu'un convoi partant de Freetown vers la Grande-Bretagne ait perdu 7 cargos sur 11, alors qu'il était escorté par 4 navires n'ayant jamais travaillé ensemble. Pendant que 3 escorteurs sauvaient les naufragés, ils laissaient ainsi le champ libre à 4 U-boote. Les Britanniques établirent alors des règles et mirent au point des mesures qui allaient porter leurs fruits trois ans plus tard.

Ces règles peuvent être résumées en ces différents points : **Organisation, tactiques, renseignements,**



recherche de moyens nouveaux et perfectionnement de ceux existants, écoles.

Je vais, tout au long de cet article, vous expliquer les avancées des Anglais dans ces différents domaines.

La première des mesures fut la mise au point des convois. L'Amirauté fit appel à des scientifiques. Ces derniers arrivèrent rapidement à la conclusion qu'à l'augmentation du nombre de navires ne correspondait pas une augmentation arithmétique du nombre d'escorteurs (par exemple : s'il fallait 4 escorteurs pour 10 cargos, pour escorter 40 cargos il ne fallait pas 16 escorteurs !). Les Anglais constituèrent dès lors des convois plus importants.

Les convois : Les navires marchands étaient toujours sous les ordres d'un officier supérieur à la retraite (R.N.R. Royal Navy Reserve) le plus souvent un contre-amiral, nommé commodore. Il recevait ses directives directement de l'Amirauté, surtout concernant la route à suivre. La vitesse du convoi était toujours basée sur la vitesse du navire le plus lent, il y avait 3 sortes de convois, les lents, les rapides et les spéciaux.

Les premiers convois vont s'articuler en colonnes, d'un



maximum de 4 navires de front sur 10 en profondeur. Compte tenu de l'écartement (de jour et de nuit) d'environ 900 mètres, cela donnait une belle superficie en km². Le commodore était toujours à l'avant du convoi et les navires sensibles (pétroliers-munitions ...) au milieu. Il ne procédait pas à des zigzags.

Plus tard, avec le retour d'expérience, les concepteurs des convois vont constater que ces derniers sont attaqués le plus souvent par les côtés. Ils vont donc opter pour une formation de 10 navires de front sur 4 en profondeur, permettant ainsi aux escorteurs de mieux assurer les flancs.

L'écartement peut paraître important mais il faut tenir compte des conditions rencontrées par ces convois en mer augmentant les risques d'abordage : brumes, tempêtes, navigation de nuit sans feux de positions, etc.

1 : Acronyme de *Anti-Submarine Detection Investigation Committee*, que les Américains vont nommer SONAR pour *SOund Navigation And Ranging*, système de localisation de sous-marins en plongée par traitement d'échos sonores.

DERNIERE GUERRE MONDIALE



Il partait en moyenne 1 convoi lent par semaine et 1 convoi rapide tous les 4 jours, dans les 2 sens, pour rallier la Grande-Bretagne au Canada. Pour le voyage aller il fallait 9 jours et demi, autant pour le retour et cela faisait entre 6 et 8 convois en permanence dans l'Atlantique.

L'escorte était composée de destroyers et d'escorteurs (sloops, corvettes, chalutiers armés etc.) sous les ordres d'un chef de flottille. Son rôle principal étant de mener le convoi à destination, puis, secondairement, de détruire les sous-marins ennemis rencontrés.

Un convoi de 40 navires avait, quand les moyens étaient disponibles, 6 escorteurs.

Afin d'optimiser la sécurité et les recherches sous-marines, l'escorteur naviguait presque toujours à pleine vitesse (pour, le cas échéant, arriver le plus vite possible sur sa proie, car un sous-marin plonge très vite) et effectuait des recherches à l'ASDIC sur de larges zones sur les côtés et à l'avant du convoi. Il croisait le long de celui-ci, en zigzag, balayant ainsi une plus grande étendue.

Le chef de Flottille, même d'un grade inférieur au Commodore, avait autorité sur celui-ci si le besoin s'en faisait sentir.

L'escorteur avait aussi pour tâche de ramener au sein du convoi les égarés après une attaque ou une tempête.



Les corvettes de classe Flower furent de tous les convois des premières années de guerre

Parallèlement, au niveau de l'organisation, l'Amirauté mit en service une salle d'opérations centrale nommée « WACC ». Ce quartier général des **Western Approaches Command Center** était situé à Plymouth. Rapidement, un 2^{ème} centre fut créé à Liverpool. Ce quartier général bénéficiait des informations de l'OIC - **Operational Intelligence Center**, c'est-à-dire du centre qui collationne et analyse tous les renseignements utiles à la Royal Navy. Son cœur était la salle d'opération du WACC où, sur une immense carte de l'Atlantique nord, chaque convoi, chaque groupe d'escorte (plus tard) avions, u-boote était représenté par un marqueur dont des équipes de **Wrens** (auxiliaires féminines) mettaient continuellement à jour la position.

L'OIC, possédait plusieurs branches qui lui fournissaient les informations nécessaires.

Au niveau de la tactique et des écoles, rien n'existait à la déclaration de guerre, tout était à créer.

Dès juillet 1940, l'Amirauté décida d'ouvrir une école,

HMS Western Isles², à Tobermory, sur l'île de Mull, placée sous la direction du Commodore Gilbert Stephenson, connu sous le sobriquet de « Terreur de Tobermory ». Les nouveaux escorteurs et leurs équipages y suivaient une formation intensive. Cette école servira de modèle à de nombreuses formations d'après-guerre.

Les formations de base étaient généralement de 2 à 3 semaines à l'issue desquelles les navires et leur équipage étaient jugés aptes et recevaient une affectation ou redoublaient, les officiers jugés insuffisants perdant leur poste. En octobre 1944, plus d'un millier de navires étaient passés par cette école.

Une école similaire fut créée fin 1942 à Londonderry et une autre, en décembre 1943, à Stornoway. L'école de Londonderry était spécialisée dans la prise d'abordage des u-boote et les attaques de nuit avec le NEAT - **Night Escort Attack Teacher**. A Liverpool fut créé le WATU - **Western Approaches Training Unit** s'adressant plus spécialement aux commandants afin de les entraîner à réagir aux situations tactiques qu'ils étaient susceptibles de rencontrer (une sorte de Kriegspiel Naval).

L'efficacité du WACC sera augmentée par la présence sur place du commandant du groupe 15 du **Coastal Command**, qui permettra une meilleure coordination des actions aériennes avec les actions navales.

C'est de ces écoles et des cogitations des intervenants que naquit l'idée des porte-avions d'escorte et des groupes de combats. Afin de pallier l'absence de porte-avions, ils mirent au point les CAM - **Catapult Aircraft Merchant** -, des navires marchands équipés d'une catapulte permettant l'envol d'un avion devant écarter le danger des bombardiers allemands. Pour cet « usage unique » on utilisait des chasseurs démodés - le plus souvent un Hurricane ou un Fulmar à bout de souffle. Le pilote, une fois sa mission remplie, ralliait le convoi et amerrissait, à ses risques et périls. Ensuite vinrent les MAC - **Merchant Aircraft Carrier**, des navires marchands équipés d'un pont d'envol et de plusieurs avions. Le cargo gardait ainsi sa pleine capacité de transport et emportait quelques avions sur le pont - pas de hangar, les appareils décollaient et appontaient après avoir rempli leurs missions, détruire les sous-marins et défendre le convoi contre les bombardiers. L'arrivée de véritables porte-avions d'escorte permit de remplacer ces improvisations.



**CAM HMS Empire Darin
On peut voir ce qui semble être un hurricane sur sa catapulte**

2 : La Royal Navy donne à ses écoles, comme à ses bases à terre, des noms comme à des navires, qui deviennent ainsi HMS (pour His/Her Majest

DERNIERE GUERRE MONDIALE



Au fil des mois et du perfectionnement des navigants (officiers et matelots) mais également grâce aux progrès techniques (voir plus loin), les escorteurs gagnaient en efficacité. L'amirauté créa des groupes d'escorte, numérotés par une lettre et un chiffre, la lettre permettant d'identifier le groupe, le chiffre étant un numéro d'ordre : les Britanniques alignant les groupes **B1** à **B7**, les Canadiens **C1** à **C5** et les Américains **A1** à **A5**. A partir de 1943 s'y ajoutèrent des groupes de soutien ponctuel, simplement numérotés (comme par exemple le 2^{ème} escort group du Cdt Walker). L'avantage d'avoir des groupes d'escorte de composition stable était que les navires acquéraient une habitude de travail en commun les rendant ainsi beaucoup plus efficace.



MAC HMS Empire MacKencrick

Un groupe d'escorte fonctionnait sur un cycle routinier de 33 jours. Escorte d'un convoi des îles britanniques vers Terre-neuve, durée 9 jours et demi, six jours d'escale puis retour vers les îles britanniques, 9 jours et demi, suivis de 8 jours de repos, de remise en condition, d'entraînement et de perfectionnement.

En moyenne il y a un tiers des effectifs indisponibles, la moitié de ceux-ci en réparations suite à des combats, dégâts de tempêtes et l'autre moitié en entretien, modernisation et perfectionnement.

À suivre

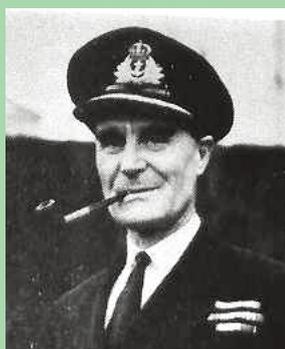


BIOGRAPHIE

Sir Frederic John WALKER

Né le 3 juin 1896 à Plymouth (Grande Bretagne) d'un père capitaine de vaisseau dans la Navy.

Bon sang ne saurait mentir et voilà notre Frédéric junior inscrit au « Britannia Royal Naval Collège » à Dartmouth d'où il sort major de sa promotion. Il navigue comme « aspirant » sur le cuirassé **HMS Ajax** de la classe King Georges V. Il sert ensuite sur les destroyers **HMS Mermaid** et **HMS**



Sarpedon, ce qui l'amène au grade de lieutenant de vaisseau en 1917 puis second du cuirassé **HMS Valiant** à la fin du conflit.

Entre temps, il se marie. Son épouse lui donnera trois fils et une fille.

Durant l'entre-deux-guerres il s'intéresse à un domaine très peu recherché, « la lutte anti sous-marine » et il est nommé stagiaire à la nouvelle école d'application, la **HMS Osprey**, créée en 1924. Il occupe, sur différentes unités, un poste correspondant à ses capacités.

En 1933, il est promu capitaine de frégate et reçoit le commandement du destroyer **HMS Shikari**, puis du sloop (navire vraiment spécialisé dans la lutte ASM ayant le meilleur équipement) **HMS Falmouth**. Il est ensuite nommé commandant en second de la **HMS Osprey** (école d'application) en 1937.

Le 2^{ème} conflit mondial lui donne l'occasion de faire rebondir sa carrière. Affecté à l'Etat-major du Vice-amiral Sir B. Ramsay en tant que chef du Personnel Opération, il participe ainsi à l'évacuation de Dunkerque ce qui lui valut des félicitations.

En octobre 1941 il obtient son 1^{er} commandement en mer sur le sloop **HMS Stork**.



HMS Stork (classe Bittern)

U-boat.net

Suivant la coutume bien connue dans la Navy : « Au plus âgé le grade le plus élevé », Walker prend le commandement du 36^{ème} groupe d'escorte de la Royal Navy avec pour mission d'escorter les convois de Gibraltar vers la Grande Bretagne. Ce groupe comprend 2 sloops et 6 corvettes.

Walker en profite pour mettre en œuvre ses idées et soumet son groupe à un entraînement intensif. L'occasion de vérifier le bien fondé de ses théories se présente fin décembre 1941 durant l'escorte du convoi HG-76 de 32 cargos. 5 sous-marins sont détruits, dont 3 attribués à Walker, l'U-434 le 18/12, l'U-574 le 19/12 et l'U-567 le 21/12.

Le 6/1/1942 Walker se verra décerner la D.S.O. (Distinguished Service Order), attribuée à des officiers supérieurs pour mérites exceptionnels. C'est la seconde décoration britannique en importance, après la « Victoria Cross ». Elle porte la mention : **Pour son audace, son adresse et sa détermination lors d'escortes, vers son pays, de convois de grandes valeur face à des attaques ennemies leur infligeant des pertes sensibles.**



En juillet 1942 il reçoit une première barrette à sa D.S.O. (La D.S.O. ne se décerne qu'une fois, si un récipiendaire mérite une seconde D.S.O. on lui remet une barrette en or signifiant son double mérite).

Vers la fin de cette même année, Walker quitte son commandement du 36^{ème} groupe pour un poste à terre, lui permettant ainsi de se refaire une santé malmenée.

En mai 1943 il reprend un commandement à la mer, celui du 2^{ème} groupe composé de 6 sloops, son pavillon flottant sur le **HMS Starling**. (Photo du Starling : U-boat.net)



HMS Starling (classe Modified Black Swan)
U-boat.net

C'est avec ce navire que Walker va connaître ses plus grands succès.

Les objectifs du 2^{ème} groupe étaient l'escorte de convois, mais aussi la chasse libre.

La combinaison d'un groupe de chasse, d'un chef charismatique, d'un spécialiste de la lutte ASM aux méthodes originales et non-conformistes va former une arme remarquablement efficace.

L'une des tactique de Walker était « l'attaque rampante » : l'ASDIC ne renvoie plus d'écho lorsque le sous-marin est à moins de 50 mètres, ce qui lui permet de s'esquiver avant que l'escorte ne puisse grenader. Walker fit travailler ses sloops par paire, un maintenant le contact et l'autre qui attaque.

Une autre méthode consistait à faire évoluer plusieurs sloops en ligne côte à côte et de grenader, de façon à saturer une zone sur une grande largeur.

Le 24/6/1943, il coule 2 sous-marins le même jour, l'U-119 et l'U-449.

Début août, de retour d'une mission, il apprend à Liverpool le décès de son fils à bord du sous-marin **HMS Parthian**.

Le 14/9/1943, Walker est décoré de « l'Ordre du Bain », un ordre de Chevalerie, le second en importance après l'Ordre de la Jarretière. L'Ordre du Bain est toujours d'actualité, le Grand Maître en est le Prince Charles 1^{er} d'Angleterre, les membres ont le droit de porter le titre de « Sir » et ont également le droit de préséance lors de toutes cérémonies officielles.

En novembre, le 6 pour être précis, il coule, le même jour 2 sous-marins, l'U-226 et l'U-842.

L'année 1944 commence bien pour lui car, entre le 31 janvier et le 20 février, il coule pas moins de 6 sous-marins !

A son retour, il est nommé capitaine de vaisseau par le Premier Lord de l'Amirauté, et reçoit une deuxième barrette à sa D.S.O.

En mars, il ajoute 2 nouveaux sous-marins à son palmarès, ce qui porte le total à 19 sous-marins allemands coulés, score inégalé, ni même approché.

En juin 1944, il est en charge de la protection ASM du débarquement en Normandie.

Au vu des brillants résultats et pour son travail il reçoit une 3^{ème} barrette à sa D.S.O le 13/6/1944. C'est un cas extrêmement rare, puisque c'est comme s'il l'avait reçue 4 fois ! Mais, ne s'imposant aucun répit, il est foudroyé le 7/7/1944 par une attaque cérébrale et meurt le surlendemain, à l'âge de 48 ans.

Ses cendres, selon son désir, sont dispersées en mer.

NdA : Il est intéressant de constater que son fils Timothy deviendra sous-marinier et que son petit-fils, Johnnie, est également sous-marinier, commandant la 1^{ère} escadre de sous-marins Britanniques.

PETITE HISTOIRE

Ca... un porte-avions ? Hé oui

En 1942, l'US Navy se trouve très vite confrontée à un problème majeur ! Une pénurie de pilotes de l'aéronavale.

La manœuvre la plus périlleuse pour un pilote de l'aéronavale a toujours été l'appontage. Le retour au porte-avions, parfois par une météo difficile, est toujours la hantise des pilotes inexpérimentés.

Hors, encore de nos jours, le seul moyen d'apponter en toute sécurité est d'effectuer un entraînement poussé.

Là réside le problème : il ne peut être question de maintenir un porte-avions opérationnel pour assurer cette mission de formation, le besoin de ces bâtiments est bien trop important sur le théâtre des opérations. La solution est d'en construire un spécialement, mais en temps de guerre les chantiers navals sont encombrés et les délais trop long. Il est également possible de transformer un bateau existant ayant des mensurations suffisantes en longueur pour supporter l'ajout d'une piste d'envol et une vitesse d'au moins 20 nœuds permettant décollages et appontages.

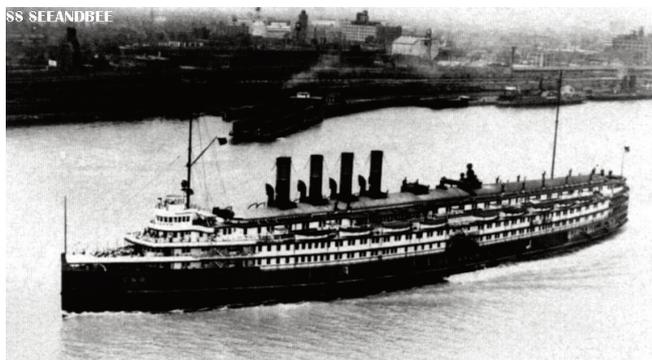
Mais, avant même d'entamer l'étude d'une solution, il est décidé de ne pas procéder à ces essais dans l'Océan Pacifique (côte ouest) ou Atlantique (côte est), le danger des sous-marins japonais ou allemands étant trop important.

Eureka ! Il se trouve que la région des Grands Lacs, dans le nord des Etats-Unis, en frontière avec le Canada, est parcourue par des steamers (grands navires de croisière/excursion) ! L'US Navy se porte acquéreur, au prix de 800.000 \$, de deux navires, le Seeandbee, qui devient l'**USS IX-64 Wolverine** le 12 mars 1942 et le Greater Buffalo qui devient l'**USS IX-81 Sable** le 7 août 1942.

Ces deux navires sont dépouillés de tout ce qui est devenu inutile (accessoires de luxe, baignoires, cabines, salons etc.)



La propulsion (roues à aube et chaudière au charbon) est conservée, ces deux navires atteignant les 18 nœuds. Ces travaux vont durer trois mois. Bien évidemment, il n'a pas été question de les doter d'armes défensives, de hangars, d'ascenseurs, etc.



Le SS Seandbee...

Ces « ponts plats », bien à l'abri du conflit, ne seront utilisés que pour apponter et décoller, les avions étant basés à Glenview, dans l'Illinois.

Encadrés par des instructeurs très compétents et expérimentés, pour la plupart des pilotes ayant participé à des combats, ils vont former plus de 17 900 pilotes, totalisant chacun près de 400 heures de vol avant d'être envoyé en unité.

Ces porte-avions d'eau douce totalisèrent plus de 116 000 appontages.



Deviendra USS Wolverine

A titre de comparaison, de nombreux pilotes qui convoyèrent les parachutistes lors du débarquement de Normandie ne possédaient que quelques dizaines d'heures de vol, n'avaient aucune compétence en navigation et pour seule consigne de suivre les feux de l'avion précédent.

Ce n'est donc pas pour rien que les pilotes de l'aéronavale sont considérés comme les meilleurs pilotes dans n'importe quelle force aérienne.

A la fin de la guerre, ces porte-avions n'avaient plus aucune utilité et furent, pour le Wolverine et le Sable retirés du service le 7/11/1945 et ferrailés en 1948.

Il est indéniable que ces deux porte-avions jouèrent un rôle primordial dans la guerre navale, en mettant à disposition des formations de combats des pilotes bien formés.



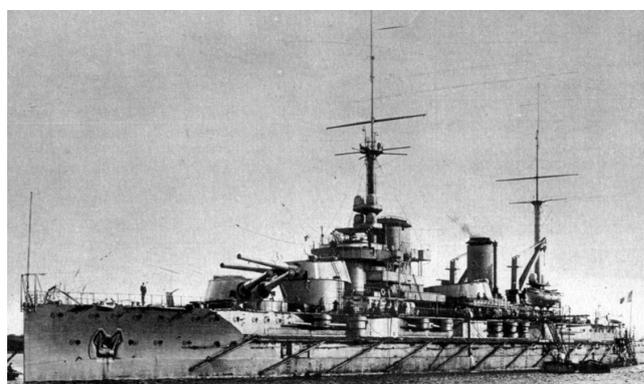
Le coin des navires

L'amirauté Italienne comprit très vite quelle n'avait aucune chance de concurrencer la Royal Navy. Elle se fixa plutôt l'objectif d'avoir la maîtrise en Méditerranée et de réaliser ainsi le vœu de Mussolini de faire de cette mer « un lac italien ».

Dans les articles précédents, j'ai commencé à détailler les cuirassés italiens ainsi que quelques destroyers.

Les plus anciens cuirassés **Conte di Cavour** et **Giulio Cesare** furent entièrement modernisés entre octobre 1933 et juin 1937, de même que l'**Andréa Doria** et le **Caio Duilio** le furent entre avril 1937 et octobre 1940.

Ceci pour vous préciser que l'Italie se focalisa sur son éventuel adversaire, la Marine Française, car ces navires viennent en réponse à la modernisation par tranche des vieux cuirassés français.



Cuirassé Provence avant refonte

Le **Bretagne** et le **Provence** sont modernisés en deux étapes, 1927-1930 et 1932-1935, améliorés principalement dans leurs armements, leur protection et tubes lance torpilles. Ces deux cuirassés ne pouvaient malgré tout dépasser les 20 nœuds (37,04 km/h) alors que leurs quatre homologues italiens filaient allègrement 26 nœuds (48,152 km/h).



Cuirassé Bretagne après refonte des années 30

Il en fut de même pour le troisième et dernier cuirassé ancien, le **Lorraine**, qui pointait à 21,5 nœuds (38,818 km/h)

Les **Courbet** et **Paris** ne seront pas modernisés. Ils vont se trouver tous les deux à Plymouth lors de la défaite française.



L'Amirauté Italienne se fit un devoir de calquer la construction de ses navires sur les Français.



Croiseur de bataille Strasbourg

La Marine Française mit en chantier le croiseur de bataille **Dunkerque** en 1932 puis le **Strasbourg** en 1934.

L'Italie répliqua en construisant le cuirassé **Littorio** et le **Vittorio Veneto** en 1934, suivis du cuirassé **Imperio** en 1938 en réponse au cuirassé **Richelieu** construit en 1935.

La France mit en chantier les 2 croiseurs lourds **Duquesne** et **Tourville** en 1924 et 1925, le croiseur lourd **Algérie** en 1931.



Cuirassé Vittorio Veneto

Concernant les croiseurs légers, ce fut la France qui prit un peu de retard en construisant 7 navires entre 1931 et 1936, alors que l'Italie en construisait 13 entre 1928 et 1933. En revanche, la France ne fut pas en reste en construisant, à partir de 1923 ce que certains nommèrent des « destroyers larges », classés dans la Marine Nationale comme contre-torpilleurs, de très beaux navires d'environ 2 500 tonnes. L'Italie répondit plus tardivement, en 1939, par la construction des croiseurs légers de la classe « Capitani Romani » au nombre de 12, dont 2 seulement purent être achevés avant l'armistice en 1943.

L'Italie possédait aussi 2 vieux croiseurs lourds :

San Giorgio :

qui devint après travaux en 1937-1938 un navire d'un tonnage de 11 700 tonnes, d'une longueur de 140,9 mètres, largeur de 21 mètres et un tirant d'eau de 6,9 mètres. Les 8 chaudières au charbon furent remplacées et donnèrent au navire une vitesse maximum de 23 nœuds (42,596 km/h). Arme-ment composé de 4 canons de 254 mm, de 8 canons

de 190 mm, de 6 canons de 37 mm, 12 canons de 20 mm et 14 mitrailleuses de 13,2 mm.

Historique :

Après ces travaux, il réintégra la Marine et fut dépêché en Afrique du Nord pour améliorer la défense anti-aérienne du port de Tobrouk, face aux Anglais.

Il y fut sabordé par petit fond pour servir de plate forme de tir le 22/1/1941.

Il avait un sister ship, le **San Marco**, qui ne fut pas modernisé et servit de central radio et de navire cible en 1930.

Il fut retrouvé par les alliés, coulé dans le port de la Spezia à la fin de la guerre.



San Giorgio

Navires étrangers incorporés à la Marine italienne

Taranto :(ex allemand Strasbourg).

Le SMS Strasbourg était un croiseur léger de la classe Magdebourg, appartenant à la Marine Impériale.

Il fut mis en service le 9/10/1912, participa à quelques opérations durant la 1^{ère} guerre Mondiale et fut transféré comme prix de guerre à l'Italie le 20/7/1920.

D'un poids de 5 100 tonnes à pleine charge, d'une longueur de 138,7 mètres pour une largeur de 13,5 mètres et d'un tirant d'eau de 4,4 mètres, ses machines, 2 turbines à vapeur développant 25 000 chevaux, lui donnaient une vitesse de 27,5 nœuds (soit 50,9 km/h) et la capacité de parcourir 5 820 milles, soit 10 780 km.



SMS Strassburg

DERNIERE GUERRE MONDIALE



Le Taranto subit de nombreuses modifications dans les années 1936/1937, la principale fut le remplacement de toute son artillerie (12 canons de 105 mm et 2 canons de 50 mm) par 7 canons de 150 mm, 2 pièces de 76 mm AA, 8 canons de 20 mm et 10 mitrailleuses de 13,2 mm. Il garda ses 120 mines. Son équipage était de 18 officiers et 468 hommes.

Son affectation devait être les colonies mais l'entrée en guerre l'empêcha et, ses transformations achevées, il se saborda le 9/9/1943 à la Spezia. Les Allemands le renflouèrent, mais il fut bombardé et coulé par l'aviation alliée le 23/10/1943.

Les Allemands le renflouèrent à nouveau, pour être définitivement coulé lors d'un raid de bombardiers alliés le 23/9/1944.

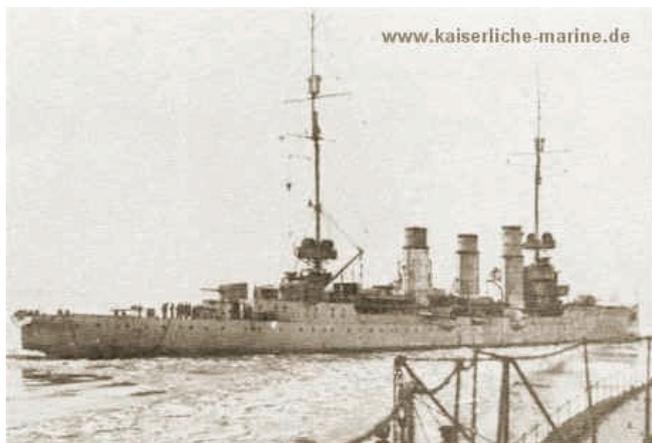
Bari: (ex Russe et ex Allemand)

Ce croiseur léger appartenant à la marine russe, du nom de « Maraviev Amursky » fut commandé à un chantier de construction navale à Gdansk en 1913. Il fut mis à l'eau le 11/4/1914.

Après le déclenchement de la 1^{ère} guerre Mondiale, ce croiseur est réquisitionné par la marine Impériale et rebaptisé SMS Pillau, affecté à la Flotte de Haute Mer en décembre 1914.

Il survécut à la guerre et fut donné à la marine Italienne le 20/7/1920 en tant que prix de guerre.

La marine Italienne le rebaptisa Bari et l'incorpora le 21/1/1924.



Le SMS Pillau

D'un déplacement de 5 305 tonnes à pleine charge, d'une longueur de 135,3 mètres, d'une largeur de 13,6 mètres pour un tirant d'eau de 4,9 mètres, ses machines étaient composées de 2 turbines à vapeur développant 30 000 chevaux, lui donnant une vitesse de 27,5 nœuds, soit 50,9 km/h. Son autonomie était de 4 300 milles soit 8 000 km.

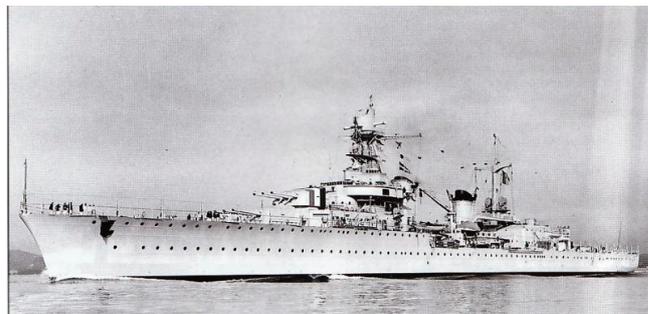
Son armement définitif était de 8 canons de 150 mm, 3 canons de 40 mm, 6 canons de 20 mm et 6 mitrailleuses de 13,2 mm ainsi que 120 mines. Il était servi par 21 officiers et 418 hommes.

Il subit plusieurs transformations dans les années 1934/1935. Devant être versé au service des colonies, il fut affecté, au printemps 1943, en tant qu'escorteur anti-aérien. Bombardé et presque coulé le 28/6/1943 par un raid américain, il est sabordé par les Italiens le 8/9/1943 et ne sera pas renfloué pendant la guerre.

FR11 et FR12: (ex français :)

Deux croiseurs légers Français, sabordés à Toulon en novembre 1942 furent donnés à la flotte Italienne, qui les renfloua et commença les travaux afin de les incorporer dans la marine Italienne. Il s'agit du « Jean de Vienne » et de « La Galissonnière » qui furent rebaptisés respectivement FR 11 et FR 12.

Les travaux avancèrent lentement et, à la capitulation Italienne, ils n'étaient pas encore terminés.



Croiseur léger La Galissonnière

<http://forummarine.forumactif.com>



Le Jean De Vienne après le sabordage de Toulon

<http://forummarine.forumactif.com>





« La France appelle votre secours » Quebec et la France Libre, 1940 - 1945

Présenté par Daniel LAURENT

L'auteur

Frédéric Smith est historien et chargé de projets à la Commission de la capitale nationale du Québec, où il coordonne divers projets de commémoration, d'interprétation et de mise en valeur de l'histoire et du patrimoine de la ville de Québec. Il a publié *Domaine de Maizerets* (Éditions de l'Homme, 2005), *Parc du Bois-de-Coulonge* (Fides, 2003) et *Cataraqui : histoire d'une villa anglaise à Sillery* (Publications du Québec, 2001). Il est également co-éditeur avec Sébastien Vincent et webmestre du blogue d'histoire du Québec :



Frédéric Smith

<http://www.lequebecetlesguerres.org/>

Le livre

Tiens, un Québécois qui s'intéresse à la France Libre ? Oui, mais pas n'importe quelle France Libre, celle qui agissait au Canada ! L'auteur nous met tout de suite dans le Saint-Laurent, pardon, dans le bain avec en introduction la liste des principaux protagonistes, ce qui a donné à votre serviteur l'occasion de découvrir qu'Elisabeth de Miribel est venue au Québec dès août 1940.

Après une courte histoire de ce qui se passa en France, mais aussi au Canada, jusqu'à juin 1940, nous entrons de plain-pied dans l'histoire des FFL au Canada et ça commence très mal.

Les Français ne comprennent rien aux mentalités canadiennes, qu'il s'agisse des francophones comme des anglophones, et vice-versa ! Mauvais choix de représentants locaux de De Gaulle, bourdes d'Elisabeth de Miribel, rien n'est épargné, y compris d'ailleurs les réticences du gouvernement canadien envers la France Libre.

Il faut également compter avec le respect et la sympathie dont bénéficie encore Pétain au Canada, tant du côté anglophone que francophone. Les vives critiques de Charles de Gaulle envers le Maréchal déplaisent à beaucoup.

Cela se passe cependant moins mal à Québec qu'à Montréal, mais il faudra quand même le déplacement de Thierry d'Argenlieu pour que la situation s'améliore durant le second semestre 1941. Cependant, une nou-

FRÉDÉRIC SMITH

« LA FRANCE APPELLE VOTRE SECOURS »

l'éditeur

FRÉDÉRIC SMITH

« LA FRANCE APPELLE VOTRE SECOURS » QUÉBEC ET LA FRANCE LIBRE, 1940-1945



l'éditeur

velle crise agitera le mouvement de fin 1941 à l'automne 1942. La reconnaissance, enfin, ne prendra place que durant l'été 1943.

Mais je ne vous en dirai pas plus. Cette aventure est peu connue et, comme pour un bon film, il serait scélérat de ma part de vous dévoiler les résultats.

Je ne peux que conseiller de lire ce livre qui, malgré le sérieux du sujet, se lit comme un roman policier !

Une remarque cependant : Les notes sont toutes en fin d'ouvrage, ce qui oblige à des acrobaties pour aller les consulter sans perdre sa page en lecture. L'auteur m'a expliqué que ceci était imposé par l'éditeur afin de ne pas effrayer le grand public par trop de notes en pied de page. Eh bien, l'éditeur a tort...

L'interview

L'auteur a eu l'amabilité de bien vouloir répondre à nos questions :

Daniel Laurent : Vous expliquez au début du livre la genèse de votre livre, mais il y manque le tout début : D'où vous vient, vous historien québécois, cet intérêt pour la France au point de vous lancer dans l'écriture de ce livre ?

Frédéric Smith : Il serait curieux pour un historien québécois de ne pas être intéressé par la civilisation



qui a permis à ses ancêtres de s'installer en terre d'Amérique, entre la fondation de Québec par Samuel de Champlain en 1608 et la chute de la Nouvelle-France en 1763. L'histoire du Québec est à plusieurs égards celle de la survivance de la langue française sur le Nouveau Continent.

Encore 80 % des 8 millions de Québécois ont le français comme langue maternelle. Seule langue officielle du Québec, elle est la langue normale des rapports sociaux. La France, c'est encore la Mère Patrie pour une majorité de citoyens de cette province canadienne. Et depuis trente ans, l'historiographie québécoise s'est enrichie de plusieurs ouvrages consacrés aux relations France-Québec.

Cela dit, c'est le mariage de deux grandes passions — l'histoire de la ville de Québec, ma ville natale, et l'histoire politique et diplomatique de la Seconde Guerre mondiale — qui m'a mis sur la piste de cet ouvrage, de même que des rencontres marquantes. Notamment avec l'historien suisse Claude Hauser qui m'aprenait, à l'automne 2000, que la France Libre était agissante à Québec, par l'intermédiaire d'un comité fondé et présidé par une femme, Marthe Simard. Ce fait était complètement absent des livres d'histoire. Plus étonnant encore, Marthe Simard est devenue en 1943 la première parlementaire de France, avant de retomber complètement dans l'oubli, tant en France qu'au Québec.

DL : Justement, votre ouvrage permet pour la première fois d'en connaître davantage à propos de la Franco-canadienne Marthe Simard, dont on ne sait rien en France malgré sa présence tout en haut des listes de femmes parlementaires et la récente inauguration d'une place Marthe-Simard dans le 14e arrondissement, à Paris. Comment expliquez-vous cette amnésie?

FS : Par les circonstances inattendues de sa brève carrière politique et par son désir de demeurer au Canada.

Née Marthe Caillaud en Algérie au début du siècle, de parents français, elle s'installe à Québec en 1932 après son mariage en secondes noces avec le médecin canadien-français André Simard. Rien ne la destine à la carrière politique. Elle s'occupe plutôt de sa fille, née de son premier mariage. Profondément choquée par la défaite française, Marthe Simard répond spontanément à l'Appel du général de Gaulle et fonde un premier comité France Libre au Canada. On dit même à l'époque, notamment chez les autorités du mouvement à Londres, qu'il s'agit du premier comité de ce type fondé à l'extérieur de l'Angleterre.

En reconnaissance de son action, le général de Gaulle et son Comité Français de la Libération Nationale la nomment déléguée à l'Assemblée consultative provisoire d'Alger, le 20 octobre 1943. Invitée à y représenter la résistance extra métropolitaine, elle devient du coup la première femme française investie de pouvoirs politiques.

Après la Libération, Marthe Simard suit l'assemblée à Paris. Maintenant que le droit de vote et d'éligibilité a été octroyé à la femme française, elle refuse pourtant la carrière politique que lui propose le général de Gaulle après la guerre. Elle compte plutôt retourner auprès de sa famille au Canada. Âgée d'à peine 44 ans, elle est déjà grand-mère! Convaincue de n'avoir accompli que son devoir de Française, elle retourne donc dans l'anonymat et meurt à Québec le 28 mars 1993, presque 50 ans après sa nomination à Alger. Il n'est pas étonnant qu'on ait perdu sa trace entre-temps.



De gauche à droite : E. de Miribel, Alain Savary, T. d'Argenlieu, A. Simard, Y. Bastenti, M. Simard - Québec - 1er avril 1941



DL : Vers quelle direction s'orientent maintenant vos recherches? Encore du français ou retour vers l'histoire du Québec?

FS : La ville de Québec a été le théâtre de deux conférences interalliées pendant la Seconde Guerre mondiale. La première, nommée QUADRANT, eut lieu en août 1943 entre Churchill et Roosevelt. Le premier ministre canadien William Lyon Mackenzie King en était l'hôte. On affirme communément que c'est à l'occasion de cette conférence que le débarquement de Normandie aurait été planifié.

Or, il n'existe à ma connaissance aucune synthèse historique, tant en français qu'en anglais, consacrée exclusivement à la première Conférence de Québec et à ses discussions. J'aimerais peut-être me lancer. En plus de préciser la portée réelle des discussions diplomatiques et stratégiques, un tel exercice permettrait de creuser quelques anecdotes savoureuses, comme le vol supposé des plans du débarquement – objet d'une légende tenace à Québec – ou encore la présentation en marge de la conférence de l'étrange projet Habakkuk, destiné à la fabrication de porte-avions en « pykrete », un mélange de glace et de copeaux de bois!



Marthe Simard : une femme méconnue



Fiche Technique

La France appelle votre secours
de Frédéric Smith

Publication : Mars 2012

Editeur : VLB EDITEUR

Collection : Études Québécoises

ISBN : 978-2-89649-326-5

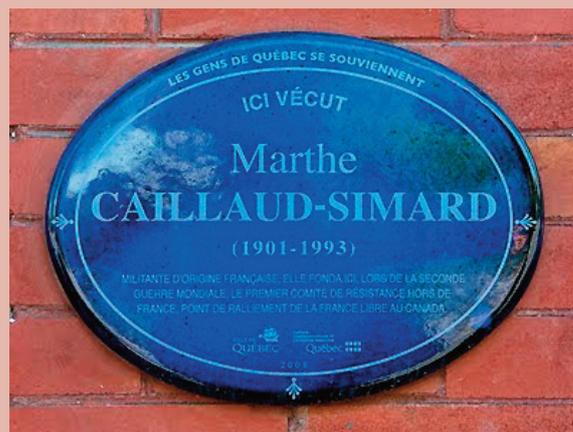
296 pages - 29.95 \$

Présentation de l'éditeur

En juin 1940, la France capitule devant l'Allemagne nazie. Depuis Londres, la voix d'un général inconnu, Charles de Gaulle, s'élève pour inviter ses compatriotes à poursuivre le combat. C'est la naissance de la France libre. Le 1er août, de Gaulle lance un appel particulier au Canada français : « L'âme de la France cherche et appelle votre secours », dit-il alors, « parce que le destin a fait du Canada la terre d'union de l'Ancien et du Nouveau Monde. »

Marthe Simard, une jeune Française établie à Québec, met sur pied un comité d'appui au mouvement gaulliste. Avec l'aide de son mari canadien-français, elle s'entoure de quelques journalistes, religieux et intellectuels, dont le professeur franco-suisse Auguste Viatte. Dans la maison des Simard, au cœur du Vieux-Québec, ils organisent l'aide aux soldats, participent à la propagande gaulliste et anti-vichyste et accueillent les représentants de la France libre de passage au Canada. Remarquée grâce aux rapports enthousiastes d'Élisabeth de Miribel, jeune envoyée du général, Marthe Simard fera une brève carrière politique à Alger puis à Paris. Les historiens perdront ensuite la trace de celle qui fut pourtant la première femme parlementaire de France.

À l'aide des archives personnelles de Marthe Simard et de sources canadiennes, françaises et suisses, Frédéric Smith redonne la parole aux principaux animateurs du Comité France libre de Québec. On découvre ainsi un épisode étonnant des échanges diplomatiques et intellectuels entretenus entre une France aux abois et un Québec en devenir.





Operation suicide de Robert Lyman

Présenté par Daniel LAURENT

L'auteur

Né en Nouvelle Zélande en 1963, Robert Lyman vit en Grande-Bretagne et est un ancien officier de l'armée britannique.

Historien réputé spécialiste de l'histoire militaire et de la Seconde Guerre mondiale, il est membre de la Royal Historical Society.

Bibliographie (en anglais, certains de ses livres n'ont pas encore été traduits en français) :

Into The Jaws of Death: The Gallant Six Hundred of the St. Nazaire Raid, 28 March 1942, Quercus, 2013

Operation Suicide: The Remarkable Story of the Cockleshell Raid Quercus, 2012

Bill Slim, Osprey, 2011

Japan's Last Bid for Victory: The Invasion of India, 1944, Pen and Sword, September 2011

Kohima: The Battle That Saved India, 1944 Osprey, 2010

The Longest Siege: Tobruk and the Battle for Africa, 1941, Pan Macmillan, 2009.

The Generals: From Defeat to Victory Leadership in Asia 1941-45, Constable and Robinson, 2008.

Iraq 1941: The Battles for Basra, Habbaniya, Fallujah and Baghdad, Osprey Publishing, 2006.

First Victory, Britain's Forgotten Struggle in the Middle East, 1941 Constable and Robinson, 2006.

Slim, Master of War, Constable and Robinson, 2004/5.

Le livre

L'histoire d'un raid fort méconnu, et fort meurtrier, 8 des 10 commandos envoyés ne reviendront pas. Afin de contrer le trafic maritime qui à partir de Bordeaux déjouait le blocus britannique, il fut décidé de miner un maximum de cargos.

Cela se lit comme un roman, avec du suspense, des drames, de l'héroïsme et de très tristes moments.

Le genre de livre d'histoire qui appelle au devoir de mémoire.

Bref un ouvrage qui va plaire aux lecteurs de notre magazine.

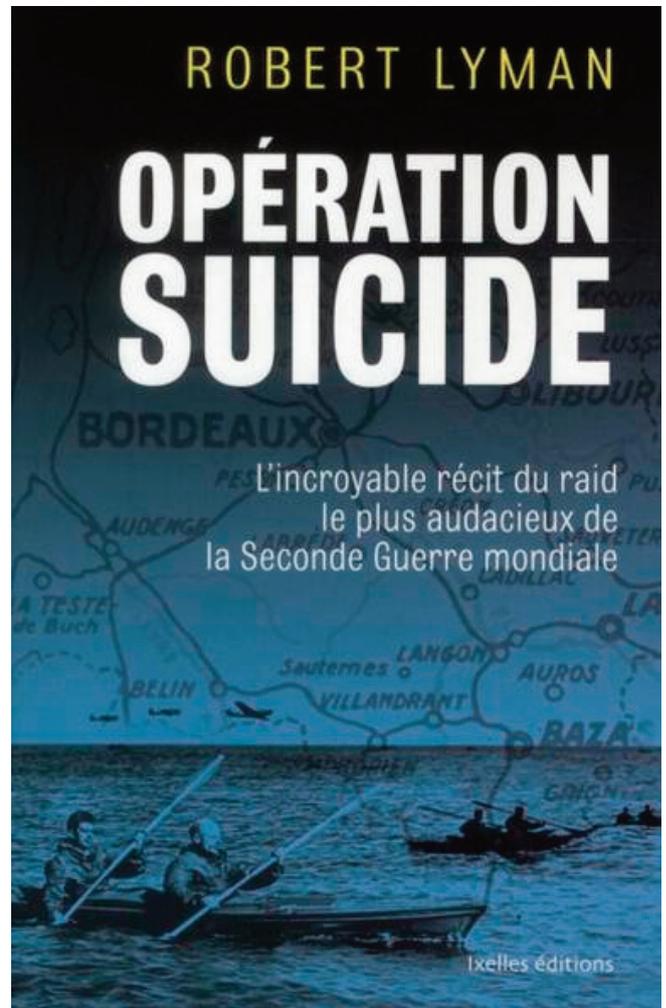
L'interview

L'auteur a eu l'amabilité de bien vouloir répondre à nos questions :

Daniel LAURENT : Opération Suicide, une tragédie quasiment inconnue, Qu'est-ce qui vous a mis sur la piste de ce raid ?



Robert Lyman



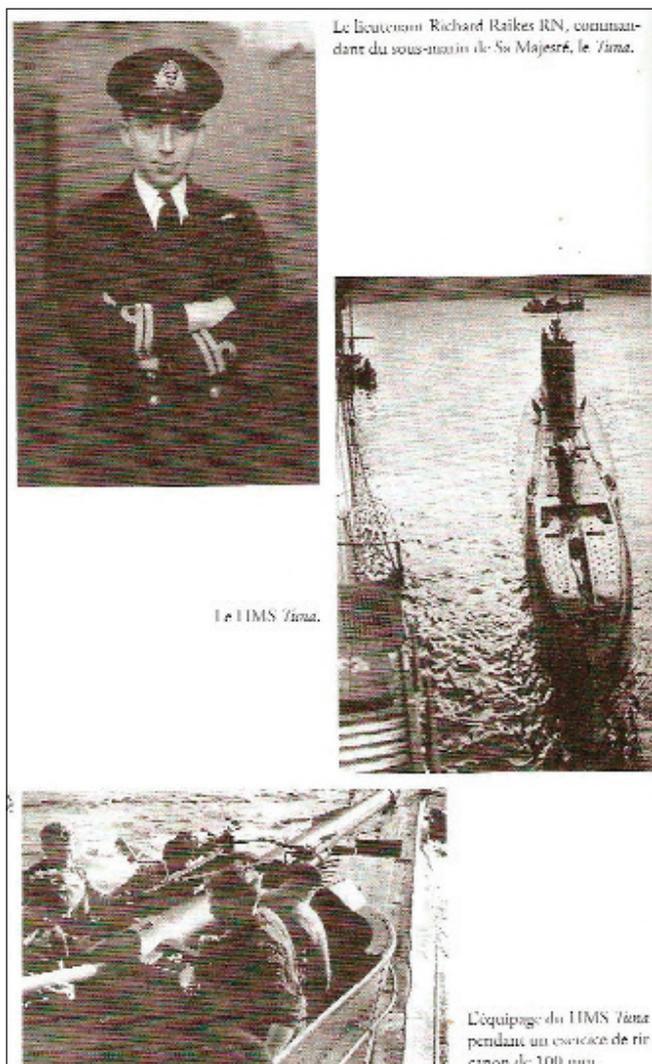
Robert LYMAN : J'ai obtenu une entrevue avec Norman Colley, le '13ème Homme' (i.e. la réserve), qui a voyagé jusqu'à la Gironde sur le HMS Tuna mais qui n'a pas participé au raid. C'était une histoire tellement extraordinaire que j'ai pensé qu'il fallait que j'écrive l'histoire complète, surtout depuis que le livre de CE Lucas Phillips des années 1950 (*The Cockleshell Heroes*) a été écrit sans l'accès aux dossiers secrets dans les Archives Nationales, la plupart n'ayant pas été accessibles avant les années 1970. De fait, un dossier n'a pas été consultable avant 2011! Alors, j'ai visité Norman et puis interviewé les familles des hommes, incluant Mme Bridget Hasler, et décidé d'écrire le livre.

DL : Le titre, ainsi que la présentation de l'éditeur, limite le livre à l'histoire de ce raid, alors qu'en fait c'est toute l'histoire des opérations secrètes en France qui est proposée à vos lecteurs, en particulier dans la première partie. Une raison particulière ?

RL : Hé bien, c'est décevant. Le raid ne peut être compris que dans le contexte de la situation militaire globale en 1942, et surtout les circonstances à l'époque en France Occupée. Dans tous mes livres j'ai fortement essayé de m'assurer que le contexte du temps



est totalement développé, pour que les lecteurs comprennent pourquoi les opérations ont eu lieu, pas seulement ce qui s'est passé. L'histoire de la résistance dans la région est fascinante, et l'interaction entre les Royal Marines et la population française en est une très solide, parce qu'à travers celle-ci on peut voir toute la douleur de l'occupation. J'ai découvert la complexité de la situation du renseignement et de la résistance dans les régions de la Charente et de la Gironde à travers des discussions avec les Dr. Maquis à l'Université de Poitiers, Dr. Michael Cobb à l'Université de Manchester et feu le Professeur MRD Foot.



Le lieutenant Richard Raikes RKN, commandant du sous-marin de Sa Majesté, le *Yama*.

Le HMS *Yama*.

L'équipage du HMS *Yama* pendant un exercice de tir canon de 100 mm.

DL : Votre description des événements, en particulier la difficile fuite de Hasler et Sparks au travers de la France et l'Espagne donne à croire que vous connaissez bien les lieux. Avez-vous fait des recherches localement ?

RL : Oui! J'ai toujours insisté pour visiter les endroits au sujet desquels j'écris, et, en 2010, à l'aide d'une voiture louée j'ai passé trois semaines à voyager à travers la France, de Bordeaux aux Pyrénées, m'assurant que je pourrai écrire avec confiance au sujet des endroits sur lesquels j'écrivais. En fait, j'ai visité Bordeaux trois fois et voyagé plusieurs jours sur la route entre Blaye et Ruffec sur laquelle Hasler et Sparks ont marché durant leur évasion.

DL : Votre bibliographie comporte 7 livres en français. Vous êtes francophone ?

RL : Malheureusement mon français n'est pas très



« Blondie » Hasler, alors qu'il est nommé second lieutenant de la Royal Navy, en 1942.

Photographie de Hasler prise à Barcelone, fin mai 1943 pour ses papiers d'identité qui le présentent comme un représentant de commerce. Sa lieutenantre moustache, qu'il avait rasée à Lyon, en janvier, sur ordre de Mary Lindell, a déjà retrouvé sa vigueur passée.

Photographie de Bill Sparks prise en 1945, il vient d'être décoré de la Médaille pour Service Distingué.

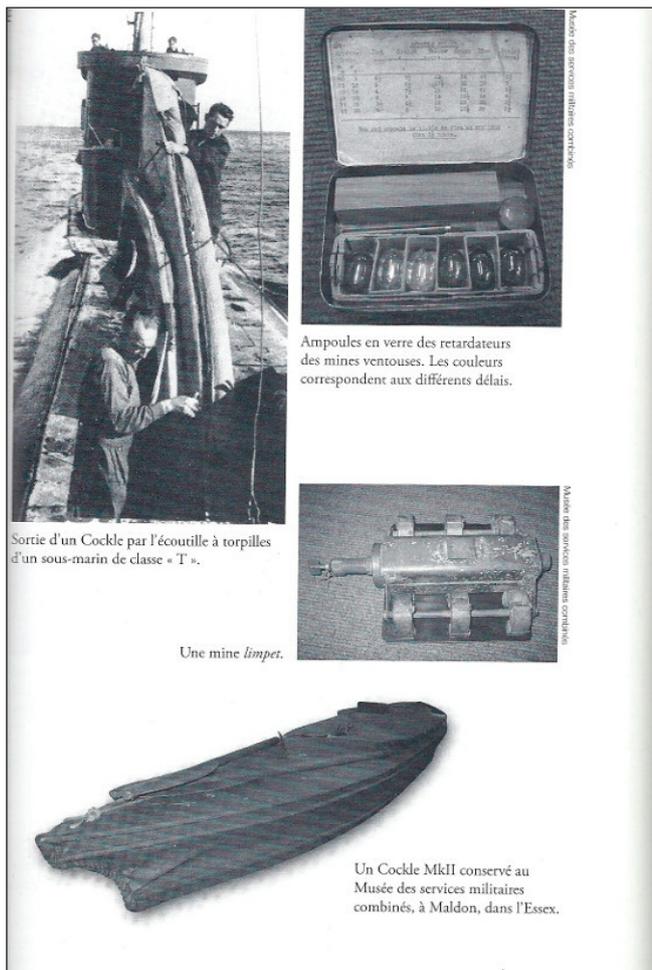
bon, alors j'ai travaillé de près avec M. François Boissier quand j'ai écrit le livre, et voyagé en France. Il ne m'a pas seulement aidé à comprendre le contexte français du raid mais a aussi aidé à traduire plusieurs documents français, et m'a présenté à plusieurs Français associés au raid.

DL : Tous vos livres sont au sujet d'histoire militaire, principalement la dernière guerre mondiale. Qu'est-ce qui vous a engagé dans cette direction ?

RL : En fait, mon premier livre publié était sur le rôle de l'intervention militaire en Bosnie-Herzégovine, mais à part celui-ci je me suis concentré sur la 2^{ème} GM. La raison principale est que tous mes livres reposent sur des entrevues approfondies avec des anciens combattants, et quand j'écrivais ma biographie sur le Field Marshall Bill Slim j'ai attrapé le virus de rencontrer et discuter avec les hommes et les femmes qui y étaient. J'ai réalisé qu'il y avait plusieurs histoires de la 2^{ème} GM qui avaient besoin d'être racontées, et la meilleure voix est celle de ceux qui y ont participé.

DL : Votre site Web mentionne que « Opération Suicide » a été publié en GB en 2012. La version française parle d'un copyright original de 2010. Qui a raison ?

RL : Eh bien, le livre a été publié en 2012 mais le manuscrit a été complété en 2010, alors je suppose que les deux sont corrects !



Sortie d'un Cockle par l'écoutille à torpilles d'un sous-marin de classe « T ».

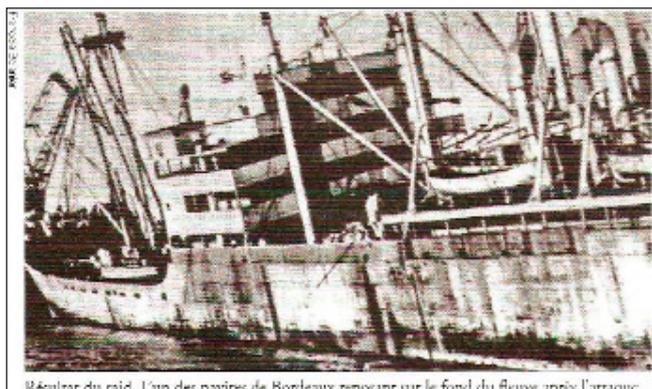
Ampoules en verre des retardateurs des mines ventouses. Les couleurs correspondent aux différents délais.

Une mine limpet.

Un Cockle MkII conservé au Musée des services militaires combinés, à Maldon, dans l'Essex.

DL : Qu'est-ce qui vient ensuite ? Dans quelle direction orientez-vous vos recherches ?

RL : Une autre histoire sur la France ! J'aurai bientôt terminé mon histoire sur l'Opération Chariot, le raid du Combined Operations sur Saint-Nazaire en mars 1942. C'est le 70^{ème} anniversaire du raid cette année, et environ 20 anciens combattants sont toujours en vie au Royaume-Uni. C'est une histoire extraordinaire, pour laquelle j'ai reçu beaucoup d'aide de la part d'historiens français. J'ai déjà passé beaucoup de temps à marcher dans la ville, quoiqu'elle ait beaucoup changé depuis 1942. Ce qui n'a pas changé ce sont les énormes alvéoles pour U-boats et la grande cale-sèche, construite en 1934 pour le paquebot *Normandie*. Ce livre devrait être publié en 2013 sous le titre « Into the Jaws of Death: the Gallant 600 and the Legendary Raid on Saint-Nazaire ». Cela vient du poème de Lord Tennyson, bien connu au Royaume-Uni, sur la charge de la Brigade Légère lors de la Guerre de



Résultat du raid. L'un des navires de Bordeaux reposant sur le fond du fleuve après l'attaque.

Crimée lorsque 600 hommes ont galopé vers une destruction certaine contre les canons russes. Le raid de Saint-Nazaire était semblable en grande partie, où 621 commandos et marins ont navigué vers l'inconnu, se faisant tirer dessus de la gauche et la droite, pour attaquer le port et détruire la cale-sèche. C'est une leçon d'humilité pour moi d'écouter les histoires de ceux qui y étaient, et j'espère que ma façon de raconter l'histoire leur rend justice.

Fiche Technique

Opération suicide, L'incroyable histoire d'un des raids les plus audacieux de la seconde guerre mondiale de Robert Lyman,

Ixelles éditions

Date de parution: 21/03/2012

ISBN13 : 978-2-87515-144-5

352 pages – 23,23 €

Présentation de l'éditeur

Début 1942: l'Europe vit sous la botte nazie. L'Angleterre, qui a étendu son blocus maritime à la France occupée, s'inquiète du nombre croissant de navires allemands forceurs de blocus. Notamment en Gironde, où le port de Bordeaux est la plaque tournante des échanges d'armes et de matières premières entre l'Allemagne et le Japon. Il faut agir. Opération Frankton, un aller-simple au casse-pipe. 7 décembre 1942 : au large de Montalivet, le sous-marin britannique HMS Tuna met à l'eau cinq canots.

À leur bord, dix hommes commandos du Corps des Royal Marines. Leur mission consiste à atteindre l'estuaire de la Gironde, remonter de nuit le fleuve jusqu'au port de Bordeaux et enfin poser des mines sur les navires de l'Axe. Lord Mountbatten, chef des Opérations Combinées, donne le feu vert à cette mission nommée Frankton. Il s'attend à ce que tous ses hommes périssent. Il n'est pas loin du compte : deux canoéistes se noient, six sont capturés par les Allemands puis exécutés, seuls le Major Hasler dit «Blondie» et le Marine Williams Sparks en réchapperont avec l'aide de la Résistance française.

Un raid extraordinaire dans sa conception, totalement fou dans son exécution. Dans Opération Suicide, Robert Lyman retrace, avec force détails et au plus près de l'action, l'épopée de ces commandos de l'impossible au cœur de la France. Un récit historique captivant où se côtoient esprit d'aventure, courage et abnégation.





Aperçu : La bataille d'El Alamein de Cédric Mas

Présenté par Daniel LAURENT

L'auteur

Plus connu sous le pseudo de 13emE DBLE sur les forums, Cédric est Avocat de formation au barreau de Marseille, 39 ans, marié 3 enfants, passionné d'histoire militaire et politique, auteur de plusieurs articles sur l'histoire militaire de la seconde guerre mondiale, et plus particulièrement sur les opérations en Méditerranée et en Afrique du Nord, qui ont été publiés dans de nombreux magazines en particulier au sujet de la DAK et du Maréchal Rommel.

Le livre

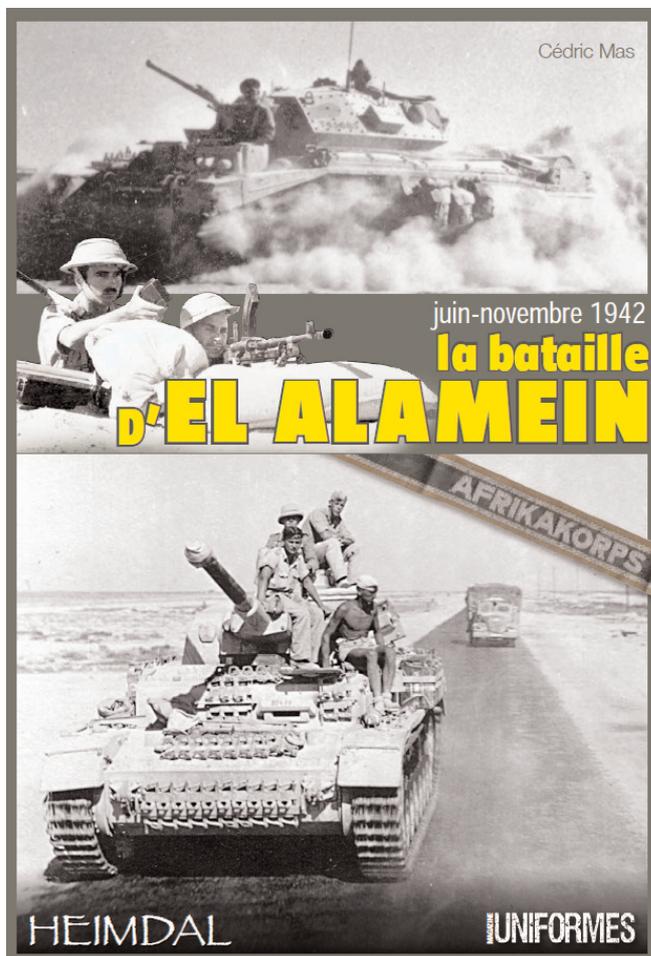
Ce livre fera l'objet d'une présentation détaillée, avec interview de l'auteur, dans notre prochain numéro. Nous pouvons cependant noter que les illustrations, pour la plupart issues de collections privées dont celle de l'auteur, sont absolument exceptionnelles.

Signalons que les notes sont en pied de pages a la grande joie de votre serviteur, facilement consultables, et pas en fin de livre, obligeant le lecteur a des acrobaties pour les consulter sans perdre sa page comme, hélas, dans de nombreux pourtant excellents livres dont nous avons déjà parlé.

El Alamein comme si vous y étiez ! Nous avons un temps soupçonné l'auteur d'y avoir été mais, après vérification, il est trop jeune pour être un vétéran...

Trois tankistes britanniques posent fièrement. En juillet 1942, l'Arme blindée britannique traverse la plus grave crise de son histoire. Les équipages ne se connaissent pas et doivent se battre sur des tanks qu'ils découvrent. Face aux Panzers cela ne pardonne pas !

(Collection Mas)



Quel contraste avec ce tankiste allemand, trônant fièrement sur la tourelle de son Panzer IV, recouvert d'un drapeau pour éviter les méprises. L'allure et l'assurance en disent long sur les succès qu'il vient de remporter. Mais le combat est loin d'être terminé.

(Collection Mas)



Fiche Technique

La bataille d'El Alamein
de Cédric Mas

Édité par Heimdal Editions

Date de parution : 1er novembre 2012

ISBN : 2840483416

EAN : 978-2840483410

36 euro

Présentation de l'éditeur

Ce nouvel ouvrage est publié à l'occasion du 70ème anniversaire de la Bataille d'El Alamein. Parmi les grandes batailles de la Seconde Guerre mondiale, celle-ci tient une place particulière ; elle est liée au nom de deux grands chefs que l'on retrouvera plus tard en Europe : Rommel et Montgomery. Nous suivons l'échec de Rommel devant la ligne d'El Alamein (1er juillet-2 septembre 1942) puis la contre-offensive victorieuse de Montgomery (23 octobre-4 novembre 1942).

Riche iconographie (250 photos dont des pièces d'uniformes en couleurs, une quinzaine de photos d'époque en couleurs), relié 128 pages couleurs.

INTRODUCTION

Introduction

EL ALAMEIN, LIEU SURPRENANT POUR UNE BATAILLE

La bataille d'El Alamein marque la plus grande et la plus complète des victoires britanniques sur les Allemands au cours de la Seconde Guerre mondiale. Elle occupe donc une place particulière au sein du Panthéon des combats du Commonwealth durant la Seconde Guerre mondiale.

Elle symbolise aussi le tournant des opérations menées à l'Ouest : après novembre 1942, les forces italo-allemandes ne remportent plus de succès stratégiques, même s'ils parviennent encore à placer quelques « contres » tactiques. Après Midway dans le Pacifique, et avant Stalingrad sur le front de l'Est, Alamein est donc présenté classiquement et avec justice comme l'un des tournants de la Seconde Guerre mondiale.

L'Égypte et El Alamein dans l'Empire britannique

Mais avant de détailler les opérations, il convient de revenir sur le cadre historique dans lequel se place cette bataille.

Le Khédivat ottoman d'Égypte a subi dès le XIX^e siècle, l'influence des puissances européennes et particulièrement du Royaume-Uni. Placée sur la route des Indes, l'importance stratégique du delta du Nil apparaît dès l'expédition d'Égypte de Bonaparte¹. Cette importance va s'accroître avec la construction du canal de Suez en 1869. Les Britanniques s'installent durablement sur place, mais ils ne mettent fin à l'autorité du Khédive qu'en 1914, jusqu'à placer l'Égypte sous protection pour protéger le canal des attaques de l'Empire ottoman.

En 1922, à la suite de troubles nationalistes, l'Égypte récupère sa souveraineté, en devant une monarchie parlementaire. Malgré des concessions politiques, l'occupation militaire britannique continue.

En 1936, le Royaume-Uni et la monarchie égyptienne concluent un Traité d'Alliance pour leur compte de l'Italie fasciste, alliée à l'Allemagne nazie, qui occupe la colonie voisine de Libye. Dans cette convention, les Britanniques conservent le droit de stationner des troupes pour la défense du canal de Suez et de ses rives, en contrepartie de l'engagement d'organiser une armée nationale égyptienne.

Or, le canal de Suez, l'importance de l'Égypte réside dans la création d'une immense base navale à Alexandrie, que l'Armée britannique subitote à Malte, trop exposée à la menace italienne.



Une des premières automitrailleuses Rolls-Royce de l'armée britannique en Égypte. Il s'agit d'un véhicule du 11th Hussars, arrivé fin 1934 pour protéger le canal de Suez. L'importance de cette zone est si grande que les Britanniques n'hésiteront jamais à y engager leurs plus récents matériels. (Collection Mas)

En juin 1940, l'entrée en guerre de l'Italie cristallise l'ambroisie diplomatique dans lequel se trouve l'Égypte : tandis que des unités britanniques stationnées sur leur sol déclenchent des opérations actives contre le voisin italien, les députés égyptiens refusent de déclarer la guerre à l'Italie !

De fait, bien qu'étant un terrain de combats internes, l'Égypte reste neutre tout au long de la Seconde Guerre mondiale. Si son armée soutient les Alliés, ses élites politiques et économiques soutiennent secrètement leur défilé, espérant ainsi recouvrer une complète indépendance.

Les unités alliées qui combattent les Italiens en Égypte en 1942 relèvent donc d'un statut soigné, puisqu'elles opèrent sur

le territoire d'un Etat officiellement « neutre », avec une armée locale globalement passive, et une large partie de la population civile résolument hostile. Cela oblige les Britanniques à mobiliser des effectifs importants sur les arrières du front, et ce même lorsque la situation sera critique.

Le lieu qui va donner son nom à cette bataille n'est pas une localité habitée², mais une gare perdue en plein désert, au croisement de deux pistes qui portent vers le Sud. El Alamein signifie en arabe « les deux drapeaux ».

¹ République fondée par la France révolutionnaire en 1797-1798, qui déclara après une série de victoires navales et de terres maritimes.
² Même si des traces d'un port antique ont été découvertes récemment.

8 | LA BATAILLE D'EL ALAMEIN



Deux Valentine détruits dans le secteur au Sud de Ruweisat. Les néo-zélandais sont soutenus par le 5th RTR qui perd plusieurs tanks face à la résistance tenace des italo-allemands qui repoussent sèchement les assaillants, et se paie même le luxe de capturer dans la nuit du 4 au 5 le Brigadier Clifton avec ses ordres et ses cartes. (Collection Zambon)





Annonce

L'ouvrage en souscription que nous vous présentons n'étant pas encore paru, il ne nous est pas possible de vous le présenter en détail ni de vous donner notre avis définitif. Cependant, vu les sujets qu'il présente et la façon dont il se propose de le faire, il convient de l'aborder avec prudence car c'est explosif pour le moins dire.

Les Éditions «La Galipote» présentent :

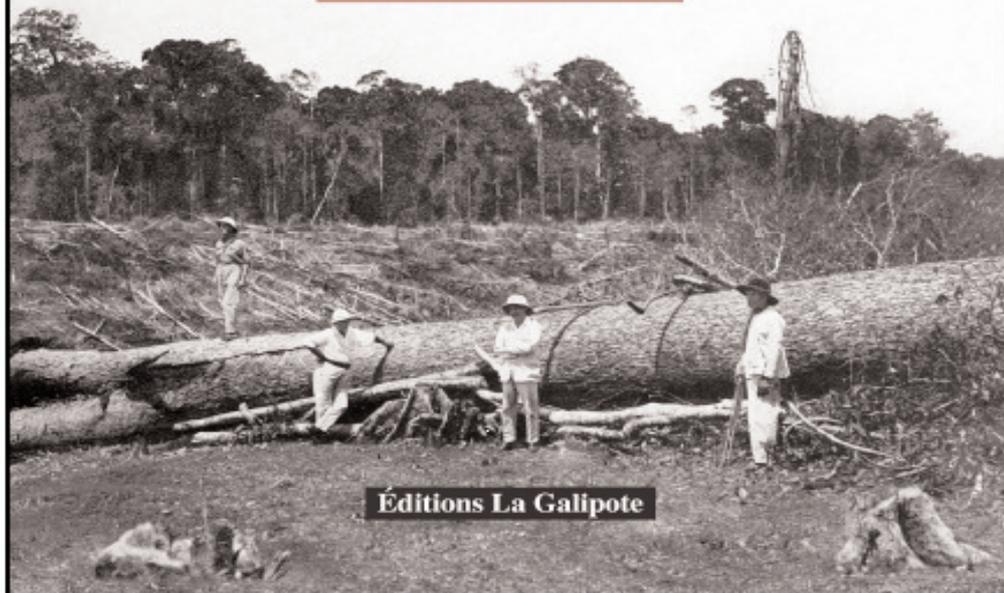
Les plantations Michelin au Viêt-nam

ÉRIC PANTHOU

Une histoire sociale : 1925-1940

TRAN TU BINH

Phu-Riêng : récit d'une révolte



En Souscription dès maintenant

En partenariat avec l'Université Populaire et Citoyenne du Puy-de-Dôme, 345 pages, illustré, au format 14x20 cm

Parution en décembre 2012



MICHELIN AU VIÊT-NAM

Une histoire sociale (1925-1940)

Dans l'histoire de la domination française en Indochine, l'exploitation de l'hévéa demeure le symbole de l'expansion économique de la région qui a fait la fortune de nombreux colons et de grandes sociétés. Parmi elles, Michelin.

Mais la culture de l'hévéa marque aussi une des périodes les plus noires du colonialisme par le traitement infligé au prolétariat indigène venu travailler là.

Or, les plantations Michelin sont, aussi bien dans la presse et les rapports des autorités de l'époque que dans la mémoire du peuple vietnamien, l'un des lieux emblématiques de cette exploitation. C'est à la découverte d'un pan méconnu de l'histoire sociale du géant du pneu à laquelle cet ouvrage vous invite à travers un témoignage militant puis une étude historique à caractère universitaire.

D'abord, *Phu-Riêng, la Rouge : récit d'une révolte en 1930*, par Tran Tu Binh. Paru en 1965 au Viêt-nam, ce témoignage très fort d'un coolie recruté entre 1927 à 1930 sur la plantation Michelin de Phu-Riêng décrit la dureté des conditions de vie et de travail, la violence quotidienne de l'encadrement français et les efforts des ouvriers pour s'organiser et finalement se révolter sous la direction des communistes. C'est le récit le plus célèbre sur la condition sociale dans les plantations et aussi celui jugé le plus fiable par les historiens. Traduction de Carola Kaufmann, de l'UPC 63, et Jacques Joubert.

Puis, *Aux sources du particularisme des plantations Michelin au Viêt-Nam, de leur origine à 1939*, par Éric Panthou. S'appuyant sur des sources nombreuses dont plusieurs issues des archives Michelin, l'auteur présente l'originalité de ces plantations. Ici, la direction clermontoise a voulu transposer ses méthodes de travail sans tenir compte du milieu et des hommes : méconnaissance des mœurs des ouvriers, organisation scientifique du travail inspirée de Taylor, hausse constante des rendements, pressions sur l'encadrement génératrices de violences sur les ouvriers, volonté de se démarquer des autres planteurs... En dépit des dépenses importantes réalisées dans le domaine sanitaire, tous ces éléments ont fait des concessions Michelin, des plantations à part, bientôt confrontées à la critique des autorités, et à l'émergence de luttes ouvrières historiques. Le lecteur croquera aussi la figure d'Alexandre Varenne, Gouverneur de l'Indochine au moment même où Michelin obtient ses immenses concessions...



Les auteurs

Tran Tu Binh (1907-1967), fut condamné à 5 ans de prison pour avoir dirigé la grève de la plantation de Phu-Riêng. Il devint ensuite un haut cadre militaire et politique du Nord Viêt-Nam communiste.

Prix Maitron pour son mémoire sur *L'Année 1936 dans le Puy-de-Dôme*, Éric Panthou est bibliothécaire. Il est diplômé de 3ème cycle en histoire et l'auteur de plusieurs études sur Michelin et l'histoire sociale du Puy-de-Dôme.



Table des matières:

Première partie: **Phu-Riêng la Rouge**. Récit d'une révolte sur une plantation Michelin en 1930, par Tran Tu Binh.

Seconde partie: **Aux sources du particularisme des plantations Michelin au Viêt-Nam, de leurs origines à 1939**, par Éric Panthou.

Chapitres:

1. Aux origines des plantations Michelin.

La soif de terres agricoles.

Les raisons de cet engagement en Indochine.

2. Réussite économique et conflits d'intérêts.

Une affaire très rentable.

Une tension croissante avec les autres producteurs. Un fort renouvellement de la main-d'œuvre.

3. Le statut de la main-d'œuvre contractuelle sur les plantations.

L'intervention de l'État sous l'égide d'Alexandre Varenne.

Travail contractuel, travail contraint?

Un niveau de vie misérable.

4. Efficacité et productivité: le particularisme Michelin dans la plantation d'hévéas?

Taylorisme et «esprit Michelin»

Durée du travail: une exploitation extrême.

Sélection ethnique et ségrégation pour mieux contrôler les ouvriers.

Les effectifs.

5. L'état de la main-d'œuvre.

Nourriture et hébergement: Michelin n'est pas un exemple.

Une mortalité effroyable dans de nombreuses plantations.

Des efforts importants mais tardifs dans le domaine de la protection sanitaire.

Un fort renouvellement de la main-d'œuvre.

6. Les plantations Michelin, lieu emblématique

de la violence coloniale?

Impunité pour la violence des blancs.

L'encadrement indigène livré à lui-même.

Symptôme du malaise: les fuites massives.

7. L'échec humain des plantations Michelin selon les autorités.

8. les plantations Michelin, terrain de luttes historiques pour les communistes.

La révolte de Phu-Riêng en 1930.

On tire sur les coolies de Dâu-Tiêng.

Une agitation continuelle.

Souscription pour l'édition du livre

Les plantations Michelin au Viêt-Nam

Auteurs : Éric PANTHOU – TRAN Tu Binh, raconté par HA An

Nom.....

Prénom :.....

Adresse d'envoi :.....

Code postal :.....Ville :.....

Courriel :.....Tél:.....

Je souscris pour exemplaire(s) au prix de 18 €/livre au lieu de 20 € à parution

(envoi franco de port pour les souscripteurs, 3 € à parution)

Total à régler de€ par chèque libellé à l'ordre de : UPC63 – souscription « Plantations Michelin »

Date :.....

Signature :

À envoyer ou déposer avec le règlement à:

UPC63 - 3, rue Gaultier de Biauzat - 63000 – Clermont-Ferrand

Bulletin téléchargeable sur : <http://upc63.ouvaton.org/>



OPERATION TORCH

Il y a 70 ans :

les premi

**Une réaction ?
Envie d'en apprendre plus ?**

**REJOIGNEZ NOUS ET ENGAGEZ UNE DISCUSSION SUR LE
FORUM**



LES HEROS OUBLIES
<http://www.lesherosoublies.com/>



Retrouvez une équipe de passionnés d'Histoire, mais aussi des collectionneurs, des groupes de reconstitution (toutes époques), des conseils et astuces pour identifier ou restaurer arme ancienne, pièce d'uniforme ...

Vous pourrez également télécharger les prochains numéros de
Dernière Guerre Mondiale sur
<http://derniereguerremondiale.net/indexDGM.php>

**Vous souhaitez être informé par mail des prochaines parutions de
Dernière guerre mondiale ?
Envoyez une simple demande à
inscriptiondgm@laposte.net**